

## La fête nationale

Revue navale à Toulon  
et défilé militaire  
aux Champs-Élysées

LIRE PAGE 6

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 280 m. ;  
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique,  
25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 60 pes. ; États-Unis,  
50 c. ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 70 p. ; Israël,  
1 000 l. ; Liban, 500 P. ; Luxembourg, 27 f. ;  
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,  
50 esc. ; Royaume-Uni, 250 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ;  
Suisse, 1,40 t. ; T.-O., 25 cents ; Yougoslavie, 20 d.

Tarif des abonnements page 17  
5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS CEDEX 02  
Tél. Paris 1° 63072  
C.C.P. 4207 - 25 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Les guerres du Proche-Orient

### Une évolution américaine ?

La position américaine sur le Proche-Orient serait-elle en train de changer ? On épilogue déjà sur les déclarations de M. Shultz, secrétaire d'État désigné des États-Unis, mardi 13 juillet, selon lesquelles il est « urgent » de résoudre « les problèmes légitimes des Palestiniens » et de « parvenir à un règlement qui satisfasse toutes leurs ambitions ». Certains en font peu de cas : M. Carter ne s'était-il pas prononcé pour une « patrie » (« homeland ») palestinienne ? Et M. Shultz n'a-t-il pas réaffirmé une position américaine constante ? L'O.L.P. ne sera reconnue comme « une voix » du peuple palestinien que si elle renonce à la guérilla et si elle reconnaît elle-même le droit d'Israël à l'existence ? M. Cheysson ne décelait pas moins mardi soir une « évolution » à Washington. M. Fomblat, chef de la gauche libanaise, juge la déclaration du futur chef de la diplomatie américaine « intéressante et positive », tout en craignant qu'elle ne vise à entraîner les Palestiniens dans le processus humilié de Camp David. Quant à Israël, il ne cache pas son inquiétude et redoute que M. Shultz évoque Camp David qui pour aller au-delà.

Force est d'admettre que M. Shultz, successeur désigné d'un secrétaire d'État pro-Israélien et connu lui-même pour ses liens d'affaires avec les Arabes, ne pouvait en dire plus devant des sénateurs dont dépend sa confirmation en période pré-électorale.

Ses paroles ne peuvent être appréciées que si l'on mesure le chemin parcouru et celui qui reste à parcourir. La résolution 242 du Conseil de sécurité de 1967, sur laquelle se fonde la communauté internationale pour chercher une solution, ignore le problème palestinien ; elle ne connaît qu'un « problème de réfugiés ».

Les États-Unis ont toujours refusé de modifier cette formulation par un vote à l'ONU. M. Giscard d'Estaing a été le premier (24 octobre 1974) à dire à l'Occident, au grand scandale de Jérusalem, que « le fond du problème » était « la question palestinienne » et qu'elle ne serait résolue que si « l'aspiration naturelle » des Palestiniens à une patrie était satisfaite. M. Mitterrand a précisé que cette « patrie » devrait être un « État ».

La question de savoir si l'O.L.P. est un interlocuteur valable, le plus représentatif ou le seul, est secondaire. Et, également chronologiquement, la reconnaissance mutuelle du droit d'Israël et d'une « entité » palestinienne à vivre en paix et en sécurité. Chacun sait qu'Israël et le monde arabe ne parviendront jamais à cette solution idéale par des négociations directes. Des intermédiaires sont indispensables. Telle fut l'ambition que les Européens exprimèrent à Venise en 1980 ; mais M. Mitterrand n'est pas plus en mesure aujourd'hui de se faire écouter à Jérusalem que ne l'était hier son prédécesseur. Seuls les États-Unis peuvent à condition de le vouloir, espérer influencer Israël ; seuls des bons offices européens (mésangeant en outre l'amour-propre soviétique) peuvent faire progresser la paix.

Un projet franco-égyptien, complétant la résolution 242, fondé sur « la confirmation des droits nationaux légitimes » des Palestiniens et « la reconnaissance mutuelle et simultanée de toutes les parties » est officiellement discuté à l'ONU. L'attitude de Washington à son égard permettra de mieux apprécier la portée des propos de M. Shultz.

- Washington fait un pas en direction des Palestiniens
- Les troupes iraniennes ont pénétré en territoire irakien

L'évolution de la crise libanaise, apparemment favorable à l'O.L.P., accroit les inquiétudes du gouvernement israélien. Tandis que les dirigeants palestiniens retranchés à Beyrouth durcissent leur position, le secrétaire d'État américain désigné, M. George Shultz, a déclaré, le mardi 13 juillet, qu'il faudrait prévoir un mois de tractations pour que celles-ci puissent aboutir à un accord. En revanche, il a souligné « l'urgence » d'une solution politique satisfaisant les « ambitions politiques » des Palestiniens. Il a critiqué la politique israélienne dans les territoires occupés, et mis en garde Jérusalem contre un assaut à Beyrouth qui amènerait les États-Unis à « reconsidérer » leur politique de livraison d'armes.

A Paris, un conseiller de M. Yasser Arafat, M. Issam Sartout, a lancé un appel, mardi, « à tous les Israéliens de bonne volonté, sans exception » pour qu'un dialogue s'ouvre avec l'O.L.P. en vue d'une reconnaissance mutuelle et des négociations de paix. Autrement, a-t-il dit, les Palestiniens feront de Beyrouth « un nouveau Stalingrad ».

La situation se complique au Proche-Orient, après le déclenchement, mardi soir, d'une offensive massive de l'armée iranienne en direction du port de Bassorah. Un communiqué publié, mercredi matin à Bagdad, indique que les forces de l'imam Khomeiny ont pénétré un territoire irakien et se trouvent déjà « dans les parages de la ville ».

## Et si l'O.L.P. n'était pas vaincue ?

De notre correspondant

Beyrouth. — « Et si l'O.L.P. n'était pas vaincue ? » L'inquiétude commence à poindre dans le secteur chrétien du Liban et la question y est couramment posée. Pour se rassurer, ceux qui la formulent, enchaînent : « Les Israéliens se sont condamnés à gagner le parti en assaillant Beyrouth-Ouest et en exigeant la liquidation militaire et politique de l'O.L.P. ».

Il est vrai que l'attente risque de se prolonger. Le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, a annoncé que les États-Unis ont obtenu un délai supplémentaire de dix jours pour leur décision. M. Habib, tandis que le vice-président Bush accorde un mois à cette mission.

Toute issue ne comportant pas le retrait, au moins militaire, de l'O.L.P. de Beyrouth constituerait un terrible revers pour Israël.

LUCIEN GEORGE  
(Lire la suite page 2.)

Lire page 10

## Du bon usage de la rigueur

### II. - Vivre désormais à l'heure contractuelle

par MICHEL ROCARD

## Raser les « grands ensembles » ?

par PIERRE DROUIN

Des tours seront, peut-être, détruites à Venissieux. Mais il y a d'autres moyens, éducatifs, culturels, administratifs, d'éviter la violence des déshérités de la ville.

L'été, le chômage et les « grands ensembles » ne font pas bon ménage. Quand les jours sont longs et chauds, de ce côté-ci de l'Atlantique ou de l'autre, les jeunes des villes, sans travail ou qui n'ont pas la chance de partir en vacances, les immigrés qui ont, plus qu'en d'autres temps, la nostalgie de leur pays perdu, ressentent une pulsion d'agressivité parfois irrépressible.

Il y a un peu plus d'un an, dans le quartier des Miniguettes à Venissieux, un bon lot de volontaires brûlaient « pour le plaisir » du spectacle, comme devait le dire un des auteurs de cet acte de vandalisme.

Ce n'était pas la première fois, l'agglomération lyonnaise ayant sans doute battu un record, avec 145 automobiles « grillées » en dix mois (du 1<sup>er</sup> janvier à fin octobre 1981). Mais cette fois, d'actes plus ou moins isolés, on passait à une action collective qui devait au reste se répéter, il y a peu de temps à Villurbanne.

Les manifestations de violence gratuite avaient pris ici et là (Marseille, Amiens, Asnières, etc.) et déjà il y a six ou sept ans à Grenoble) des formes moins voyantes mais aussi bruyantes, comme ces « rodéos » de voitures volées qui donnaient à certains jeunes, en exaspérant la population, l'impression d'être enfin

« reconnus », sans parler de bagarres entre « lombards » et d'agressions.

On a épilogué cent fois sur les causes de ces maudissements « des grands ensembles » dont Sarracine à la fin des années 50 fut le premier symbole. Il ne s'agit pas, alors que de dépaysement, de déprime provoquée par l'absence de pôles d'intérêt dans la ville-dortoir (les choses ont au reste changé, depuis, dans cette banlieue).

Le chômage est venu ajouter une couleur sinistre aux quartiers périphériques des « barres » et des « tours ». Les « barbares » (1) se sont alors multipliés. Ils volent dans la ville l'image de leur propre marginalité et n'ont de cesse de la punir par des actes de vandalisme variés et des agressions.

L'État ne pouvait rester sans réagir devant cette évolution. Dès le début d'octobre 1981, un comité interministériel se réunissait pour examiner la situation dans les grands ensembles. En décembre, une commission nationale pour le développement social des quartiers était mise en place par le premier ministre qui en confiait la présidence à M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble et député socialiste de l'Isère. Une de ses

(1) Comme les appellent MM. A. Fassin et H. Torgue dans leur livre *Villes déshéritées*, paru dans un article de Frédéric Gausson « *Beyrouth la ville* » (*Le Monde Diplomatique*, 30 mai 1982). Ces auteurs ont distingué six modèles d'habitants.

(2) *Le Monde* du 16 février 1982.

(3) *Le Monde* daté 4-5 juillet 1982, 1983.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

## AU JOUR LE JOUR

Au nom de la démocratie locale et de la décentralisation, le gouvernement va étudier des statuts particuliers pour les grandes métropoles : Paris, Marseille et Lyon. Bien.

Mais au nom de la simple survie des campagnes, il serait bien avisé, aussi, de s'inté-

## Grands et petits

resser au sort des quelques 1 000 communes qui comptent chacune moins de 50 habitants et d'élaborer pour ces dernières un statut très particulier. Sinon, elles n'auront plus d'existence du tout et l'on décentralisera dans le vide.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

## La loi municipale

### M. Mitterrand cherche à désamorcer le conflit de Paris

Le projet de loi modifiant le mode de scrutin pour les élections municipales, qui a été adopté, mardi 13 juillet, par le conseil des ministres, devrait être examiné en première lecture par l'Assemblée nationale le mardi 27 juillet. En décidant que les statuts respectifs de Marseille et de Paris feront ultérieurement l'objet d'un projet de loi distinct, le conseil des ministres a sensiblement modifié le texte initialement élaboré par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.

Cette concession à l'opposition, en forme de désaveu de la position soutenue par M. Gaston Defferre, traduit le volonté de conciliation de M. François Mitterrand à l'égard de M. Jacques Chirac et sa volonté de désamorcer la « bataille de Paris ». Elle paraît de nature à favoriser un compromis à l'automne.

D'autre part, le premier ministre a engagé, mardi après-midi à l'Assemblée nationale, pour la troisième fois, la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi bloquant les prix et les revenus dont le texte avait été repoussé une deuxième fois par le Sénat. L'opposition a déposé pour la troisième fois une motion de censure qui devrait être rejetée mardi 20 juillet.

Idéalisme ou réalisme non. La recherche d'un meilleur exercice de la démocratie locale ne doit pas conduire aux frontières de l'anarchie. Telle est, en résumé, la philosophie politique qui inspire la réforme du mode d'élection des conseillers municipaux enfin arrêtée par le conseil des ministres après plusieurs semaines de tergiversations.

L'enjeu méritait bien, au demeurant, une ample réflexion. Dans la démarche décentralisatrice qui est depuis un an celle du pouvoir, il s'agissait, cette fois, de conce-

voir un système électoral permettant d'assurer la participation des minorités politiques à la direction des affaires communales, tout en préservant, dans chaque commune, l'existence d'une majorité suffisamment solide pour administrer ces affaires dans la stabilité. S'étant ainsi orienté vers un système qui libère la vie publique locale des effets pervers du scrutin majoritaire, inévitablement discriminatoire, sans tomber dans l'excès contraire d'une représentation proportionnelle intégrale portant en germe un danger de cacophonie paritaire, le gouvernement a opté pour un modèle mixte : un scrutin majoritaire simple, d'un côté, correctif proportionnel (le *Mondé* du 13 juillet).

A partir des élections municipales de mars 1983 — et le projet gouvernemental n'est pas bouleversé par le Parlement — la liste qui arrivera en tête du scrutin obtiendra automatiquement la majorité absolue des sièges de l'assemblée communale, qu'elle recueille ou non la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour de scrutin.

Les autres sièges seront répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, entre toutes les listes, à l'exception de celles qui n'auront pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 4.)

## DES JEUX POUR L'ÉTÉ

« Les jeux de l'été ». Sous ce titre, le *Monde* publie, à partir d'aujourd'hui, page 12, une série de problèmes, simples et moins simples, que Jean-Pierre Colignon a préparés à l'intention de nos lecteurs, comme il le fit l'an dernier.

Cette rubrique trouvera sa place quotidiennement dans la page consacrée aux Informations « services », qui comprend également les mots croisés et les renseignements météorologiques.

## LA MORT D'ALEXANDER MITSCHERLICH

### L'héritage freudien

La psychanalyse avait presque entièrement cessé d'exister en Allemagne entre 1933 et 1945. Elle doit à l'œuvre et au rayonnement d'Alexander Mitscherlich, qui vient de mourir en Allemagne de l'Ouest, d'avoir retrouvé en République fédérale sa force créatrice et critique. Parmi les nombreux spécialistes qui garantissent l'héritage freudien, Mitscherlich fut le seul à savoir affirmer une présence intellectuelle autonome dans toutes les disciplines de la recherche, mais aussi dans l'opinion publique.

Né en 1908 à Munich, Mitscherlich était le fils d'un ingénieur chimiste de renommée mondiale et arrière-petit-fils d'un universitaire lié à Alexander von Humboldt, ce qui lui valut son prénom. Il reçut une éducation bourgeoise stricte, sous l'autorité d'un père réactionnaire et hostile à la République de Weimar. Il commença, en 1928, par étudier l'histoire à l'université de Munich et entreprit une recherche sur l'image de Luther dans l'historiographie allemande. Il découvrit, avant d'avoir lu Freud, que l'historien projette ses représentations inconscientes sur son personnage, et que

Luther avait autant de visages que de biographies.

On ne parlait pas encore de psychanalyse dans les universités allemandes. Mitscherlich découvrit Freud par hasard, en lisant dans une bibliothèque l'essai sur Léonard de Vinci. Il interrompit ses études en 1932, car aucun universitaire ne voulait patronner sa thèse d'histoire qu'il avait commencée avec un professeur juif.

Mitscherlich ouvrit alors une librairie, en même temps qu'il commençait à étudier la médecine. À l'époque, il penchait du côté de la droite. Ernst Jünger l'avait d'abord fasciné, puis il s'était rallié au groupe du « nationalbolchevisme ». Ernst Nieksch, inquisiteur par les nazis, lui dut fermer sa librairie en 1935 et se réfugier à Zurich. En 1937, il commit l'imprudence de revenir à Munich et fut incarcéré pendant huit mois par la Gestapo. Puis il eut la chance de passer les années de guerre comme assistant de Viktor von Weizsäcker à la clinique neurologique de Heidelberg.

JACQUES LE RIDER.

(Lire la suite page 14.)

DES MINISTRES  
Le mode de scrutin  
municipales a été adopté  
Le sera traité ultérieurement  
ips que celui de Paris

ent préfectoral

TENNIS  
A PARIS  
STAGES  
LOUQUE PUREE  
STAGES INTENSIFS

LE MONDE  
DIPLOMATIE  
ET CONFRONTATION  
AU MAGNÈSE  
MADAGASCAR



Le Monde

# étranger

## La guerre du Liban et ses répercussions

Le plan en onze points de l'O.L.P. pour un désengagement à Beyrouth (« le Monde » du 13 juillet) a été transmis au directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, M. David Kimche, par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain M. Philip Habib. Le radio israélien a aussitôt estimé que « ce plan est irrécusable par Israël et, partiellement, par les Libanais eux-mêmes », car « il empêche que soient contrôlés aussi bien le départ des Palestiniens que la nature des armes qu'ils emporteraient et, en fait, ne donne

aucune garantie qu'une grande partie d'entre eux ne resterait pas à Beyrouth ».

● A BEYROUTH. M. Walid Joumblatt, chef de la gauche libanaise et de la communauté américaine, a communiqué lundi par M. Habib au président du conseil démocratique libanais, M. Chafik El Wazzan, était inacceptable, car elle impliquait « un retrait palestinien avant toute autre chose, puis le déploiement d'une force d'interposition, pour assurer le désengagement des forces ». Cette exigence,

a-t-il dit, est absurde : l'O.L.P. ne peut pas se retirer sans avoir des garanties sur le sort de la population des camps de réfugiés de Beyrouth et du Liban. Les musulmans, eux aussi, exigent une telle force. Ils n'ont pas confiance dans les milices chrétiennes.

● A PARIS. MM. Mroné et Farès, émissaires du Mouvement national libanais (gauche), ont été reçus par le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Francis Göttemann. Les deux dirigeants libanais ont exprimé leur sou-

tien aux initiatives diplomatiques françaises qui, ont-ils déclaré, « visent à favoriser une solution globale tant au conflit palestinien qu'à la crise libanaise, deux problèmes intimement liés et indissociables ».

● A JERUSALEM, des réservistes israéliens, qui avaient signé vendredi une lettre au ministre de la défense Ariel Sharon ainsi qu'au premier ministre M. Menahem Begin, ont annoncé mardi qu'ils lançaient une campagne nationale pour exiger « le retour des soldats

CONSEILLER DE M. YASSER ARAFAT

### M. Issam Sartouï lance un appel au dialogue à tous « les Israéliens de bonne volonté »

Le docteur Issam Sartouï, conseiller de M. Yasser Arafat, a lancé un appel solennel aux États-Unis et aux gouvernements européens, la France en tête, les invitant à reconnaître l'O.L.P. et à engager avec elle des pourparlers en vue d'ouvrir la voie à une paix négociée avec l'État d'Israël.

« L'O.L.P. a formellement reconnu à Israël, de la manière la moins équivoque, le droit d'exister sur une base de réciprocité avec la future État palestinien », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse tenue, le mardi 13 juillet à Paris, sous l'égide de l'Institut français des relations internationales (IFRI), à laquelle assistaient de nombreuses personnalités françaises et étrangères, dont israéliennes. Le conseiller de M. Arafat a énuméré une série de résolutions adoptées par le Conseil national palestinien (le parlement) qui confirme la volonté de la centrale des taylor d'ériger un « mini-Etat » qui « fera la paix avec l'ennemi, ce qui prédispose l'existence de cet ennemi ». Il a insisté, en particulier, sur l'acceptation formelle par le Conseil national palestinien, en avril 1981, du « plan Bra-

nev pour une paix juste et durable », qui stipulait le droit de tous les États à l'existence et à la sécurité, y compris l'État d'Israël. « Les récentes déclarations du président Arafat au Monde, puis au courageux combattant de la paix, le sioniste et le patriote Uri Averbach, ne faisaient que confirmer les décisions démocratiquement adoptées par notre Parlement », a-t-il ajouté.

Le docteur Sartouï a révélé, à ce propos, qu'Israël était au courant des tractations secrètes qui se déroulaient depuis le début de cette année entre l'O.L.P. d'une part, les États-Unis et plusieurs gouvernements européens, d'autre part, en vue d'une reconnaissance réciproque d'Israël et du peuple palestinien, ce dernier représenté par l'O.L.P. Ces tractations, qui s'étaient déroulées par le truchement du président tunisien Bourguiba et de son premier ministre M. Mohamed M'Zali, avaient abouti à un accord de principe qui devait être annoncé officiellement le 14 juin, une semaine avant qu'Israël ne lance son offensive au Liban. Après avoir rendu d'une manière répétitive, de vifs hommages à tous les Juifs, israéliens ou non,

« qui ont eu le courage d'élever la voix contre cette guerre inhumaine et inutile, pour exiger qu'Israéliens et Palestiniens se mettent enfin à parler de paix et de coexistence », le conseiller de M. Arafat a invité « tous les Israéliens de bonne volonté, quels qu'ils soient, à engager avec nous le dialogue ». Il a cité, à titre d'exemple, le député travailliste Yossi Sarid, l'ancien chef d'état-major Mordechai Gur, le leader du parti Mapam, M. Chemtov, et le député de ce même parti, M. Mohamed Wladad. En réponse à la question de savoir si l'O.L.P. accepterait de dialoguer même avec un « mauvais » gouvernement, tel celui de M. Begin, M. Sartouï a répondu : « Pour nous, il n'y a pas de bons ou de mauvais Israéliens ; il n'y a que ceux qui veulent régler pacifiquement le conflit et les autres ».

S'adressant à ces derniers, les « jusqu'aboutistes », les partisans du « tout ou rien », il s'est exclamé : « Vous espérez que la bataille de Beyrouth sera notre Massada. Vous vous trompez : ce sera notre Sverdlov. Vos enfants et les nôtres mourront alors que nous pourrions conclure nos efforts pour arrêter ce bain de sang. Dites-vous bien que celui qui vit par l'épée, périra par l'épée. Vous n'arriverez jamais à créer le grand Israël, mais il est possible aujourd'hui, si vous le souhaitez, de garantir un État d'Israël sûr et tranquille de 1967, qui vivrait en paix au sein de la famille des peuples du Moyen-Orient ».

En réponse à une question sur les « divisions » au sein de l'O.L.P., M. Sartouï s'est indigné : « Le monde développé a deux poids, deux mesures quand il porte un jugement sur le comportement du tiers-monde. Les divisions en Occident sont classées sous l'appellation de « démocraties » ; les mêmes sont dénoncées comme étant synonymes d'anarchie et de folie. Je suis fier d'appartenir à une organisation où les débats sont libres et les décisions prises à la majorité sans scrupules respectés par la minorité. »

Il a cité en exemple le Front populaire de libération de la Palestine (F.L.P.) du docteur George Habbash qui, en 1977, avait voté au Conseil national palestinien contre le compromis proposé d'un mini-Etat en Palestine, mais avait fait preuve ultérieurement d'une « remarquable discipline » avant que cette organisation « dite extrémiste » ne se rallie au consensus à l'issue du troisième congrès qu'il a tenu en février 1981.

M. Sartouï a conclu sa conférence de presse en affirmant avec force que ses propos bénéficiaient de la caution de M. Yasser Arafat, d'autant plus qu'il n'avait rien déclaré qui n'était pas en conformité avec la ligne de l'O.L.P. incarnée par des résolutions d'importance par le Parlement palestinien.

● Cinq organisations juives françaises expriment dans une déclaration commune publiée le mardi 13 juillet, leur « soutien total à la déclaration d'une grande portée historique de Pierre Mendès France, du docteur Nahum Goldmann et de Philip Klutznick ». Le « collectif des Juifs de gauche » affirme qu'il est « urgent de mettre un terme aux combats et de rechercher une solution politique au conflit israélo-palestinien basée sur une reconnaissance mutuelle ». Les cinq organisations signataires de ce texte sont l'Association des Juifs de gauche, le Cercle Bernard-Lévy, le Comité de Dialogue, Renaissance de la Presse juive progressiste, et Socialisme et Judaïsme.

● L'Organisation sioniste mondiale a rejeté l'interposition inutile et nuisible de MM. Nahum Goldmann et Philip Klutznick, dans les affaires intérieures d'Israël, annonce un communiqué qui ajoute : « Au moment où Israël est engagé dans une guerre de défense et alors que des manifestations d'hostilité se font jour contre lui, particulièrement dans les médias, il s'agit de ceux qui se considèrent comme Juifs et amis, d'appuyer le gouvernement d'Israël et de ne pas émettre de messages qui renforcent les organisations terroristes ».

MICHEL DEURE.

L'AUDITION DU FUTUR SECRÉTAIRE D'ÉTAT PAR LE SÉNAT

### M. Shultz a souhaité qu'un règlement au Proche-Orient satisfasse les ambitions politiques des Palestiniens

Washington. — Dans sa déposition devant la commission sénatoriale des affaires étrangères, M. Shultz a confirmé, mardi 13 juillet, sa réputation de « loyal conseiller ».

En effet, s'il a des idées personnelles, il s'est bien gardé de les exprimer. Au cours de cette première audition de sept heures, environ, il ne s'est pas écarté sensiblement des grandes options de politique étrangère définies par son prédécesseur, M. Haig, et par M. Reagan. Sans doute pour se concilier les amis politiques du président, situés à la droite du parti républicain et très réservés à son égard, M. Shultz a fait preuve d'humilité.

La politique étrangère des États-Unis, a-t-il dit en substance, est fixée par le président et sa tâche est seulement de l'aider à la formuler et à l'exécuter. Bref, M. Shultz refuse le rôle de « vicé » de la politique étrangère que M. Haig était attribué.

M. Shultz a donc réaffirmé les positions prises par son prédécesseur sur le problème du golan syrien. Tout en indiquant clairement qu'il ne croyait pas à l'efficacité des efforts militaires pour rétablir l'équilibre nucléaire, mais sans jamais abandonner leur volonté de négocier. « Le peuple américain », a-t-il dit, ne serait pas satisfait que les relations avec l'U.R.S.S. s'enrichissent seulement dans un rapport de force. Il s'est déclaré cependant contre la suggestion d'un « gel » nucléaire.

■ Au sujet des relations Est-Ouest, M. Shultz est resté également dans la ligne. Les États-Unis doivent être réalistes mais ne doivent pas céder à la tentation de l'engagement. Ils doivent certes accepter le fait que les relations avec l'U.R.S.S. s'enrichissent seulement dans un rapport de force. Il s'est déclaré cependant contre la suggestion d'un « gel » nucléaire.

■ Les Israéliens étaient impatients de faire connaissance avec M. Shultz, car, avec la démission de son prédécesseur, M. Alexander Haig, le gouvernement Begin a perdu un allié qui s'était montré très compréhensif, surtout au moment de la décision d'envahir le Liban. D'autre part, des responsables israéliens font remarquer toutefois qu'une véritable « surprise » est venue d'Israël, dans le sens où, dans les milieux politiques de Jérusalem, on a toujours eu tendance à « prendre ses crânes pour des réalités » quand il s'agit de prévoir l'attitude de l'État-Unis envers Israël, comme s'il s'agissait d'une façon d'écarter le danger.

■ Les Israéliens étaient impatients de faire connaissance avec M. Shultz, car, avec la démission de son prédécesseur, M. Alexander Haig, le gouvernement Begin a perdu un allié qui s'était montré très compréhensif, surtout au moment de la décision d'envahir le Liban. D'autre part, des responsables israéliens font remarquer toutefois qu'une véritable « surprise » est venue d'Israël, dans le sens où, dans les milieux politiques de Jérusalem, on a toujours eu tendance à « prendre ses crânes pour des réalités » quand il s'agit de prévoir l'attitude de l'État-Unis envers Israël, comme s'il s'agissait d'une façon d'écarter le danger.

■ La plupart des Israéliens sont maintenant encore plus convaincus que jamais que la solution à la crise du Proche-Orient ne peut être trouvée que par la négociation. Ils ont vu, à Jérusalem, la manière avec laquelle M. Shultz, devant les sénateurs américains, a souligné la légitimité des droits des Palestiniens et le caractère d'urgence de la recherche d'une solution à l'ensemble des problèmes de ce

De notre correspondant

■ Au sujet de l'Amérique centrale, M. Shultz a repris les vues de son prédécesseur sur le rôle décisif de Cuba. Pas de changement non plus sur la Chine où il ne s'est pas écarté de la ligne ambiguë suivie jusqu'à présent. Les relations des États-Unis avec la Chine ont une grande importance, a-t-il dit, mais il faut continuer à livrer des armes défensives à Taiwan.

Une « O.L.P. différente »

■ Au sujet du Proche-Orient, ses déclarations indiquent une prise de conscience plus nette de l'importance du problème palestinien et le souci d'une position, du moins verbale, plus équilibrée et plus favorable envers le monde arabe dont il a vanté la civilisation. Le fait important est qu'il ait placé le problème palestinien au centre même de la déclaration liminaire qu'il a lue.

■ La crise du Liban met- toulèvement et totalement en évidence une réalité centrale du Proche-Orient. a-t-il dit. « Il s'agit d'une crise qui n'est pas seulement arabe, mais qui est le reflet de problèmes légitimes du peuple palestinien soit abordés et résolus dans toutes leurs dimensions ». Nous espérons parvenir à une solution qui satisfasse les ambitions politiques des Palestiniens.

■ Il a évoqué les « souffrances », les « droits légitimes » des Palestiniens avant d'inviter leurs « représentants » à participer au processus de paix de Camp David. Répondant aux questions des sénateurs, il a indiqué que l'O.L.P. n'était pas seule à représenter les Palestiniens et, surtout, il a réaffirmé la position fondamentale de tous les gouvernements américains selon laquelle il n'y a pas de question de négociation avec l'O.L.P. tant que cette organisation n'aura pas reconnu le droit à l'existence d'Israël. « Si elle abandonne la

guerre, alors ce sera une voix du peuple palestinien. Sinon, ce sera la voix d'une autre affaire », a-t-il dit. Si l'O.L.P. modifie sa position d'hostilité envers Israël, a-t-il ajouté, alors ce sera une O.L.P. différente, qui pourra être reconnue comme représentant le peuple palestinien.

■ À l'égard d'Israël, M. Shultz a été plus net que le président Reagan ou M. Haig en critiquant l'initiative militaire au Liban mais aussi la colonisation de la rive occidentale du Jourdain et le renvoi des maîtres palestiniens. Mais ses critiques étaient compensées par une référence à l'engagement « profond et durable » des États-Unis à défendre la sécurité d'Israël, « notre ami le plus intime au Proche-Orient ».

■ En définitive, l'impression générale donnée par les déclarations de M. Shultz était qu'il n'y aurait pas de révision fondamentale de la politique américaine au Proche-Orient, mais que le gouvernement était maintenant déterminé à donner la priorité au problème palestinien. Bref, M. Shultz a confirmé les indications recueillies dans les milieux officiels, selon lesquelles, après l'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth (à condition bien entendu qu'un accord définitif se fasse), le gouvernement de Washington fera pression sur Israël pour ouvrir la négociation sur un statut d'autonomie pour les Palestiniens.

HENRI PIERRE.

### La nouvelle attitude américaine pourrait réduire la marge de manœuvre de M. Begin

Jérusalem. — Les premières prises de position du nouveau chef de la diplomatie américaine n'ont pas dissipé les appréhensions israéliennes. M. George Shultz semblait bien les avoir apprises, mais les reconnaissances, à Jérusalem, qu'il ne s'est pas écarté des grandes lignes de la politique américaine et qu'il a réaffirmé qu'Israël était l'un des plus forts des États-Unis au Proche-Orient. Des observations israéliennes font remarquer toutefois qu'une véritable « surprise » est venue d'Israël, dans le sens où, dans les milieux politiques de Jérusalem, on a toujours eu tendance à « prendre ses crânes pour des réalités » quand il s'agit de prévoir l'attitude de l'État-Unis envers Israël, comme s'il s'agissait d'une façon d'écarter le danger.

■ Les Israéliens étaient impatients de faire connaissance avec M. Shultz, car, avec la démission de son prédécesseur, M. Alexander Haig, le gouvernement Begin a perdu un allié qui s'était montré très compréhensif, surtout au moment de la décision d'envahir le Liban. D'autre part, des responsables israéliens font remarquer toutefois qu'une véritable « surprise » est venue d'Israël, dans le sens où, dans les milieux politiques de Jérusalem, on a toujours eu tendance à « prendre ses crânes pour des réalités » quand il s'agit de prévoir l'attitude de l'État-Unis envers Israël, comme s'il s'agissait d'une façon d'écarter le danger.

■ La plupart des Israéliens sont maintenant encore plus convaincus que jamais que la solution à la crise du Proche-Orient ne peut être trouvée que par la négociation. Ils ont vu, à Jérusalem, la manière avec laquelle M. Shultz, devant les sénateurs américains, a souligné la légitimité des droits des Palestiniens et le caractère d'urgence de la recherche d'une solution à l'ensemble des problèmes de ce

De notre correspondant

■ Les premières prises de position du nouveau chef de la diplomatie américaine n'ont pas dissipé les appréhensions israéliennes. M. George Shultz semblait bien les avoir apprises, mais les reconnaissances, à Jérusalem, qu'il ne s'est pas écarté des grandes lignes de la politique américaine et qu'il a réaffirmé qu'Israël était l'un des plus forts des États-Unis au Proche-Orient. Des observations israéliennes font remarquer toutefois qu'une véritable « surprise » est venue d'Israël, dans le sens où, dans les milieux politiques de Jérusalem, on a toujours eu tendance à « prendre ses crânes pour des réalités » quand il s'agit de prévoir l'attitude de l'État-Unis envers Israël, comme s'il s'agissait d'une façon d'écarter le danger.

■ Les Israéliens étaient impatients de faire connaissance avec M. Shultz, car, avec la démission de son prédécesseur, M. Alexander Haig, le gouvernement Begin a perdu un allié qui s'était montré très compréhensif, surtout au moment de la décision d'envahir le Liban. D'autre part, des responsables israéliens font remarquer toutefois qu'une véritable « surprise » est venue d'Israël, dans le sens où, dans les milieux politiques de Jérusalem, on a toujours eu tendance à « prendre ses crânes pour des réalités » quand il s'agit de prévoir l'attitude de l'État-Unis envers Israël, comme s'il s'agissait d'une façon d'écarter le danger.

■ La plupart des Israéliens sont maintenant encore plus convaincus que jamais que la solution à la crise du Proche-Orient ne peut être trouvée que par la négociation. Ils ont vu, à Jérusalem, la manière avec laquelle M. Shultz, devant les sénateurs américains, a souligné la légitimité des droits des Palestiniens et le caractère d'urgence de la recherche d'une solution à l'ensemble des problèmes de ce

■ On émettait notamment cette hypothèse après le limogeage du maire de Gaza, M. Rachad Chawa, dont la réputation de modération pouvait être approchée du point de vue américain. Les Israéliens ne sont pas satisfaits que M. Shultz n'ait pas manqué d'indiquer dans quelles conditions le gouvernement américain pourrait

reconnaître l'O.L.P. et ce juste- ment au moment où certains dirigeants de l'organisation palestinienne font savoir qu'ils recherchent un contact direct avec les États-Unis. Depuis longtemps, les Israéliens redoutent, à terme, un rapprochement, encore plus après les déclarations de M. Shultz.

Des pressions de Washington

■ Au sujet de la situation diplomatique et militaire à Beyrouth, les propos du nouveau secrétaire d'État n'ont pas été accueillis avec satisfaction. M. Shultz avait, en effet, déclaré que les dirigeants palestiniens devraient d'abord accepter les propositions des États-Unis pour mettre fin à la violence. Les dirigeants israéliens avaient déjà fait savoir, lorsque le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger, laissait entendre que les pourparlers de M. Habib devraient probablement encore une dizaine de jours, que leur patience avait des limites. D'autre part, M. Shultz a indiqué qu'il était opposé à un assaut contre Beyrouth-Ouest et que, si une telle solution était choisie par Israël, les États-Unis pourraient reconsidérer alors leur politique de livraison d'armes. Ces propos ont paru confirmer que les États-Unis font actuellement pression sur Israël pour éviter toute nouvelle initiative militaire.

■ Un message du président Reagan à M. Begin, la semaine dernière, aurait très nettement fait comprendre. Quoi qu'il en soit, les dirigeants israéliens paraissent contraints d'accepter davantage de temps à M. Begin, bien qu'ils soient persuadés qu'aucun progrès n'a été enregistré au cours des derniers jours. D'autre part, dans l'entourage du premier ministre et du ministre de la défense, M. Ariel Sharon, on indique que si le blocage des négociations continue, Israël pourrait envisager d'accroître la pression militaire sur Beyrouth-Ouest afin d'inciter l'O.L.P. à composer.

FRANCIS CORNU.

diplomatiques

Et si l'O.L.P. n'était

FRANÇOIS A. DRAC

la réaction de l'ennemi

TRAVERS LE MONDE

R.D.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.

R.F.A.



## percussions

Initiatives diplomatiques françaises...  
...à l'occasion d'une conférence de presse...

JERUSALEM. Les représentants israéliens...  
...à l'occasion d'une conférence de presse...

D'ÉTAT PAR LE SENAT

ment au Proche-Orient  
des Palestiniens

...à l'occasion d'une conférence de presse...

...à l'occasion d'une conférence de presse...

...à l'occasion d'une conférence de presse...

...à l'occasion d'une conférence de presse...

ains pourrait réduire  
de M. Begin

## diplomatiques

dans leurs foyers. Parlant au nom de cent  
vingt-deux signataires (dont dix-sept officiers),  
quatre membres d'unités de réserve ont indi-  
qué qu'ils n'avaient pas encore reçu de ré-  
ponse à la demande formulée dans la lettre de  
« ne plus servir au Liban ». En attendant,  
ils ont constitué le groupe dit des « Ça suffit »  
et ont annoncé à Jérusalem, au cours d'une  
conférence de presse, qu'en cas de fin de non-  
recevoir, ils décideraient à titre individuel de  
servir ou non au Liban, « suivant les impératifs  
de leur conscience ».

### Et si l'O.L.P. n'était pas vaincue ?

(Suite de la première page.)

Cela signifierait que son armée,  
massivement concentrée aux portes  
de Beyrouth, ne serait pas venue  
à bout de la centrale palestinienne.  
Autant dire que les multiples obsta-  
cles militaires, politiques et diploma-  
tiques ne lui permettraient pas de  
si tôt d'atteindre son principal  
objectif.

De même, l'O.L.P., forte d'avoir  
réussi à ne pas céder devant la  
machine de guerre israélienne, affer-  
mirait sa position au Liban, d'autant  
qu'elle se serait déchargée de la pres-  
sion syrienne qu'elle subissait depuis  
1976.

La situation risque d'être d'autant

plus embarrassante pour les Liba-  
nais qu'ils ont eux-mêmes exprimé  
leur satisfaction ou pour le moins  
leur acceptation du départ de  
l'O.L.P. lorsque cette issue paraî-  
trait inévitable. Les chrétiens, plus  
que les autres, se trouvent ainsi  
dans une position délicate.

La conclusion logique est qu'enfin,  
ne pouvant en aucun cas se per-  
mettre de laisser une O.L.P. plus  
forte qu'avant son invasion du Liban,  
donner l'assaut des camps palesti-  
niens par surprise. Toutefois, depuis  
l'arrivée de l'armée israélienne aux  
portes de Beyrouth, il y a plus d'un  
mois, les événements échappent à  
toute logique.

Conscients — d'une manière peut-  
être exagérée — de l'avantage qu'ils  
ont marqué ces jours-ci, les Palesti-  
niens n'ont pas quitté leur position. « Les  
Israéliens ne quitteront ni le Liban, ni  
Beyrouth, ni le Bekaa », a déclaré  
à Damas M. Khalid Fahoum, prési-  
dent du Conseil national palestinien  
(P.N.C.). Le climat a changé dans  
les rangs de l'O.L.P. Il y a deux ou  
trois semaines, on y parlait soit des  
conditions et de la destination du  
départ, soit de mourir jusqu'au der-  
nier homme pour que survive la  
cause palestinienne.

Dans la pratique, la négociation  
plénière, surtout après les duels d'ar-  
tillerie de vendredi et dimanche qui  
ont débouché sur un succès palesti-  
nien. A l'aise dans ce genre de  
bataille, les Palestiniens ont même  
réussi, mardi soir, leur première  
ambuscade aux portes de Beyrouth-Est,  
dans laquelle une patrouille israé-  
lienne a eu trois blessés. M. Habib  
attend toujours la réponse palesti-  
nienne à sa question de base :  
« Partirez-vous ? » Selon une source  
gouvernementale libanaise, « les pré-  
sidents Sarkis et Wazzan sont plus  
que jamais convaincus que les « pro-  
grès » réalisés par les négociations  
restent insignifiants ».

Après les déclarations de M. Shultz  
devant le Sénat, les Etats-Unis, en  
réaction à l'intransigence israé-  
lienne, ont engagé un dialogue  
officiel avec l'O.L.P., ce qui équi-  
vaut à la reconnaissance ? « Je n'ai  
pas mandat de le faire », dit le  
président M. Habib. Il pourrait le  
recevoir. Dans ce cas, Israël, dans  
une lutte en avant, ne brusquera-  
t-il pas les choses ?

Pour l'instant, on discute de dé-  
tails à Beyrouth, on attend les  
résultats d'une négociation capitale  
qui doit se dérouler incessamment  
à Washington entre l'administration  
américaine et les ministres des  
affaires étrangères saoudien et  
syrien.

Sur le terrain, alors que l'explosi-  
on d'une voiture piégée à Bey-  
routh-Ouest (quarante-blessés)  
venait rompre, mardi après-midi, le  
calme total qui régnait depuis di-  
manche soir, on constatait un alié-  
nement du blocus imposé par les  
Israéliens à partir de 17 heures  
deux points de passage, le musée et  
la galerie Sannan, étaient rou-  
verts à la circulation automobile.  
Décision surprenante après le consi-  
dérable échec israélien des précédentes  
quarante-heures qui aurait pu  
provoquer le renforcement du blocus.

LUCIEN GEORGE.

## AMÉRIQUES

### Argentine

### La junte militaire est reconstituée

Buenos-Aires (A.F.P.). — La  
junte militaire va reprendre la  
direction politique de l'Argentine  
à la faveur d'un accord sur la  
création d'un poste de vice-prési-  
dent qui sera confié à un civil.  
Le général Nicolas (terre), l'amiral  
Jorge Anaya (mer) et le général  
Basilio Lami-Duza (air), a-t-on  
précisé le mardi 13 juillet de  
source militaire, se sont accor-

dés pour recomposer la junte,  
organe suprême du pouvoir, qui  
avait cessé d'exister il y a trois  
semaines, à la suite du désac-  
cord sur la désignation du gé-  
néral Bignone à la présidence de la  
République. La marine et l'avi-  
ation ont finalement accepté de  
représerver les responsabilités gou-  
vernementales qu'elles avaient  
abandonnées le 22 juin.

### Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent des arrestations et des tortures

Correspondance

Buenos-Aires. — M. José We-  
stercamp, dirigeant du Centre  
d'études juridiques et sociales  
(CEJES), l'une des huit organi-  
sations (1) qui luttent en Argentine  
pour la défense des droits de  
l'homme, a été arrêté, samedi  
10 juillet, à l'aéroport de Trelew  
dans la province de Chubut. Il  
a été libéré le mardi 13 juillet.  
M. Westercamp, dont le fils se  
trouve depuis près de sept ans  
à la disposition du pouvoir mili-  
taire, a été arrêté à la prison de  
Trelew, a été inculpé de diffama-  
tion par le juge fédéral de  
cette province, le magistrat  
M. Carlos Ayerza. Le physicien  
argentin avait, à plusieurs reprises,  
dénoncé « la totale passivité » de la justice  
devant les conditions inhumaines  
dans lesquelles sont placés les  
prisonniers politiques de Rawson  
et les mauvais traitements dont  
ils sont victimes. M. Westercamp  
avait réitéré ces critiques, la se-  
maine dernière au cours d'une  
réunion à laquelle participaient  
de nombreux parents de détenus  
et le leader démocrate-chrétien  
M. Carlos Ayerza et où il avait  
en partie souligné le manque  
d'indépendance de la justice par  
rapport au pouvoir exécutif. Le  
responsable du CEJES, qui a été  
transféré au commissariat de  
Rawson, a été autorisé à télé-  
phoner à sa famille résidant à  
Buenos-Aires.

Même si l'accusation dont fait  
l'objet M. Westercamp n'est pas  
nouvelle, on ne peut s'empêcher  
d'établir un lien entre son ar-  
restation et l'action énergique  
menée au cours des dernières  
semaines par l'ensemble des or-  
ganisations de défense de l'homme.  
Celles-ci ont critiqué, à l'occa-  
sion de la visite de M. Westercamp  
à la suite du suicide  
le 29 juin de M. Jorge Miguel  
Toledo à la prison de Caseros  
près de la capitale, une campagne  
visant à attirer l'attention de  
l'opinion publique sur la détériora-  
tion de la santé mentale d'un  
grand nombre de prisonniers  
politiques (2). Le président du  
CEJES, M. Emilio Miguena, a  
adressé récemment un télégramme  
au ministre de la justice, M. Jaime  
Lucas Lemmon, dans lequel il lui  
demandait d'intervenir pour em-  
pêcher que quinze autres prison-  
niers ne connaissent le même  
sort que M. Toledo. Le ministre  
a assuré que ces derniers rece-  
vaient « l'assistance médicale et  
psychiatrique nécessaire ».

Les huit groupements de dé-  
fense des droits de l'homme ont  
également dénoncé avec vigueur  
plusieurs cas de disparitions et  
de tortures. Entre le 22 et le  
30 juin, trois membres de l'orga-  
nisation trotskiste Politique ou-  
vrière (3) ont été arrêtés dans  
la région de Córdoba. Le 22 juin,  
M. Miguel Del Pia, ouvrier de Re-  
nault, « disparaît » alors qu'il dis-  
tribue des tracts aux portes de  
l'usine. C'est seulement deux jours  
après que les autorités militaires  
font savoir à la justice qu'il est  
interrogé par les services de ren-  
seignement en raison de son  
comportement à la fin de 1979, où  
il avait été déclaré en 1976, il ne  
sera remis en liberté qu'une  
semaine plus tard sans que sa  
famille ait pu lui rendre visite.  
La raison est simple : les tortures  
qu'il a subies l'ont rendu mécon-  
naissable.

Le 30 juin, deux autres mili-

### Pérou

ÉTAT D'URGENCE DANS  
TROIS PROVINCES. — Cette  
mesure s'applique aux provin-  
ces de la Mar, de Cangallo et  
d'Andahuaylas, où les droits  
constitutionnels seront suspen-  
dus. M. Enrique Elías, ministre  
de la justice, a déclaré, mardi  
13 juillet, que quatre-vingt  
cinq militaires ont été tués  
et dix-neuf civils ont été  
tués au cours d'attaques terro-  
ristes depuis le début de l'an-  
née. On vient d'arrêter 9 juillet,  
dans la province d'Andahuay-  
las, des hommes armés ont  
attaqué un poste de police,  
tuant un garde. Les assaillants  
ont volé des armes et pris la  
fuite après avoir dynamité le  
bâtiment.

Le président Alejandro Terry  
a révélé que le gouvernement  
envoie des troupes pour la peine  
de mort pour les personnes re-  
connues coupables de meurtres  
an cours d'opérations terro-  
ristes. — (Reuters.)

### El Salvador

### LA GUÉRILLA OCCUPE TROIS VILLAGES PRÈS DE LA FRONTIÈRE DU HONDURAS

San-Salvador (A.F.P.). — Trois  
villages du département de Cha-  
latenango, au nord de la capitale,  
sont occupés par la guérilla depuis  
plusieurs jours et plus d'un mil-  
lier de guérilleros se trouvent dans  
la région, a-t-on indiqué officiel-  
lement lundi 13 juillet à San-  
Salvador.

Des concentrations de guérille-  
ros ont également été observées  
près de San-Vicente, capitale du  
département du même nom, à  
l'est de San-Salvador, a affirmé  
l'armée.

D'autre part, à San-Miguel, à  
120 kilomètres à l'est de la capi-  
tale, dix personnes ont été tuées  
pendant le week-end, victimes de  
la guérilla, selon les autorités.  
San-Miguel est depuis plusieurs  
semaines dans une situation diffi-  
cile en raison de coupures d'eau  
et d'électricité et du manque d'es-  
sence après des attaques de la  
guérilla contre les installations  
électriques et les transports rou-  
liers.

La tension est telle dans tout le  
pays que Mgr Arturo Rivera y  
Damas, administrateur apostoli-  
que du Salvador, a évoqué la  
possibilité d'une « résurrection » si  
la situation économique et sociale  
ne s'améliore pas. Mgr Rivera y  
Damas, récemment revenu d'un  
voyage en Europe où il a rencon-  
tré le pape, a signalé la « ressusci-  
tation d'une crise économique à laquelle  
ajoute le gel des salaires depuis  
deux ans, alors que se poursuit la  
hausse des prix ».

La Fédération unitaire syndi-  
cale du Salvador (FUSV), proche  
des mouvements de gauche, a an-  
noncé de son côté qu'elle allait  
s'engager dans une phase d'« opo-  
sition active » au gouvernement,  
alors que plusieurs grèves sont  
déjà annoncées.

La population a pu croire  
pendant la campagne électorale  
pour les élections à l'Assemblée  
constituante du 28 mars qu'après  
le vote se terminerait la violence,  
les affrontements et qu'une  
nouvelle politique serait trouvée.  
Plus de trois mois après, on se  
rend compte que rien n'a changé  
et qu'on continue la situation  
épouvantable, a affirmé un res-  
ponsable de la FUSV.

Un haut fonctionnaire partage  
en partie cette opinion lorsqu'il  
déclare : « Le 28 mars le peuple  
n'a pas voté pour la droite (qui  
a obtenu la majorité à l'Assem-  
blée), mais pour l'image de l'anti-  
rité et les promesses d'en finir  
avec la violence qu'on répète  
ses leaders, en particulier Roberto  
d'Abreu », chef du parti d'ex-  
trême droite Arena et président  
de l'Assemblée.

La poursuite de la guerre et la  
crise économique n'ont fait qu'ac-  
croître la tension sociale. Les  
fermeurs d'usines et d'entreprises  
se poursuivent, souvent faute  
de pouvoir importer les produits  
nécessaires à leur fonctionnement  
par manque de devises.

### Nicaragua

### L'économie est durement frappée par les inondations catastrophiques de mai

De notre envoyé spécial

Managua. — Le Nicaragua a souf-  
fert en mai d'inondations catastro-  
phiques, dont les effets sur son éco-  
nomie seront plus graves encore que  
ceux du tremblement de terre de  
1972, qui avait détruit la capitale et  
fait plus de dix mille morts. C'est la  
troisième catastrophe en moins de  
dix ans avec la guerre de 1979, qui  
a coûté 500 millions de dollars et  
causé plus de cinquante mille morts.

Une mission de la commission éco-  
nomique des Nations unies pour  
l'Amérique latine (CEPAL) évalue les  
dommages à 357 millions de dollars,  
soit un cinquième du produit natio-  
nal brut et 40 % de la valeur des  
exportations en 1981.

Les secteurs les plus affectés sont  
les communications (ponts, chemins  
de fer, ports, aéroports et réseau  
routier) et l'agriculture. Outre l'inon-  
dation de champs de coton, de sucre  
et de café, des zones entières ex-  
posées de produire pendant dix ans.  
Les deux cultures les plus affectées  
sont le banane et le coton.

La productivité de la culture du  
coton, principale exportation, sera  
réduite pendant plusieurs années du  
fait de l'érosion et de la destruction  
de nombreux travaux d'infrastructure.  
Le taux de croissance industrielle  
sera sans doute négatif à la fin de  
l'année en raison de la destruction  
de stocks de matières premières et  
du manque à gagner en devises.  
Dans le domaine de la santé, on  
note aussi des destructions, et il  
faut envisager de renforcer certaines  
campagnes de prévention. La CEPAL  
estime cependant que, grâce au tra-  
vail effectué ces trois dernières

FRANCIS PISANI.

## A TRAVERS LE MONDE

### R. D. A.

LA MAISON DU SOUL-  
TEUR MICHAEL BLUMEN-  
GARTEN a été mise sous scellés  
par la police est-allemande, qui  
a effectué une saisie de  
certains de ses biens, en dé-  
clarant mardi 13 juillet les  
proches de l'artiste. Ce der-  
nier avait été arrêté le 16 juin  
à l'école, et inculpé de refus de  
servir dans l'armée de ré-  
serve. La véritable raison de  
son emprisonnement pourrait  
cependant être différente : le  
sculpteur avait récemment ré-  
dité l'une de ses œuvres à la  
mémoire d'un ami mort en  
détention. — (Reuters.)

### R. F. A.

QUATRE ORDINATEURS  
DE FABRICATION AMÉ-  
RICAINES, utilisant des tech-  
nologues de pointe, et dont on  
soupçonne qu'ils étaient étre  
livrés à l'U.R.S.S., ont été  
saisis par les autorités ouest-  
allemandes, ont annoncé  
mardi 13 juillet les douanes  
américaines. Cette action,  
à laquelle ont été associées les  
douanes ouest-allemandes et  
canadiennes, s'inscrit dans le  
cadre de l'« Opération Exo-  
cus », destinée à prévenir l'ex-  
portation de matériel de  
haute technologie, pouvant  
avoir des applications militai-  
res. Les ordinateurs, dont le  
trajet avait fait l'objet d'une  
surveillance, ont été saisis le  
6 juillet par les douanes al-  
lemandes lorsque celles-ci ont  
compris qu'ils allaient être

transportés en Suisse, desti-  
nation qui ne figurait pas sur  
la feuille de route. — (A.F.P.)  
(A.F.P.)

### République d'Irlande

M. GERRARD TUTT, activiste  
républicain irlandais qui  
avait été arrêté de la prison de  
Brixton voilà dix-huit mois  
et avait été arrêté à nou-  
veau en République d'Irlande  
en mars dernier, a été  
condamné mardi 13 juillet à  
dix ans de prison pour posses-  
sion d'explosifs par le tribu-  
nal antiterroriste de Dublin.  
Cette mesure est une « pre-  
mière » juridique dans l'his-  
toire des relations entre Lon-  
dres et Dublin, jamais au-  
paravant un terroriste re-  
cherché pour des activités  
commises en Grande-Bre-  
tagne même (il avait été dé-  
couvert le stock d'explosifs  
chez M. Tuttle) n'avait été  
condamné en République  
d'Irlande. — (A.F.P.)

### U.R.S.S.

LE COSMONAUTE FRAN-  
ÇAIS JEAN-LOUP CHRE-  
TIAN a été sollicité par une  
famille soviétique d'inter-  
venir auprès des autorités  
pour qu'elles accordent à ses  
membres l'autorisation de  
quitter l'U.R.S.S. et de s'é-  
tablir en Occident, a-t-on ap-  
pris mardi 13 juillet à Moscou.  
Il s'agit de M. Serafim Ry-  
shonkov, de sa femme et de  
sa fille et de son fils. Ce der-  
nier, âgé de vingt ans, est  
actuellement interné dans un

camp en Sibérie, et son état  
de santé est « critique ». La  
fille de M. Ryshonkov a été  
licenciée de l'Institut péda-  
gogique de Moscou pour « atti-  
tude immorale » et « trahison  
envers sa patrie ». Leur  
appartenance à des familles  
d'origine juive a entraîné des  
effets personnels ont été  
saisis. — (A.F.P.)

### Zaire

REPORT DE LA VISITE  
DU PRÉSIDENT MOBUTU EN  
BELGIQUE. — En raison  
d'un deuil, le président Mo-  
butu a décidé de reporter à  
une date ultérieure la visite  
officielle qu'il devait effectuer  
en Belgique à compter du  
jeudi 15 juillet. L'annonce de  
ce déplacement avait suscité  
des réactions hostiles au pré-  
sident Zaïrois, notamment au  
sein du parti socialiste fla-  
mand et du parti socialiste  
wallon, et le gouvernement  
belge avait décidé de ne re-  
cevoir le président Mobutu que  
pour une simple « visite de  
travail ». — (A.F.P.)

### Zimbabwe

PROGROGATION DE L'ÉTAT  
D'URGENCE. — Le Parlement  
du Zimbabwe a décidé, mardi  
13 juillet, de prolonger de  
six mois l'état d'urgence in-  
tauré dans le pays depuis  
1965. Seuls cinq députés sur  
soixante-dix ont voté contre  
l'adoption de cette mesure. Il  
s'agit de membres du Front  
républicain, parti de l'ancien  
premier ministre Ian Smith.  
— (A.F.P.)



Le Monde

## politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LA RÉFORME DES CAISSES D'ÉPARGNE

M. Taddéi (P.S.) : pour « muscler l'Écureuil »

Mardi 13 juillet, l'Assemblée nationale a examiné la proposition de loi déposée par M. Taddéi (P.S., Vandœuvre) portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (ce texte a été analysé dans le Monde du 14 juillet). Son objet, selon le mot de M. Taddéi, est de « muscler l'Écureuil », au travers de trois sortes de dispositions : 1) Par la création d'un véritable réseau, il s'agit de renforcer l'initiative, le dynamisme et la responsabilité des caisses d'épargne et de prévoyance (C.E.P.) ; 2) L'institution d'une gestion tripartite des instances dirigeantes des caisses, associant les déposants, les principaux entrepreneurs et le personnel. Le rôle du processus électif remplace le système de cooptation ; 3) L'organisation de relations de travail au sein des caisses et l'instauration d'un statut de droit privé.

M. Taddéi (P.S., Rhodan) défend une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre). Il critique tout d'abord la présélection avec laquelle, selon lui, ce texte est soumis à l'Assemblée et le fait que le ministre de l'Économie et des Finances n'a pas été entendu par la commission. « Il est vrai que M. Delors n'est pas une spécialiste de la loi », dit-il. M. Taddéi assure-t-il. Le député R.P.R. explique que les dispositions du projet relèvent du domaine réglementaire, qu'il ne faut donc pas le soumettre à l'Assemblée. Il déclare ensuite : « Sous prétexte de « muscler l'Écureuil », nous voulons mettre en place un réseau centralisé et politiquement placé sous le contrôle de la Caisse des dépôts et consignations — ce qui est normal — mais aussi d'un centre national et de sociétés régionales de financement qui seront de véritables bureaux politiques ».

M. Planchon (P.S., Paris) souligne que les caisses d'épargne ont modernisé leurs formes d'intervention depuis vingt ans, mais que le risque existe de voir apparaître une discrimination dans les services rendus aux déposants. De plus, estime-t-il, elles subissent la double ténaille de la Caisse des dépôts et du Trésor. Avec le

projet, indique-t-il, le réseau recouvrera son autonomie de décision et fera des caisses « une institution adéquate qui échappera à la marginalisation et à la régression sociale ». « Passer de la dépendance à la coopération, note-t-il, d'autre part, tel est notre premier objectif. » M. Planchon demande enfin un renforcement du plafond du livret A.

M. Delors, ministre de l'Économie et des Finances, insiste sur la nécessité d'adapter le réseau des caisses à la décentralisation et réaffirme la volonté du gouvernement de sauvegarder leur spécificité. Il déclare à ce sujet : « Nous n'ignorons rien des traditions ni du savoir-faire des caisses d'épargne. Nous voulons leur donner les moyens de répondre aux besoins de l'économie

française et aux aspirations des épargnants. »

La question préalable est en outre repoussée par 228 voix contre 197 sur 426 votants et 425 suffrages exprimés.

Dans la discussion générale, M. Gentier (U.D.F., Paris) souligne que le taux d'inflation est de 14 % et que celui du livret A, avant qu'aucun avantage fiscal n'est que de 8,5 %. « Il en résulte pour les épargnants une perte annuelle de 5,5 % de leur capital », ajoute-t-il. Pour lui, avant d'organiser les caisses d'épargne, il faut mieux résoudre d'urgence cette question du taux d'intérêt. Le député U.D.F. se déclare persuadé que, par le biais des élections, les conseils d'administration des caisses vont très politisés.

M. JANS (P.C.) : « Au coup par coup. »

M. Jans (P.C., Hauts-de-Seine) souligne que la loi bancaire ne se dessine pas encore et à l'horizon parlementaire. Avec la loi concernant le livret d'épargne populaire et le projet de loi sur la cooptation, commente-t-il, « nous en sommes au coup par coup. » Il se déclare d'accord « pour donner à l'Écureuil plus de vigueur, plus de poids à condition que ce soit pour mieux remplir sa mission au profit des familles, des collectivités, du logement social. » Il veut donner aux caisses d'épargne une autre vocation, souligne-t-il, il faut le dire clairement. Le député communiste déclare approuver la création des sociétés régionales de financement (SOREFI) ou celles-ci correspondent à une véritable décentralisation du pouvoir de décision. Il ajoute : « Si s'agit d'étendre le rôle des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance (GREP), il y aurait là un développement qui nous laisserait tout à fait perplexe. »

M. Cartrand (P.S., Vienne) déclare que l'objectif de la réforme est de donner aux C.E.P. « une grande mission de service public ». M. Barnier (R.P.R., Savoie) insiste sur le risque de « banalisation financière » des C.E.P. Celle-ci, estime-t-il, obligerait les réseaux financiers à orienter leurs financements vers les emplois les plus lucratifs, ce qui pénaliserait indubitablement les collectivités locales et les ménages. Il reconnaît que le système de cooptation a favorisé certains cas de népotisme inacceptables mais il estime que la majorité des conseils se sont parfaitement acquittés de leur mission « parce qu'ils réunissent des hommes d'expérience agissant pour l'intérêt de leur caisse ». Le député R.P.R. ajoute-t-il, l'appartenance à un domaine de compétence de vingt-cinq millions d'épargnants devrait être, tous les six ans, des conseils consultatifs d'agences, il note : « Aucun réseau national n'a une base aussi large, aussi disponible sur le plan des motivations. » M. Barnier assure à ce sujet : « Il est évident que toutes les motivations politiques sont permises et que les caisses d'épargne ont une mission assurée que le désintérêt de la plupart des épargnants conduira à un taux d'abandon record. »

La suite du débat est renvoyée au mardi 20 juillet.

M. Mitterrand cherche à désamorcer le conflit de Paris

(Suite de la première page.)

Cette exception, qui vaudra aux socialistes d'être accusés, par les minoritaires les plus minoritaires, d'avoir peur de leur propre loi, et la décision de conforter l'assise de la liste arrivée en tête en la faisant également participer à la répartition des autres sièges, traduisent le souci du gouvernement de ne pas sacrifier la nécessité de l'efficacité à sa volonté d'une justice électorale distributive.

Ce système est assez compliqué mais il est efficace, car il assurera dans tous les cas la présence d'une véritable majorité au sein du conseil municipal. Et il est juste dans la mesure où il permettra aux minorités les plus représentatives de participer à la gestion communale sans que les revendications catégorielles ne paralysent les activités du conseil. Il en sera ainsi dans toutes les villes de plus de cinq mille habitants (soit 1 495 communes sur un total national de 36 394 selon les statistiques du recensement de 1976) encore que ce seul fait déjà l'objet d'intentions d'amendement de la part du P.S. et du P.C. qui veulent l'abaisser à deux mille cinq cents habitants.

Toutefois, cette réforme concerne essentiellement les villes de plus de deux mille habitants où le panachage des listes entre les deux camps est le plus fréquent. Jusqu'à présent, en effet, c'est leur usage prévalait dans les autres communes.

Concrètement, la volonté gouvernementale de rapprocher tous les citoyens du centre du pouvoir communal tend à briser les habitudes de sécrète quasi automatique de l'immunité communale dans les conseils municipaux. À l'Élysée, on souligne, mardi, que dans l'esprit de M. François Mitterrand cette réforme participe aussi d'un dessein plus ambitieux : marquer, en France, la civilisation de la ville de l'empreinte socialiste, essayer de donner un visage humain aux grandes agglomérations, en rendant le pouvoir aux citoyens et en relançant le mouvement associatif.

Le paradoxe de la situation est que les premières conséquences de ces orientations humanistes aient été la polarisation sur le statut de la capitale provoquée par tant de maladroites que la bataille

de Paris est apparue comme une manœuvre subalterne dirigée contre M. Jacques Chirac, alors qu'il s'agit, essentiellement, selon le chef de l'État et le chef du gouvernement, de rendre aussi le pouvoir aux citoyens de Paris.

Au cours de la réunion du conseil des ministres, mardi matin, M. Mitterrand s'est efforcé de rectifier le tir et il a réprimé son souci de désamorcer le conflit ouvert avec le maire de Paris. Le gouvernement ne revient pas sur ses intentions à l'égard de la capitale mais il a décidé de traiter le cas de la ville de Marseille en même temps que celui de Paris. C'est la principale modification apportée par le conseil des ministres à l'avis du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Gaston Defferre, maire de Marseille : toutes les dispositions relatives à la loi de 1976 ont été retirées du texte. « Le statut est donc le système électoral applicable à Paris et à Marseille sera l'objet d'une loi qui sera soumise au Parlement d'ici fin septembre », indique le communiqué officiel du conseil des ministres.

Rendant compte des délibérations, M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, a précisé que ces deux villes — les deux plus grandes du pays — seront traitées dans un texte d'ensemble des dispositions générales s'appliqueront à l'une et à l'autre. Ce qui n'exclut pas des modalités particulières à chacune des deux villes. M. Attali a expliqué que le gouvernement se propose de donner à Paris et à Marseille « un statut adapté aux conditions modernes de gestion des grandes villes ». Cette décision traduit un net recul par rapport à l'argumentation soutenue initialement par le ministre de l'Intérieur, qui avait mis beaucoup d'énergie à justifier, le 1<sup>er</sup> juillet, en réponse aux critiques de M. Chirac, une différence de traitement entre Marseille et Paris.

Soulignant que dans le passé la ville n'avait « jamais eu de régime d'exception », M. Defferre a insisté sur le fait que l'opposition lui cherchait « une mauvaise querelle ». Cette décision se situe aussi en retrait des déclarations faites par le premier ministre le 7 juillet : « Vous ne pouvez pas faire un amalgame entre M. Chirac et M. Defferre sans voir que l'un, c'est une ville de plus de deux millions d'habitants et que l'autre, c'est une ville de huit cent mille habitants ».

M. Mitterrand a déclaré que le projet de loi de Paris et Marseille dans le cadre du système des communes urbaines. A posteriori, la position arrêtée par le conseil des ministres ne fait que souligner davantage le fait que le gouvernement s'est montré maladroît en fournissant à M. Chirac, il y a deux semaines, l'occasion de se demander combien le projet du ministre de l'Intérieur était porteur d'arrière-pensées politiques puisque le cas de Marseille était disjoint de celui de Paris. En bref, les deux cas, M. Mitterrand manifeste son désir de conciliation à l'égard de M. Chirac. Le maire de Paris avait posé deux conditions à toute négociation d'une modification du statut de la capitale : le maintien de l'unité de la commune de Paris et une égalité de traitement pour toutes les grandes villes.

M. Mauroy, en renouant, semble-t-il, à transformer chaque des arrondissements de la capitale en commune de plein exercice, avait déjà répondu partiellement à la première condition.

M. Mitterrand accède à la seconde. Ce faisant, il cède à l'opposition, un argument sur lequel elle avait l'intention d'insister.

Le 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Seine-de-Seine), M. Jean Le Gerve, ministre chargé de l'emploi.

Le 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Seine-de-Seine), M. Jean Le Gerve, ministre chargé de l'emploi.

Le 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Seine-de-Seine), M. Jean Le Gerve, ministre chargé de l'emploi.

Le 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Seine-de-Seine), M. Jean Le Gerve, ministre chargé de l'emploi.

siège. Dès lundi après-midi, M. Jean-Claude Gaudin, député des Bouches-du-Rhône, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qui conduira la bataille de Marseille contre M. Defferre, dénonçait vivement le projet visant à modifier le découpage électoral de cette ville (1). Il parlait déjà de « charcutage à la tête du client », « dépeçage », « détournement de la démocratie », etc. Grâce à cette concession, les conditions d'un compromis paraissent presque réunies. Après les actions spectaculaires de ces derniers jours, la « bataille de Paris » devrait connaître une phase statique. M. Chirac en demeure, pour l'instant, le seul bénéficiaire, mais la reprise en main des opérations par M. Mitterrand réorienterait le débat dans un sens moins favorable au maire de Paris.

Reste à savoir si le gouvernement, pour sa part, est en état de tirer la leçon de cet épisode peu réjouissant pour ce qui concerne ses méthodes de travail. Le plus extraordinaire, dans cette « affaire », est que le président de la République et le premier ministre aient initialement retenu de ne pas dissocier le cas de Paris et de Marseille sans parvenir à convaincre le ministre de l'Intérieur. Il a fallu que M. Mitterrand et Mauroy reviennent à la charge pour que M. Defferre accepte finalement de se rallier à leurs arguments, au risque de paraître complètement désavoué.

ALAIN ROLLAT.

(1) Selon un nouveau découpage, la ville de Marseille ne devrait plus compter que quatre secteurs au lieu de huit. Le nombre des conseillers municipaux passerait de 120 à 40, soit à raison de quatre par secteur. Les secteurs seraient attribués au premier secteur (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements), dix-neuf sièges au deuxième secteur (10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements), dix-neuf sièges au troisième secteur (18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup> arrondissements), dix-neuf sièges au quatrième secteur (26<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> arrondissements).

PLUS DE 32 MILLIONS D'HABITANTS DANS 1 495 COMMUNES

Plus de 32 millions de personnes vivent dans des communes de plus de cinq mille habitants, le nombre de ces communes n'étant que 1 495 sur un total de 36 394 (1).

La loi du 27 juin 1984 concernera de s'appliquer dans toutes les autres communes de France.

Dans les 1 414 communes dont la population se situe entre deux mille cinq cents et cinq mille habitants, l'élection se déroule au scrutin majoritaire plurinominal à deux tours de vote préférentiel, de fusion de listes et candidatures nouvelles d'un tour à l'autre. Au premier tour, sont proclamés élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart de celui des inscrits. Les sièges non pourvus sont déclarés en ballottage. Au second tour, ces sièges sont attribués, à la majorité relative, aux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Le même système est applicable aux 33 435 communes dont la population est de deux mille cinq cents habitants ou moins, mais dans ces dernières communes les candidatures isolées sont admises.

(1) Nous nous fondons sur les chiffres du recensement général de la population réalisé entre le 30 février et le 21 mars 1976.

L'adoption du projet sur le fonds spécial de grands travaux

Le financement exclut une taxe sur le fuel domestique

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 12 juillet, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant création du Fonds spécial de grands travaux (le Fonds des grands travaux). Ce Fonds est doté de sept milliards de francs de travaux supplémentaires « dans les domaines des transports publics, de la circulation urbaine et de la maîtrise de l'énergie ». Une nouvelle tranche, portant également sur huit milliards de francs, sera engagée au cours du premier trimestre 1983. L'objectif du gouvernement est de relancer l'investissement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, secteur qui, en un an, a perdu 30 000 emplois, a précisé M. Delors. Doté de l'autonomie financière, ce « établissement public national » sera placé sous l'autorité du ministre de l'Économie et des Finances et géré par la Caisse des dépôts et consignations. « Il n'y aura pas création d'un seul emploi », a souligné M. Delors.

Le Fonds sera alimenté par une taxe spécifique supplémentaire à la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, selon la répartition suivante :

1) À partir du 1<sup>er</sup> novembre 1982 : supercarburant, 1,4 centime par litre ; essence, 1,4 ; gazole, 1,4 franc ;

2) À compter de janvier 1983 : supercarburant, 2,7 centimes ; essence, 2,7 ; gazole, 2,7.

Le texte gouvernemental prévoyait une augmentation de 1 centime par litre pour le supercarburant, les essences et le gazole et de 0,5 centime pour le fuel domestique, ce pour 1982. Pour 1983, les taux étaient de 2 centimes pour le supercarburant, les essences et le gazole et de 1 centime pour le fuel. Les taux finalement retenus résultent d'un amendement de la commission des Finances. Devant l'insistance des porte-parole des groupes socialistes et communistes pour ne pas taxer le fuel domestique, ce qui risquait d'avoir pour effet de toucher les catégories les plus défavorisées et de conforter les inégalités climatiques entre régions, M. Delors s'en est remis à la « sagesse de l'Assemblée ». L'augmentation de la taxe sur le fuel est donc supprimée, mais, en conséquence, les taxes sur les autres produits pétroliers concernés sont augmentées.

M. Delors est refusé à faire droit à la proposition du groupe communiste qui suggérait de sup-

primer la taxe sur le fuel tout en instituant un impôt sur les sociétés pétrolières. Le ministre de l'Économie s'y est opposé en soulignant les difficultés actuelles de l'industrie du raffinage. Une telle mesure ne pourrait qu'être contre-productive. Il a, d'autre part, souligné que les projets qui pourraient bénéficier de la première tranche d'investissement sont déjà prévus et sont également opposés à une suggestion de M. de Caumont (P.S., Hautes-Alpes) tendant à faire financer par le Fonds les travaux de la S.N.C.F.

Avec l'autorisation du ministre de l'Économie et des Finances, le Fonds est habilité à contracter des emprunts dans la limite de ses capacités de remboursements constituées par les produits attendus de la taxe. Le mode de fonctionnement sera le suivant : le Fonds apportera sa contribution financière à des travaux d'équipement en allouant des subventions à des organismes publics ou à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Il est « subrogé à l'État pour recueillir les concours des collectivités publiques pour les opérations qu'il réalise ».

M. Méhaignerie (U.D.F., Ille-et-Vilaine) — aucun représentant du groupe R.P.R. n'était présent au cours du débat — a longuement insisté sur la contradiction qu'il y a, selon lui, à créer une « nouvelle structure hypercentralisée », avec, pour conséquence, l'abaissement de tous les dossiers à Paris, et les impératifs de la décentralisation affirmés par le gouvernement. Il a également souligné que « 25 % des crédits d'investissement publics sont encore gelés ». Pour l'ancien ministre de l'Agriculture, ce projet provoquera une nouvelle escalade des coûts et entraînera, quant à son mode de financement, « une ponction supplémentaire sur la consommation ».

M. Méhaignerie a estimé que le choix d'un établissement public — c'est-à-dire contrôlé par l'État — constitue « une opération politique claire à tout le moins des élections municipales » et a insisté sur la nécessité pour les élus locaux de surveiller la répartition des enveloppes financières. M. Fierman, ministre d'État, ministre des transports, a répondu qu'il n'y aura pas de « secret » et que les collectivités locales seront consultées sur les investissements prévus. M. Delors a ajouté que les établissements publics régionaux seront consultés pour les travaux routiers. — L.Z.

Dans les cabinets ministériels

RECHERCHE ET INDUSTRIE

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, a fait connaître, mardi 13 juillet, la constitution de son cabinet.

M. Roland Morin (1) devient conseiller du ministre (politique économique générale, organisation de la recherche). Sont nommés chargés de mission auprès du ministre M. Pierre Anthonioz (affaires publiques, circuits de distribution, centres techniques...), Lolk Le Floch-Pringant (2) assistée de Mme Catherine Thiriet (3) (questions industrielles), Roger Lesourd (1) (affaires de recherche et de technologie, statut des personnels, questions aéronautiques et spatiales...).

MM. Louis Gallot (1) et Michel Serres (1) restent respectivement directeur de cabinet et chef de cabinet.

Les conseillers techniques sont : MM. Philippe Barret (sciences sociales et humaines, réflexion sur la politique industrielle...), Alain Béchard (1) (affaires de recherche, centres techniques...), Jean Besse et Mme Annie Solo (questions sociales...), MM. Thierry Soudou (1) (affaires générales et politiques, culture et audiovisuel), Emmanuel Coste (1) (énergie, transports terrestres, chimie...), Michel Joubert, Philippe Humbert (2) (mécanique, sidérurgie, entreprises nationales...), Jean-Hervé Lorenzi (filiales électroniques, programmes mobilisés...), Philippe Lortie (2) (questions internationales), Raoul Westraeten (1) (recherche en coopération), Pierre Pagan (1) assisté de Mme Michèle Egolette (1) (sciences physiques, équipements, recherches universitaires...), Mme Geneviève Potier de Courcy (1) assistée de Mme Michèle Correc (1) (sciences de la vie, médecine, biologie...).

Mme Geneviève Doyon (1) est attachée parlementaire et Mme Françoise Sellinger (1) et Nicole Boucher (2) sont attachées de presse.

(1) État déjà membre du cabinet de M. Chirac.

(2) État membre du cabinet de M. Pierre Dreyfus, précédemment ministre de l'Industrie.

● AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITÉ NATIONALE

Le cabinet de M. Pierre Bérégovoy, nouveau ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, est composé ainsi :

Directeur de cabinet : M. Jean-Charles Nacur, inspecteur des finances (1) ;

Chargé de mission auprès du ministre : M. Charles Renard, contrôleur d'État ;

Chef de cabinet : M. François Laumonier, secrétaire adjoint principal des affaires étrangères ;

Chargé de mission : M. Gilbert Lesire-Orgel, ancien responsable syndical C.F.D.T. ;

Conseillers techniques : M. Gérard Moreau, administrateur civil hors classe ; M. François Mercey, administrateur hors classe des affaires sociales ; M. André Gran, chargé de mission au Commissariat général du Plan ; M. Frédéric Tiberghien, auditeur au Conseil d'État ;

Attaché parlementaire : M. François-Xavier Borel, secrétaire adjoint du Bouscat (Gironde) ;

Attaché de presse : Mme Michèle Képi, journaliste ;

Un conseiller technique particulier : Mme Sabine Plassier ;

(M. Lesire-Orgel, Moreau et Mercier faisaient déjà partie du cabinet de Mme Nicole Questiaux.)

(1) Le Monde du 7 juillet a publié une biographie de M. Nacur.

● EMPLOI

Mlle Isabelle Bouillot a été nommée directeur du cabinet de M. Jean Le Gerve, ministre chargé de l'emploi.

Du 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Seine-de-Seine), M. Jean Le Gerve, ministre chargé de l'emploi.

M. GAUDIN (U.D.F.) : un « charcutage à la tête du client »

L'annonce d'un statut particulier pour Marseille a conduit M. Jean-Claude Gaudin, député des Bouches-du-Rhône, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qui conduira les listes d'opposition à Marseille, à s'interroger sur les modalités de cet éventuel découpage.

Il a déclaré mardi 13 juillet, dans les couloirs de l'Assemblée nationale : « Pourquoi ne pas faire comme à Paris, c'est-à-dire transformer en secteurs électoraux les seize arrondissements actuels ? Le gouvernement ne le fera pas parce que l'opposition ne gagnerait au moins la moitié. Pourquoi ne pas maintenir les huit secteurs actuels ? Parce que, là aussi, l'opposition gagnerait. »

En réalité, la peur des socialistes de perdre la mairie de Marseille les pousse à pratiquer un véritable charcutage à la tête du client, c'est-à-dire à composer quatre secteurs où s'additionnent les vieux votes communistes et socialistes. Ainsi, pour la première fois à Marseille, les socialistes feront des listes communes avec le P.F.L. offrant aux amis de M. Marchais un moyen de conquérir la mairie. »

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., estime que le projet gouvernemental est une

« caricature, car il vise, en réalité, à trouver un compromis entre les intérêts du P.S. et ceux du P.C. car le pouvoir craint un nouveau choc électoral ».

Le conseil des ministres ayant évoqué également le sort de Lyon, dont le statut sera l'objet d'un examen particulier en raison de son appartenance à une commune urbaine, M. François Collobert, maire de la ville de Collobert du Rhône (non inscrit), a jugé que cette formule était encore « un peu simpliste ».

Les représentants des petites formations de plaignant de la barre des 5 % au-dessous de laquelle une liste ne peut participer à la répartition des sièges, du parti communiste, du parti communiste marxiste-léniniste, cette mesure « antidémocratique entraine l'expression des forces ouvrières et populaires ».

Enfin le Parti des forces nouvelles (extrême droite) affirme que le nouveau mode de scrutin « restant très largement majoritaire, le gouvernement socialiste a une fois de plus rendu ses promesses électorales ».

Communication dans l'entreprise et expression orale depuis 1969

Inscriptions et renseignements pour des stages

**CSP**

66 RUE LAFAYETTE 75009 PARIS

Tél. : 246.29.99/57.57



## LA DÉCENTRALISATION OUTRE-MER

## Les élections aux assemblées uniques auront lieu dans les DOM avant les municipales

M. Henri Emmanuelli a apporté plusieurs précisions, mardi 13 juillet, sur l'avant-projet de loi visant à instituer dans chacun des départements d'outre-mer, en 1983, une assemblée unique élue au suffrage universel direct, suivant un mode de scrutin proportionnel. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a notamment indiqué que cette assemblée unique, qui se substituera aux deux assemblées actuelles (conseil général et conseil régional) sera dénommée « conseil général et régional ». La durée du mandat de ses membres sera de six ans.

Le calendrier retenu par M. Emmanuelli est le suivant : en cours de la seconde quinzaine de juillet, consultation par avis des conseils généraux, conformément à la Constitution ; en cours du mois d'août, examen du projet de loi par le Conseil d'Etat, puis adoption du texte par le conseil des ministres ; en septembre, dépôt du projet de loi à l'Assemblée nationale et discussion lors de la session parlementaire d'automne. Si ce calendrier est respecté, le loi sera promulguée avant le 1<sup>er</sup> janvier et les élections à ces assemblées uniques auront lieu dans les DOM en janvier ou février, de toute façon avant les municipales.

Le mode de scrutin proportionnel qui sera utilisé n'est pas encore arrêté, mais le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM est partisan d'une proportionnelle intégrale. Toutefois, afin d'éviter une « atomisation » des forces politiques, le projet stipule qu'il sera possible, comme le prévoit la loi relative à la réforme du mode de scrutin pour les municipales, que les listes qui n'obtiennent pas au moins 5 % des suffrages exprimés ne soient pas admises à la répartition des sièges.

Ce projet de loi concerne quatre départements : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion. Des dispositions particulières seront prévues en faveur de l'archipel guadeloupéen. Les dépendances de la Guadeloupe (les îles de Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Marie-Galante) conserveraient le scrutin uninominal à deux tours afin d'être assurées d'une représentation à l'assemblée unique. En revanche, le projet du gouvernement ne concerne pas la cinquième département d'outre-mer, celui de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le statut fera l'objet d'un projet de loi distinct. Le gouvernement a en effet, est prêt à accéder à la demande des élus de l'archipel français d'Amérique du Nord, qui souhaitent, dans leur majorité, abandonner le statut de département pour celui de territoire.

## « Des régions pas comme les autres »

Justifiant les orientations gouvernementales, M. Emmanuelli a notamment déclaré : « Nous voulons faire correspondre la réalité avec la logique et le bon sens. Qu'on le veuille ou non, depuis des années la situation des départements d'outre-mer se caractérise par la fiction, voire l'anomalie, puisque deux assemblées étaient appelées à gérer le même territoire géographique, ce qui faisait de chacune de ces régions monodépartementales des régions pas comme les autres. Si bien qu'en 1971 M. Pierre Messmer avait d'ailleurs envisagé lui-même de ne pas créer d'établissements publics régionaux outre-mer. Aujourd'hui, alors qu'on donne plus de pouvoirs aux régions métropolitaines à deux assemblées, nous adoptons une attitude inverse outre-mer. La logique veut qu'il n'y ait qu'une assemblée et non pas deux pour soumettre à la fois le principe d'assimilation forcée. »

Répondant aux vives critiques de l'opposition qui accuse le gouvernement d'encadrer un processus séparatiste, M. Emmanuelli a souligné : « Le problème de l'unité de la République n'est pas posé. Quand l'indépendance est décidée, elle l'est pour tous les départements d'outre-mer, je me demande s'ils ne sont pas en train

d'essayer d'exorciser les fantasmes de leur propre passé. Il y a d'ailleurs une forme de subversion institutionnelle dans les esprits quand des élus de l'opposition essaient d'opposer la majorité nationale à une présidence majoritairement départementale. Si l'on oppose ces deux majorités, on remet en cause ce qui fait le fondement de la Constitution, c'est-à-dire le suffrage universel. »

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a précisé que le projet du gouvernement ne remet pas en question « l'unité de la République » conquise lors de la départementalisation, en 1946, et a confirmé que les DOM conserveraient leurs prérogatives particulières sociales. Il a ajouté que les assemblées uniques seront, en outre, consultées par le gouvernement sur la tenue des accords internationaux, notamment des accords de coopération conclus par l'Etat avec les pays de leur environnement.

## L'OPPOSITION MARTINICAISE ACCUSE LE GOUVERNEMENT DE « MAGOUILLE ELECTORALE »

(De notre correspondant.)

Fort-de-France. — A la Martinique, comme ailleurs, le projet gouvernemental suscite la colère des élus de l'opposition. Le président du conseil général, M. Edouard Maurin (R.P.R.), estime qu'il s'agit d'une « magouille électorale » destinée à récompenser les hommes qui ont toujours soutenu M. Mitterrand lorsqu'il était dans l'opposition.

Valentin, sénateur R.P.R., affirme : « Je n'ai pas peur pour deux raisons : la première, c'est que le projet est inconstitutionnel ; la seconde c'est qu'on le casse. Le projet de loi sur les élections » selon M. Max Elia, conseiller général U.D.P., la proportionnelle va entraîner une sous-représentation de la population rurale. »

## SATISFACTION DU PARTI SOCIALISTE GUYANAIS

(De notre correspondant.)

Georgetown. (P.S.G. autonomiste). Le principal soutien local de la politique gouvernementale, considère que le projet mis au point par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM s'agit d'une « magouille électorale ». « L'objectif », souligne-t-il, est de permettre aux citoyens et aux citoyens d'exprimer en toute clarté et toute sincérité leurs désirs de pouvoir mettre et contrôler directement leurs élus plus près d'eux. « Pour qui n'a aucun intérêt privé et egoïste dans l'opération politique, le mode d'élection choisi est le plus juste », ajoute le P.S.G. Il doit permettre de délayer une majorité d'opinions suffisamment confortable pour permettre une administration saine et raisonnable de notre pays. »

En revanche, le délégué départemental de l'U.D.P., M. Jean-Claude Montgéné, affirme : « Simple magouille politicienne, cette décision veut promouvoir le P.S.G. dont l'objectif est l'accès à la souveraineté nationale pour la Guyane et ensuite l'indépendance. Dans cette assemblée unique n'est qu'une étape vers l'indépendance. Elle ouvre la voie à un prochain déséquilibre de l'unité de la nation française. »

## M. Fiterman : il n'est pas question de rompre le pacte passé il y a un an

M. Charles Fiterman, ministre des transports, qui s'exprimait lundi 12 juillet dans l'étau au cours d'une réunion de personnalités économiques et sociales a réaffirmé « qu'il n'est pas question de rompre le pacte passé il y a un an entre le peuple de France et les forces rassemblées pour avancer dans la voie du progrès social, économique, démocratique national. A cet égard, la droite n'en finit jamais de spéculer sur d'éventuelles dissensions qu'elle espère entre les forces qui gouvernent le pays. C'est qu'elle n'arrive pas à se faire d'idée que le pacte est dans l'opposition et doit y rester aussi longtemps que le suffrage universel en a décidé et en décidera lorsque viendront à leur date les échéances électorales. »

Le débat naturel, les discussions normales, que peuvent avoir des partenaires qui sont ensemble, sans perdre pour autant leur identité, dans la même majorité,

ne portent pas atteinte à la cohésion autour des objectifs voulus par le pays.

Evocant la situation économique, le ministre a déclaré : « Ce qui est vrai, c'est que nous nous heurtons à des lenteurs, à des pressions intérieures et extérieures. C'est ainsi que les moyens déployés par le gouvernement pour permettre que entreprises, agents, d'embourser, de produire, n'ont pas encore été mobilisés et utilisés comme cela est possible et nécessaire. Ces moyens sont pourtant plus importants que par le passé. Ce qui est vrai, c'est que nous n'avons pas encore pu tirer les fruits des réformes qui se mettent en place, comme les nationalisations et la décentralisation. Voilà pourquoi, le problème n'est pas de passer le marche- arrière comme le voudrait la droite, mais de poursuivre la marche en avant, en prenant à cet effet les mesures adoptées à la situation. »

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mardi 13 juillet au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

## ELECTIONS MUNICIPALES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi modifiant les règles d'élection des conseillers municipaux.

Cette réforme permet : — de représenter les minorités dans les villes de trente mille habitants et plus, dont elles étaient exclues jusqu'à présent en raison du système des listes bloquées ; — de mieux représenter dans les communes, où elles n'étaient qu'indirectement et souvent faiblement prises en considération à la faveur du panachage et du vote préférentiel ; — de dégrader une majorité réelle, condition indispensable à la gestion de la commune ; — de donner une plus grande unité au mode de scrutin. Il sera désormais le même pour toutes les communes de plus de cinq mille habitants, la distinction entre communes de plus et moins de mille habitants étant supprimée ;

Les conseillers municipaux seront désormais élus au scrutin de liste à deux tours selon un système mixte : un scrutin de type majoritaire permettant à la liste arrivée en tête d'obtenir la majorité absolue des sièges d'un scrutin de type proportionnel permettant la représentation des autres listes.

Le premier tour, la liste ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés obtiendra la moitié des sièges du conseil municipal. Le reste sera réparti suivant le système de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

Si aucune liste n'atteint la majorité absolue au premier tour, un second tour est organisé auquel pourront participer les listes ayant obtenu au premier tour au moins 10 % des suffrages exprimés. Toutefois, les responsables des listes du second tour pourront réaliser des regroupements sur les listes de ce second tour, et présenter sur ces listes des candidats ayant figuré sur une liste qui n'a pas obtenu 10 % au premier tour.

Les règles de répartition des sièges du second tour seront les mêmes qu'au premier tour. La liste arrivée en tête obtiendra automatiquement la moitié des sièges.

On constatera que ce système est plus libéral que celui qui était applicable aux communes de plus de trente mille habitants puisque les listes ne pouvaient être modifiées au second tour et que les listes du second tour devaient avoir obtenu au moins 12,5 % des électeurs inscrits au premier tour.

Le statut et donc le système électoral applicables à Paris et à Marseille feront l'objet d'une loi qui sera soumise au Parlement à l'automne.

Le statut de la commune de Lyon, qui a la différence de Paris et de Marseille est fondée dans une communauté urbaine, fera l'objet d'un examen particulier dans le cadre de la décentralisation des grandes villes.

Enfin, le projet supprime la faculté ouverte aux Français de l'étranger d'inscrire dans la ville de plus de trente mille habitants de leur choix. Ce système, issu de la loi du 19 juillet 1977, avait donné lieu à des abus notables. Il sera donc supprimé, comme le prévoit le code électoral, de l'inscrire dans la commune où ils ont un lien de rattachement familial ou patrimonial.

Dans le souci de faciliter l'administration des collectivités locales, diverses dispositions permettront d'augmenter d'environ 20 % le nombre des conseillers élus dans les communes de plus de cinq mille habitants, ainsi que le nombre des adjoints régionaux dans les communes de plus de dix mille habitants.

(Lire page 6.)

## OFFICIERS DES HARAS

Depuis 1965, il a été mis fin au mode de recrutement direct des officiers des haras, tandis que les ingénieurs de génie rural, des eaux et des forêts (IGREF) recevaient compétence en matière d'élevage du cheval et de développement des activités hippiques.

Un projet de loi adopté par le conseil des ministres consacre la fusion de ces deux corps.

## BANQUES NATIONALISEES

Le conseil des ministres a adopté un décret fixant, en application de la loi de nationalisation du 11 février 1982, les conditions de nomination des membres des conseils d'administration des banques nationales non inscrites à la cote officielle de la Bourse de Paris, pour lesquelles la nationalisation est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet dernier.

Les membres de chaque conseil d'administration seront nommés par décret, pris sur le rapport du premier ministre et du ministre de l'économie et des finances.

## CONFERENCE AGRICOLE

Le ministre de l'Agriculture a présenté une communication sur les travaux de la conférence annuelle agricole qui s'est tenue, le vendredi 9 juillet 1982, à l'hôtel Matignon, sous la présidence du premier ministre.

Contrairement à la pratique antérieure, la conférence annuelle, qui a été organisée six mois, n'avait pas pour seul objet d'examiner la situation conjoncturelle. Il s'agissait d'engager la concertation sur la définition et les moyens d'une politique agricole ; sur le financement de l'agriculture et la contribution que lui apporte la collectivité nationale ; sur la communication des revenus agricoles.

Des orientations et des décisions ont été arrêtées pour permettre aux pouvoirs publics et à leurs partenaires professionnels de disposer de moyens propres à mieux maîtriser l'évolution des coûts et à mieux connaître celle des revenus selon les régions et la taille des exploitations.

Au cours de la conférence, le premier ministre a rappelé que les mesures de blocage des prix et des revenus s'appliquent à l'ensemble des catégories socio-professionnelles, et qu'en conséquence la détermination du montant des montants compensatoires monétaires ne peut être décidée dans l'immédiat.

Un point qui nous est connu, les résultats du début de l'année monétaire ont fait apparaître que les mesures de blocage des prix agricoles et en moyenne supérieures à celle des prix des produits nécessaires à l'agriculture.

Le principe d'un rendez-vous entre le gouvernement et les organisations professionnelles pour examiner l'évolution des revenus agricoles, en 1982, a été retenu. Ce rendez-vous se tiendra au début de 1983, dès que seront connus les comptes provisoires pour l'année 1982.

Afin de définir une politique harmonisée entre tous ceux qui participent à la vie agricole, le premier ministre a indiqué que la prochaine conférence annuelle se tiendra au cours du printemps de 1983.

## GESTION DES AUTOROUTES

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre des transports, le conseil des ministres a approuvé les lignes

directrices de la réforme du financement et de la gestion des autoroutes concédées.

1) Les tarifs de péage seront progressivement harmonisés sur la base d'un même tarif de référence, modalité pour tenir compte notamment du coût des grands ouvrages. Leur évolution n'y a pas sera modérée, sans renoncer au principe de leur suppression à long terme, lorsque les conditions en seraient réunies. La grille tarifaire sera revue pour rendre plus équitables les péages pour les motes, les minibus familiaux et les voitures munies de petites remorques ;

2) Le 1<sup>er</sup> Plan comportera un schéma directeur des liaisons autoroutières et routières à fort débit, mieux adapté aux besoins du trafic et aux capacités de financement. Il prendra en compte les directives d'aménagement du territoire et recherchera une meilleure insertion de ces voies dans leur environnement physique et humain ;

3) La concession d'autoroutes à des sociétés privées a été un échec financier pour trois sociétés sur quatre et a entraîné le budget de l'Etat à intervenir. Ce système sera progressivement révisé, afin d'assurer une maîtrise publique efficace de la gestion et de l'extension du réseau ;

4) La gestion du réseau autoroutier fera l'objet d'une concertation plus étroite avec les collectivités locales, et en particulier avec les régions. Le personnel des sociétés y sera également associé, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et de sécurité ;

5) La qualité des services offerts aux usagers sera améliorée, ainsi que leur accessibilité aux personnes handicapées. La réglementation des autoroutes par les poids lourds sera recherchée afin de ménager la sécurité et la tranquillité dans les traversées des villes et des villages.

## INFORMATION DES CONSOMMATEURS

Le ministre de la consommation a présenté une communication sur le rôle que les consommateurs ont appelé à jouer, aux côtés des autres partenaires économiques dans la lutte contre l'inflation.

Cet effort national exige l'adhésion de toutes les catégories sociales : l'opérateur et le consommateur, qui ne désolent dans vingt-cinq départements avec des moyens accrus permet au public de s'adresser à une permanence téléphonique départementale ;

— le comité national des prix et les comités départementaux seront réformés dès cet été pour favoriser une participation accrue des organisations de consommateurs ;

— les initiatives des organisations de consommateurs tendant à créer des comités de liaison pour la stabilité des prix seront encouragées ;

— des centres d'information sur les prix seront progressivement mis en place en collaboration avec les organisations de consommateurs et les collectivités locales.

Le contrôle du blason des prix sera appliqué avec la plus extrême attention et les délits seront punis conformément à la loi.

Des maires, et au-delà du blason des prix, les consommateurs seront associés à la lutte contre les causes profondes de l'inflation : développement de l'étiquetage informatif, amélioration de la concurrence et des circuits de distribution, réforme du crédit à la consommation et des systèmes d'assurance, limitation des pratiques de rémunération au pourcentage.

## VISITE EN HONGRIE

Le président de la République s'est rendu à Budapest du 7 au 9 juillet. A la suite de cette première visite officielle d'un chef d'Etat en Hongrie, des dispositions ont été convenues pour développer les relations entre les deux pays, notamment sur les plans culturel, commercial et touristique. En dépit des différences politiques, il y a une place pour des consultations directes et fructueuses sur plusieurs grands dossiers de politique étrangère.

## COMMUNAUTES EUROPEENNES

Le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé des affaires européennes a rendu compte des travaux du conseil des ministres de l'Economie et des Finances de la Communauté, qui s'est tenu à Bruxelles le 12 juillet.

Les ministres ont procédé à un débat sur la promotion de l'investissement dans la Communauté, dont l'importance a été réaffirmée par le dernier conseil européen de la fin juin. La délégation française a souligné l'importance d'élargir les domaines d'action dans quatre directions : approfondissement du marché intérieur communautaire ; coopération dans certains domaines industriels et techniques ; soutien ciblé à certaines branches d'activités prioritaires ; rôle des P.M.E.

En outre, le conseil a adopté les conclusions relatives aux dernières examens triennaux de la situation économique dans la Communauté ainsi que l'avis du comité de politique économique relatif au 5<sup>e</sup> programme à moyen terme.

RECTIFICATIF. — 1 037 candidats à l'élection de l'Assemblée régionale de Corse se répartiront sur 17 listes pour 61 sièges à pourvoir lors du scrutin du 8 août (et non 8 037 comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire dans le Monde du 14 juillet).

## Seuls les chèques de voyage American Express vous offrent ces 5 services-assistance en voyage.

Le bon déroulement de votre voyage d'affaires ou d'agrément peut se trouver totalement perturbé par la perte de vos chèques de voyage. Vous pouvez, par la même occasion, perdre votre argent liquide, vos cartes bancaires et vos papiers d'identité.

C'est pourquoi American Express vous propose maintenant cinq nouveaux services — entièrement gratuits — pour renforcer votre protection. Seule American Express peut vous les offrir si vous perdez vos chèques de voyage, à condition que ceux-ci aient été émis par American Express ou un organisme associé.

Seul le réseau mondial American Express peut vous fournir une protection-voyage aussi étendue. Aussi, pour votre tranquillité d'esprit, choisissez toujours les chèques de voyage American Express. Dès que vous avez obtenu l'accord pour le remplacement de vos chèques, American Express peut vous offrir les services suivants :

- 1. Carte d'identité**  
En cas de perte de tous vos papiers d'identité, nous pouvons vous fournir une carte temporaire d'identité.
- 2. Assistance financière**  
Si vous avez perdu vos chèques de voyage, nous pouvons vous verser une somme d'argent liquide pour vous aider à régler vos dépenses.
- 3. Service passeport**  
Nous pouvons vous faire passer votre passeport par avion, ce qui vous évite de perdre du temps.
- 4. Assistance voyage**  
Si vous devez modifier votre itinéraire, nous pouvons vous aider, par exemple, pour vos billets d'avion et vos hôtels.
- 5. Remplacement d'un chèque personnel**  
Si vous avez perdu un chèque personnel, nous pouvons vous en faire un nouveau, jusqu'à concurrence de 200 dollars, en l'échangeant en monnaie locale, dans les limites autorisées par les dispositions gouvernementales en matière bancaire et de contrôle des changes.

**American Express**  
Travelers Cheques

— Société Française du Chèque de Voyage, qui émet des chèques de voyage en francs français.  
— American Express Association, qui émet des chèques de voyage en francs français.



# POLITIQUE

## Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 13 juillet a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

### RÉGION GUYANE :

M. Silbermann

M. Claude Silbermann, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, est nommé préfet, commissaire de la République de la région Guyane, en remplacement de M. Maxime Gonalzo.

M. Claude Silbermann est né le 12 mai 1925 à Mulhouse (Haut-Rhin). Il est licencié en droit et titulaire de l'école nationale de la France d'outre-mer. Il commence sa carrière en 1950 comme conseiller aux affaires administratives, détaché à l'assistance technique au Tchad. En 1958, il est affecté au ministère de l'Intérieur en qualité d'administrateur civil. Il est nommé secrétaire général de la préfecture de la région Guyane en 1979. Puis il devient conseiller technique au cabinet de M. André Bord (secrétaire d'Etat à l'Industrie), en 1981, chef de cabinet de M. Chalandon (ministre de l'Équipement et du Logement), en 1982, et la même année, conseiller technique au cabinet de M. Xavier Denat (secrétaire d'Etat délégué aux affaires régionales de l'Outre-Mer). L'année suivante, il est nommé directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement (ministre de l'Intérieur), et en 1984, sous-préfet de Gers. M. Silbermann était secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime depuis mai 1979.

### SEINE-ET-MARNE :

M. Verbrugge

M. Pierre Verbrugge, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Bruchard.

M. Pierre Verbrugge est né le 8 avril 1929 à Watrin (Nord). Il est licencié en droit, ancien élève de l'ENA (promotion « France-Afrique »), M. Pierre Verbrugge a notamment occupé les fonctions de chef de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine en 1968, de secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne en 1974, de sous-préfet de Montdidier en 1974, de secrétaire général de la préfecture de la Nièvre en 1976, de chargé de mission auprès du préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté en 1977, avant d'être nommé, en 1978, directeur adjoint au directeur général de l'Administration et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur.

### HAUTES-ALPES :

M. Blangy

M. Michel Blangy, sous-préfet, directeur adjoint du cabinet du commissaire de la région de la France, commissaire de la République du département de Paris, est nommé préfet, commissaire de la République du département des Hautes-Alpes en remplacement de M. Didier Cadi.

### ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS

M. Fragny

M. Georges Fragny, sous-préfet, conseiller technique au cabinet du premier ministre, est nommé préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, en remplacement de M. Bergeton, admis à la retraite.

M. Georges Fragny, né le 30 mai 1927 à Paris, est diplômé de l'Institut des études politiques de Paris. Administrateur civil en 1950, il est affecté au ministère de l'Intérieur, à la direction générale des collectivités locales. Détaché en qualité de sous-préfet en 1968, il devient directeur du cabinet du préfet du Val-de-Marne, M. Lasserre, en 1974, et la direction générale de l'Administration, comme directeur de cabinet, et en 1978, comme directeur adjoint de cabinet à la préfecture de la région parisienne.

### CREUSE :

M. Ducret

M. Jean Ducret, secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Creuse, en remplacement de M. Guy Pigoullé.

M. Jean Ducret est né le 7 août 1924 à Beaumont (Doubs). M. Jean Ducret, diplômé d'études supérieures d'économie politique et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, a occupé successivement les fonctions de chef de cabinet du préfet de l'Aveyron, de l'Aude (1958), de la Gironde (1961) du Var (1964). En 1967, il est nommé sous-préfet de Saint-Denis (Martinique), puis de Figeac (1969). En 1972, il devient secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord, en 1975, chargé des fonctions de sous-préfet de Forbach et en 1980, secrétaire général du Puy-de-Dôme.

### GARD :

M. Pigoullé

M. Guy Pigoullé, préfet, commissaire de la République du département de la Creuse, est nommé préfet, commissaire de la République du département du Gard, en remplacement de M. Jean-Claude Petit.

M. Guy Pigoullé est né le 25 octobre 1924 à Saint-Jean-de-Védas (Gard), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. M. Guy Pigoullé a occupé les fonctions de chef de cabinet dans le Gard, en Vendée, en Isère, avant d'être nommé sous-préfet de la Tour-du-Pin en 1955, sous-préfet d'Albi en 1956, de Riom en 1959, puis secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne en 1961. En 1968, il est nommé sous-préfet de Forbach et en 1970, secrétaire général du Puy-de-Dôme.

### INDRE :

M. Dufrenoy

M. Jean-Louis Dufrenoy, secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Indre, en remplacement de M. Jacques Serval.

M. Jean-Louis Dufrenoy est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après avoir occupé les fonctions de chef de cabinet des préfets de l'Ain et des Côtes-du-Nord, de directeur du cabinet du préfet des Côtes-du-Nord, il est nommé sous-préfet de Redon (Ille-et-Vilaine) en 1967, secrétaire général de la Guyane en 1968, secrétaire général des Pyrénées-Orientales en 1970, sous-préfet d'Albi en 1971. M. Dufrenoy était secrétaire général de la préfecture du Morbihan depuis 1978.

### OISE :

M. Quoyet

M. Jean-Claude Quoyet, préfet, commissaire de la République du département du Gard, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Oise, en remplacement de M. André Collet.

M. Jean-Claude Quoyet est né le 26 mai 1932 à Saintes, titulaire de conférences à l'Institut d'études politiques et à l'école nationale d'administration, a été, en 1963,

# LE 14 JUILLET

## DE LA REVUE NAVALE AU DÉFILÉ DES CHAMPS-ÉLYSÉES

### M. Mitterrand : la marine est au service des actions que mène la France

La plupart des élus de l'opposition ont « boudé » la cérémonie de Toulon

Aux cris de « vive la République ! » poussés à sept reprises par les équipages des trente-six bâtiments de guerre, réunis dans la rade des Vignerettes, à Toulon, et pendant que le saint traditionnel au canon éclatait pour honorer le chef de l'Etat, M. François Mitterrand a débarqué, ce mercredi 14 juillet à 9 h 15, d'un hélicoptère Lynx sur la corvette « Georges-Leygues » pour présider la revue navale qui ouvrirait, cette année, les différentes manifestations militaires organisées pour la fête nationale.

Le chef de l'Etat était accompagné, notamment, de MM. Pierre Mauroy, premier ministre ; Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation ; Charles Hernu, ministre de la Défense ; Louis Le Pen, ministre de la mer, et des principaux responsables militaires.

Durant une trentaine de minutes, la corvette, qui arborait la marque du président de la République, a défilé devant plusieurs lignes de bâtiments au mouillage, parmi lesquels les porte-avions « Foch » et « Clemenceau », qui sont les plus gros navires de guerre des flottes occidentales, à l'exception de la marine américaine, les frégates lance-missiles « Sulfren » et « Duquesne », et, surtout, le

premier sous-marin nucléaire d'attaque, le « Rubis », qui sera opérationnel à la fin de l'année.

Alors que le « Georges-Leygues » se trouvait à la hauteur du pétrolier-ravitailleur « Meuse », soixante-dix avions et hélicoptères ont survolé la rade ouest en est pendant cinq minutes.

Pour manifester leur soutien à M. Jacques Chirac dans le conflit qui l'oppose en ce moment au gouvernement à propos du statut de Paris, les élus de l'opposition avaient « boudé » la revue navale en restant à terre, à deux exceptions près : M. Maurice Arreckx, maire (U.D.F.) de Toulon, et M. François Létour, député (U.D.F.) du Var. De leur côté, les représentants C.F.D.T. des personnels de l'arsenal avaient eux aussi refusé d'assister à la revue pour signifier leurs critiques de la politique sociale.

On notait d'autre part, l'absence de l'amiral Philippe de Gaulle, inspecteur général de la marine, deuxième plus haute autorité de cette armée. L'amiral de Gaulle était officiellement en permission depuis le 13 juillet à midi.

Peu après 10 heures, M. Mitterrand a gagné en hélicoptère le pont du porte-avions « Foch », où avaient été entreposés

des appareils d'interception Crusader, des avions d'attaque Super-Etendard, capables d'emporter une arme nucléaire tactique, et des avions de lutte anti-sous-marin Breguet-Alizé. Pendant une vingtaine de minutes, le chef de l'Etat s'est fait présenter les personnalités présentes. Il a rendu hommage à la marine, « présente sur tous les océans au service de la France, mais aussi au service des actions que mène la France ».

Le même hélicoptère Lynx a ramené le président de la République sur l'aéroport de Hyères-Polignac (Var) pour un décollage vers Paris, où M. Mitterrand devait, après 12 h 30, donner une réception dans les jardins de l'Élysée avec d'assister, dans la soirée, au défilé militaire sur les Champs-Élysées.

Nos correspondants relatent ci-dessous les défilés et manifestations diverses qui ont eu lieu le mardi 13 dans un certain nombre de villes de province. A Paris, plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour assister à un spectacle « son et lumière » qui célébrait aussi le centenaire de la reconstruction de l'Hôtel de Ville après son incendie lors de la Commune.

## DANS UN PARIS EN FÊTE

### M. Chirac défend l'intégrité de la capitale

Si Paris vaut bien une messe, elle vaut aussi une fête. C'est pourquoi, pour fêter le 14 juillet ainsi que l'anniversaire de la reconstruction de l'Hôtel de Ville et de son inauguration par Jules Grévy, le 13 juillet 1882, M. Jacques Chirac, maire de Paris, avait convié sur le parvis de la mairie les habitants de la capitale à un spectacle écrit par André Castel et mis en scène par Pierre Arnaud.

Plusieurs milliers de spectateurs ont pu voir défilé sous leurs yeux deux cents ans d'histoire, du 14 juillet 1789 à celui d'aujourd'hui. Une succession d'événements dramatiques de changements de régime, de petites phrases prononcées des fenêtres de l'Hôtel de Ville. Ainsi, Robespierre : « La guerre que je soutiens par l'échafaud est celle de la vertu contre le crime », ou

celle de Lamartine : « Mes amis, allons instaurer la république, la justice, la raison de tous, le gouvernement de la justice », ou encore celle de Charles de Gaulle : « Paris ! Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé, mais Paris libéré par lui-même ! ».

Ne voulant pas être en reste ni avec l'histoire ni avec la foule des Parisiens massés contre les barrières de police, M. Jacques Chirac avait lui aussi enregistré un petit texte à l'actualité tout à fait parisien : « Philippe le Bel à la Révolution française, de Louis Philippe à la Commune, Paris n'a cessé d'offrir à l'histoire un théâtre à la mesure de son destin. Libérée en août 1944, Paris a décidé de la reconnaissance de son identité. En 1977, les Parisiens, habitants d'une même ville, membres d'une même union, ont été réconciliés par la République. Ils ont dit leur amour. Ensemble, depuis six ans, nous avons maintenu Paris telle que les siècles nous l'ont léguée. Ensemble, nous avons combattu pour Paris. Ensemble, nous avons travaillé à une œuvre étonnante : construire une ville libre, une ville forte, une et fidèle, fidèle à son passé qui s'est manifesté récemment d'une manière éclatante dans le travail commun effectué dans le cosmos par des cosmonautes français et français, répondant aux besoins de tous les pays, aux intérêts de la paix et de la sécurité en Europe et même au-delà des frontières européennes », souligne le message.

officielle et... les micros des radios et télévisions, la foule des badauds, elle, se dispersait, ravie, se gaussant un peu de la pompe des discours.

Tous s'en sont allés, par les rues encombrées des voitures de chauffeurs obstinés, vers les bals populaires sur les grandes places de la capitale. Peu de monde place de la République, où il y eut pourtant quelques incidents (1) dans la nuit, un peu rue à la Bastille, une foule nombreuse, en revanche, du côté du plateau Beaubourg, aussi bien au pied du podium officiel qu'autour des orchestres amateurs disséminés dans les rues.

Ce côté des bals qui n'étaient pas organisés par la mairie de Paris, s'est aussi certain. Les joyeux sur la Seine : le pont Saint-Louis, habillé pour un soir de valeurs musette du parti communiste français, et plusieurs milliers de danseurs au son des rythmes funky et disco de la boîte en plein air montée pour une nuit par le CUARH (Comité d'urgence antirépression homosexuelle), entre le pont de la Tourneville et celui de l'Archevêché.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Le podium d'aimable et son orchestre a été incendié par des manifestants et du matériel de sonorisation a été détruit. Plusieurs danseurs ont été pris de panique mais une seule personne a été blessée et conduite à l'hôpital. On a pu constater le 14 juillet à la préfecture de police.

## Le message aux armées

### CONFIANCE

M. François Mitterrand exprime sa « confiance » à tous les officiers et soldats dans le message qu'il a adressé, mardi 13 juillet, aux armées, à la veille de la fête nationale. Assurant que « l'armement nucléaire sera modernisé, tandis que les forces conventionnelles conserveront le degré de supériorité requis », le chef de l'Etat observe : « Depuis maintenant plus d'un an, j'ai pu personnellement mesurer le haut degré de votre disponibilité, ainsi que le loyalisme et la volonté de servir qui vous animent. »

« Profondément attaché à la paix comme à la liberté, écrit le président de la République, je sais aussi que dans ce monde troublé, la sécurité de la France tient d'abord à sa capacité de se défendre elle-même. Je veillerai donc, ajoute-t-il, à préserver les moyens nécessaires à la défense. »

« Je tiens aussi, poursuit M. Mitterrand, à ce que tous les Français, dans la vie de tous les jours, aient conscience de s'adapter aux réalités de la nation, afin de concilier les impératifs de défense et les aspirations de nos jeunes. »

« Il reviendra à chacun d'entre vous, conclut le chef de l'Etat, de prendre part à cette évolution en mettant à profit les mesures nouvelles concernant le service national. »

### LILLE : sans M. Mauroy

(De notre correspondant régional)

Lille. — Soleil, foule, drapeaux tricolores flottant dans les Arénades du boulevard Vauban, groupes à pied, véhicules blindés, tout y était pour que le défilé du 13 juillet, à Lille, soit parfait. Tout y était, sauf le premier ministre lui-même qui avait été retardé à Paris par un conseil des ministres restreint et le débat à l'Assemblée nationale.

L'aviation de M. Mauroy se posait à l'aéroport de Lille-Lesquin au moment où le dernier véhicule blindé du défilé, un char lance-missiles, Pluton, faisait vibrer le sol devant la tribune officielle, où il a fait une brève apparition tardive.

On avait pourtant attendu, patient, retardé, mais il avait bien fallu, dans l'incertitude, donner le « top départ » d'un des plus importants défilés militaires que Lille ait connus depuis longtemps : mille hommes à pied, cent quarante véhicules, une patrouille de Mirage-F1 et une autre d'hélicoptères légers.

### Deux chars lance-missiles Pluton

A tout seigneur tout honneur : ouvraient la marche le commandant et le drapeau du 43<sup>e</sup> régiment d'infanterie, Roy des Vaisseaux, régiment illidiot depuis 1798 qui a ses canonniers dans la très belle citadelle construite par Vauban dans la capitale des Flandres.

Mais tous les régiments et les bases militaires de la région, Central, Arras, Douai, Lion, avaient été mis à contribution pour ce défilé ; on avait aussi fait appel aux réservistes et aux jeunes en préparation militaire. Quant au matériel, on l'avait guère limité non plus en faisant entrer dans le défilé pour la première fois à Lille deux chars lance-missiles Pluton.

(Interim.)

### LYON : un ministre et des roses

(De notre correspondant régional)

Lyon. — Changement de décor. Le défilé militaire du 13 juillet est resté fidèle au nord du Rhône, mais il avait mardi défilé les chars du quartier du Centre. Le décor du 13 juillet 1789 au lieu du parc de la Tête-d'Or. On était à Lyon, mais à une portée de fusil de la frontière. Le ministre de la Défense, Charles Hernu, grand maître des cérémonies, Symbolique ? Les troupes motoclées ont été défilées devant un parterre de roses puisque la tribune officielle était dressée juste en face de la plus grande roseraie d'Europe. Comme l'affirmait les défilants du syndicat d'initiative.

Le public ne s'était pas déplacé en très grand nombre. Il est vrai que les Lyonnais n'étaient pas partis en congé sortaient à peine de leurs bureaux lorsque le défilé a débuté peu après 18 heures, presque précises. Pas de nouveautés spectaculaires, une cérémonie sans surprise : le 13 juillet sera militairement parlant, une année moyenne.

Pourtant, il fallait à l'égard du ministre : la gendarmerie a ouvert les deux défilés, à pied tout d'abord, en moto ensuite. Foulées l'égard du maire de Lyon, M. François Colloval : le véhicule de l'avant blindé qui porte le nom de sa ville précédait le « VAB de Villenave ».

L'innovation, il fallait la chercher après le défilé. A l'occasion de la fête nationale, deux « journées des armées » étaient organisées dans l'enceinte verte du parc de la Tête-d'Or. Là, les Lyonnais pouvaient découvrir les dernières merveilles de l'armée française, toucher des chars, admirer un avion d'entraînement Alpha-Jet, compacter les merites d'un « tigre » de 20 mm avec ceux d'un canon de 105 mm automatique.

CLAUDE RÉGENT.

### RENNES : au bonheur des enfants

(De notre correspondant régional)

Rennes. — Seulement quelques milliers de Rennais ont assisté, mardi 13 juillet, au défilé militaire de 18 heures, au défilé militaire qui, sous la présidence de M. Edmond Hervé, ministre de l'Énergie et de la Pêche, ouvrait les célébrations de la fête nationale. Un fort soleil et un temps très lourd précédant de quelques heures de violentes orages ont marqué le défilé auquel participaient quelque six cents hommes et quatre-vingts engins motorisés, dont quelques-uns, bien que tristement repeints, ne pouvaient pas leur âge.

Peu d'applaudissements au passage des troupes et du matériel, mais les enfants ont pu, après le défilé, s'intéresser de près à un hélicoptère Alouette-III, une automitrailleuse légère, des canons antiaériens, un pont automobile d'accompagnement. Il y avait même la queue pour affectuer une petite promenade dans un engin blindé.

Après les cérémonies militaires, les festivités du 14 juillet ont débuté par une compétition cycliste, mardi 13 juillet, le départ a été donné à 14 heures, à l'heure où les Rennais se préparaient à l'arrivée de l'orage qui a quelque peu perturbé les quatre bals populaires organisés dans les parcs de la ville. Le concert de synthétiseurs présentés par le groupe Delta.

CHRISTIAN TUAL.

### BORDEAUX : un après-midi animé

(De notre correspondant régional)

Bordeaux. — Il n'était pas nécessaire de prendre un péricope pour suivre le défilé qui s'est déroulé à la nuit tombante sur les allées de Tourny, les Champs-Élysées bordelais. Si la foule était un peu plus dense devant la tribune officielle, elle était partout ailleurs très clairsemée. Le défilé mettait un point final à un après-midi très animé dans

### METZ : petits incidents

(De notre correspondant régional)

Metz. — Les Messins ont notamment pu découvrir au cours du défilé du 13 juillet le personnel féminin de l'école militaire du corps technique et administratif et les ont vu sur leur régiment de parachutistes recevoir son étendard.

Il était 20 heures lorsque le général Duquenois, commandant l'armée de Metz, est arrivé sur l'esplanade. Devant lui, l'ensemble des troupes à pied, plus de mille hommes, et une vingtaine de demoiselles de l'École de la cinquième promotion de l'E.M.C.T.A. (École militaire du corps technique et administratif). Créée en 1977, cette école est implantée à Colquidan. La musique du 151<sup>e</sup> régiment d'infanterie, principale formation de la système région militaire est également présente. Les Messins venus nombreux se sont massés de part et d'autre de l'esplanade.

L'originalité, cette année, revêtait la défiance antisérienne. Les missiles Roland et les Crotales sont passés sous les yeux des spectateurs, sans oublier le célèbre missile tactique Pluton.

Deux légères incidents : des slogans pro-palestiniens avaient été peints sur le piédestal de la statue du maréchal Ney, située sur l'esplanade. Il a fallu, le soir, les tribunes de l'esplanade, drapées de tricolore, avait été maculée par des vandales, ce qui a contraint les services municipaux à déparquer.

(Interim.)

P. CH.

# CARNET

## Naissances

— Chantal et Bruno REMOND ont la joie, avec Raphaël et Jean-Noël, d'annoncer la naissance de Anne-Laure, le 5 juillet 1982, 73 rue Ampère, 94350 Cachan.

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme veuve Charles BERNET, née MARCELLE DECAN, survenu le 11 juillet 1982 dans sa soixante-dix-neuvième année. Les obsèques seront célébrées le vendredi 16 juillet 1982, en l'église Saint-François-d'Assise, rue de la Mousaie, Paris-19, où l'on se réunira à 10 h 30 précises.

De la part : M. Claude Bernet, son fils, 81 de toute la famille.

2, rue de la Fraternité, 75019 Paris.

— Besançon, On nous prie d'annoncer le décès de M. Jacques PETIT, professeur à l'université de Franche-Comté, doyen honoraire de la faculté des lettres. La célébration des obsèques aura lieu le vendredi 16 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre.

De la part de : M. et Mme Philippe Petit et leurs enfants, M. Robert Jean-Claude Petit, 21 des familles Petit et Marion. M. fleurs et couronnes. Offrandes de messes. 12, rue Moncey, Besançon.

M. Jean-Claude Quoyet, préfet, commissaire de la République du département du Gard, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Oise, en remplacement de M. André Collet.

M. Jean-Claude Quoyet, né le 26 mai 1932 à Saintes, titulaire de conférences à l'Institut d'études politiques et à l'école nationale d'administration, a été, en 1963,

ENQUÊTE ANS DE TI

Commer est dev



Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

## L'art de Paris

Paris, Paris-commune/Paris-capitale, au centre d'une empoignade politique féroce. Paris, reine du monde déchue depuis que Chevalier n'est plus. Paris-légende, où les grandes familles font vivre la bohème. Paris-musée du bord de Seine, dont la courbe imite la cancrure de l'accordéon. Paris-loubard, Paris-Babylone d'où ne doivent plus tomber les ossements de quelques parisiens défunts qui s'emploient à tuer les cultures régionales.

C'est cependant auprès des Parisiens — nés partout et ailleurs — que les cultures régionales

viennent chercher le baiser de reconnaissance. Cuisine lyonnaise, vins de Bordeaux, beaujolais nouveau... Si le parisianisme est redouté, c'est qu'il existe et a sa raison d'être : un art de vivre cultivé au long des siècles. Paris-tradition. On dit qu'il a disparu, c'est seulement qu'il évolue. Paris n'est plus l'unique capitale des arts, mais son art reste unique, celui justement de l'évolution. L'art de vampiriser au jour le jour le quotidien, d'en faire un luxe, une mode, la mode.

La mode court de l'avenue George-V au Sentier, de la Rive gauche aux Halles, de Barbès à

Belleville, créatrice de rêves plus que d'emplois. Elle se fabrique beaucoup en province (et en Italie), se copie dans le monde, s'invente à Paris. Elle n'est pas seulement le vêtement, mais son décor, tout ce qui va avec, de la tête aux pieds, du poignet au cou, la manière de porter, de montrer, de souligner les traits, de vendre, d'acheter. La manière de regarder. Tout un art, celui de Paris. Demandez aux artistes s'ils envisageraient de travailler « dehors ». Milan est leur banlieue ; New-York, Los Angeles, Tokyo, leurs résidences secondaires. C'est à Paris que ça se passe,

question d'ambiance, c'est indéfinissable, c'est comme ça, ça se passe là parce que tout le monde est là, et vice versa.

Cet été, nous allons nous promener parmi quelques-uns, qui font de la mode et d'eux-mêmes un spectacle, un objet d'art. Créateurs, mannequin, coiffeur, maquilleuse, coordinatrice — celle qui donne la dernière touche qui fait le « look », — chausseuse. Et d'abord nous allons nous promener dans ces lieux où viennent s'éduquer les Rastignac, les Michel-Ange, les Mozart de la fringue, les écoles. — C. G.

## Les visions débutantes

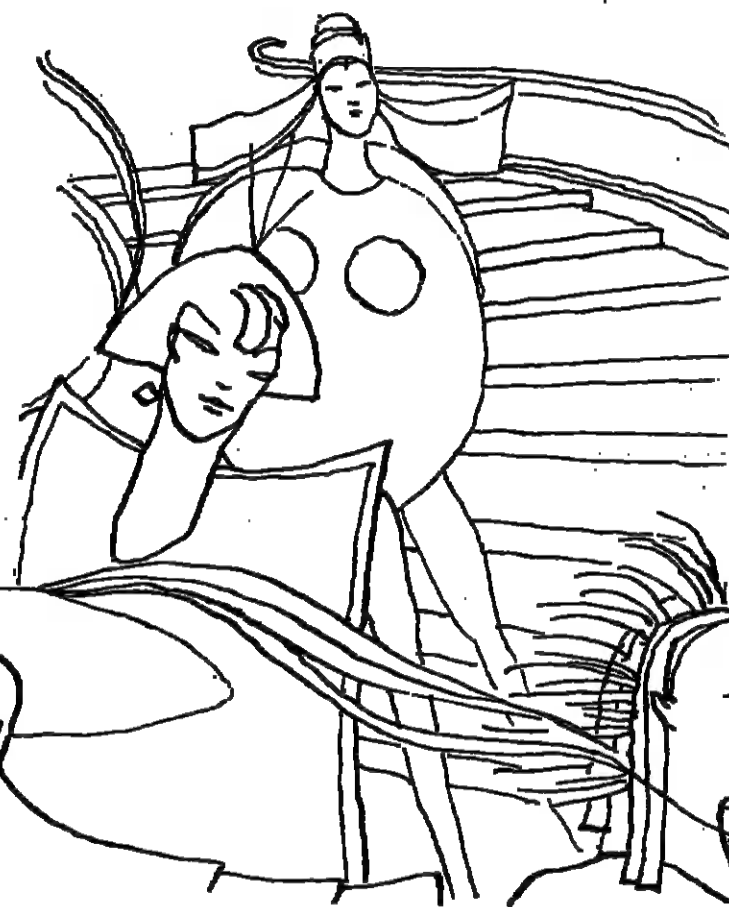
Sous le grand lustre à pende-loques, elles descendent l'escalier bleu évasé en coquillage, entre les lourdes torchères électriques dorées. Tout le matin, elles se sont exercées à descendre, à remonter, garder haute la tête barrée d'un sourire, le dos droit, les bras en balancier. Elles se sont exercées à ne pas trébucher, ont répété des déhanchements excessifs rendus nécessaires par l'éloignement des jupes-fourreaux, des robes sirènes.

Ce n'est pas une mince affaire : elles ne sont ni mannequins-porte-vêtements de luxe, ni mannequins-porte-plumes d'automne. Ce sont des apprenties stylistes dans leur grand show de fin d'année, déversant en cascade du look africain avec du raffiné hérisse sur les cheveux, du blond Marilyn avec des découps rudimentaires dans la toile blanche, des couleurs qui se font injures et d'autres qui s'énervent, des dégradés géométriques, des imprimés impressionnistes, des fils de fer en tortillon sur les seins, des perles de bois, de l'éponge, des voiles superposés valant autour des chevilles mal assurées sur du compensé, sur des talons aiguilles, à moins que d'invisibles chaussures dont les semelles sont incrustées d'une grosse bille métallique ne soient tenues à la main.

C'était, au foyer des Folies-Bergère, les « Berçes » — le cours de la rue Léopold-Bellan. Quelques

jours auparavant, dans le cadre non moins kitsch d'un salon à moulures, les « Esmod » (boulevard Montmartre) défilèrent, faisaient défilé l'histoire — le cours évoque ses cent quarante d'existence — faisaient défilé crinolines et tournures en authentique et en interprété, « années folles », sixties, peluche et dentelles, plastique et velours, le temps des corsets et celui des yéyés, plus un hommage aux créateurs, une splendide jeune femme noire faisaient applaudir quelques minces gaudrilles blancs en guise de maillot façon Paco Rabanne.

Malgré le désordre, l'improvisation, l'absence de luxe, le petit nombre de photographes, les shows d'élèves s'inscrivent dans le même schéma que ceux des professionnels : groupes d'images presque jumelles — pareilles à la décomposition spectrale d'une couleur — qui se déploient, trament un état d'esprit, délivrent un appel, une invitation à la séduction. Tout au long de sa collection comme dans les chapitres d'un livre, le créateur se raconte, raconte ses rêves. Là, avec les élèves, les récits se multiplient et ne se mélangent pas. Pareil aux lycéens en terminale, aux étudiants des conservatoires, de l'école de danse de l'Opéra (par exemple), chacun exhibe son savoir-faire pour un public de professionnels attentifs à cette relève qui s'annonce. Chacun, sans compter, jette tous les feux de sa fantaisie. On ne cherche pas à séduire d'éventuels acheteurs, mais à prouver qu'on est déjà styliste, c'est-à-dire capable d'imaginer l'impossible, et de le réaliser.



Pas de contraintes, si ce n'est matérielles. Ces garçons et filles qui ont choisi de s'exprimer avec du tissu doivent l'acheter eux-mêmes quand ils n'arrivent pas à se le faire donner. Ils écumant le marché Saint-Pierre, connaissent les adresses secrètes des surplus et rebuts qui sont des foires aux trésors. Ils dessinent, teignent (dans leurs baignoires ou machines à laver qui en restent longtemps marquées), coupent, cousent, font ce qu'ils ont appris à faire durant l'année.

« La mode, dit Marie Rucki, directrice du cours Berçes, c'est du champagne sur du béton. D'abord les élèves apprennent à dessiner, ils font du nu académique, seulement après l'interprétation mode. Ils apprennent les bases de la coupe. Pas pour devenir techniciens, mais pour savoir. Il y a aussi la couleur, les imprimés, les tissus, l'histoire de l'art, l'art du shopping. On leur apprend à se mettre en face d'eux-mêmes, mais la créativité ne s'enseigne pas. Les gens qui aiment vraiment la mode lui sacrifient beaucoup. Seulement, ils possèdent rarement l'humilité, le sens de la discipline, la patience pourtant indispensables.

« Les jeunes ont une vision déboussolée, mais nette. On arrive à affiner leur sensibilité, on doit aussi leur donner des armes pour s'adapter aux réalités. Sinon, il y a des échecs terribles. Certains ont besoin de produire tout de suite. Pour d'autres — les inquiets rétractés, — l'école est garde-fou. Il y a ceux qui ont besoin d'assimiler toutes les règles avant de s'affirmer. Ceux qui passent à côté, ne s'adaptent pas. Les relations avec tous sont subtiles, on ne peut forcer personne. Les gens viennent, s'en vont, restent. Il n'y a pas d'examen d'entrée. Sur quels critères jugerait-on ? En milieu d'année, on organise un petit défilé interne. Pour ceux qui résistent, le show final, malgré la fatigue monstrueuse, est la grande fête, une libération. »

Une sorte de carnaval. Dans les cabines improvisées derrière les croisillons des galeries, c'est la fébrilité, la course aux miracles, les secondes qui s'allongent démesurément quand un bouton craque ou qu'un bracelet ne ferme pas, et que le reste du groupe est déjà sur l'escalier. Cachées derrière les maquillages, les coiffures extravagantes, les vêtements importables, elles descendent l'escalier bleu, se bousculent sur des enchevêtrements musculo approximatifs... Timides ou assurées, elles dessinent le langage du moment, leur langage.

COLETTE GODARD.

## CINQUANTE ANS DE TROMPETTE ET LA TRADITION NOIRE

EN 1932, John Birks Gillespie, adolescent, cesse de jouer uniquement en si bémol. Il a appris à lire les partitions et à se débrouiller dans toutes les tonalités. Il est assez roturier pour affronter, dans les jans de l'époque, les musiciens professionnels de passage à Cheraw, sa ville natale, en Caroline du Sud. L'Église sanctifiée — a exercé sur lui la même action que sur Aretha Franklin ou James Brown. Elle a insculé dans son corps les rythmes de l'Afrique mère, qui ne cessent jamais de l'habiter et qui, selon lui, constituent l'essentiel de sa musique, l'essentiel du jazz, et sa force, son universelle gloire. En ce mois de juillet, Dizzy revient en Europe pour les grands festivals. Il fut à l'affiche de New-York, le voici à celle de Montreux, de La Haye et de Nice, où il fêtera cette saison, non loin du loup de terre qu'il a acheté sur la Côte, un demi-siècle de baroud.

Et si la critique, en dépit des éloges dispensés, s'était montrée injuste envers Gillespie, dont le seul tort serait de n'avoir pas sombré comme Parker et d'être demeuré souriant parmi les maudits, costaud parmi les paumés ? Et si sa vie, qu'il a su préserver des habitudes les plus vénérées, manquait de cette teinte de malédiction qui fascine les échoiers et les écrivains ? En interrogeant ses

confères, au moins percevons-nous une pensée dégagée de l'image romantique du héros nécessairement funèbre, de l'inspiré s'autodétruisant par vocation.

Les témoins ne manquent pas, il nous faut les entendre. Mario Bauza : « En cinquante ans, l'Amérique a connu deux trompettes novatrices, à l'origine de deux courants majeurs : Armstrong et Gillespie. » Budd Johnson : « Aussi grand, sinon plus grand, qu'Armstrong, au moins percevons-nous une pensée dégagée de l'image romantique du héros nécessairement funèbre, de l'inspiré s'autodétruisant par vocation.

## Comment Gillespie est devenu Dizzy

trong, il est non seulement soliste mais compositeur, arrangeur, ouvert à toutes les musiques — personnage colossal. » Miles Davis : « Tous ceux qui n'ont pas su renoncer à l'imitation se sont ramassés. » Duke Garret : « J'ai vu de mes yeux des tas de gars, après avoir écouté, se lever et aller noyer leur chagrin au bar. » Et, enfin, Max Roach : « Il a inspiré un nombre incalculable d'instrumentistes — et pas seulement des trompettes, des percussionnistes aussi. C'est le musicien complet,

Hall de Cheraw et à la radio, qui retransmettait, le dimanche, la soirée du Savoy, de New-York : un trompettiste dont il ne connaissait pas le nom en était la vedette : Roy Eldridge. Il faut toujours un modèle, ne serait-ce que pour s'en éloigner. Il semble que Gillespie, très vite, ait modifié le discours emprunté à l'ainé. Dès 1936, si l'on en croit Fats Palmer qui, le premier, l'a appelé « le dingy », dès la seconde moitié des années 30, en tout cas, si l'on se fie aux souvenirs de Hampton, Howard Johnson, Bill Dillard, Edgar Hayes

ou Buddy Anderson. « En 1939, dit Cab Calloway, on n'aurait jamais ouï rien de pareil. » Dans les solos enregistrés, Dizzy prenait moins de risques, le maître Eldridge continuait de donner sa leçon ; et, pourtant, même dans King Porter, même dans Hot Mellets, si c'était encore Eldridge, déjà ce n'était plus tout à fait lui.

Était-ce le style bop ? Pas encore, en dépit de ce que suggère également Fats Palmer, il est vrai mieux placé que nous pour en percevoir, après coup, les prodromes dans les acrobaties folles du trompettiste avant guerre, dans sa recherche méditative et presque obsessionnelle, au piano, d'enchaînements harmoniques nouveaux. Pourtant, Gillespie lui-même le reconnaît : le bop fut la résultante d'un effort collectif. En 1938, Dizzy s'est lié d'amitié avec Kenny Clarke, chez Teddy Hill. Kenny, qui assurait le tempo sur la grande cymbale, plaçait ses « klookmops » sur la grosse caisse. Il emballait Dizzy. Un peu plus tard, au Playhouse de Minton — dont Teddy Hill fut un directeur artistique peu rancunier, — Kenny continua de poser ce qu'il appelait ses « bombes » en compagnie, cette fois, de Monk l'alchimiste. Monk cherchait, lui aussi, à renouveler l'harmonie du jazz, notamment par l'emploi fréquent d'accords de

septième mineure qu'on retrouve, après son Round Midnight, dans le Manteca gillespien.

Ce qui est vrai, c'est que Parker ne se rendit à New-York qu'en janvier 1942. Beaucoup de choses avaient bougé chez Harry Minton. L'oiseau rare y apporta son génie, mais on peut comprendre la ré-

flexion de Budd Johnson : « Aujourd'hui, des gens disent que le bop c'est Parker. Je ne suis pas d'accord. » Non sans raison, Walter Fuller nous renvoie au solo de Dizzy dans le Jersey Bounce de Les Hite de juin 1942.

LUCIEN MALSON.  
(Lire la suite page 8.)

CAHIERS  
DU  
CINEMA 338

TOUS LES FILMS  
DE  
CANNES

Godard, Antonioni, Syberberg...  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



JA

# Gillespie : cinquante ans de trompette

(Suite de la page 7.)

Le bop est déjà là, dans sa singularité. Un mois plus tard, chez Jay McShann, à propos de *Jumpin' Blues*, Parker trace la préface esquissée d'*Ornithology* à la façon dont, au même moment, Gillespie, chez Lucky Millinder, dessine dans *Little John Special* le futur *Salt Peanuts*. Le bop n'est pas à cent lieues non plus. Reste que Gillespie, musicien très calé, pédagogue dans l'âme, organisateur et entraîneur d'hommes, avait plus de capacités que Parker pour donner à l'invention bopiste une large surface sociale, et, dans l'ordre esthétique, ce qui eût manqué sans lui : la dimension orchestrale. En outre, Dizzy a perçu que les civilisations noires avaient mieux sur-

vécu, rythmiquement, aux Antilles et en Amérique latine que chez l'Oncle Sam, qui avait confisqué les tam-tams. Gillespie a su, pour le jazz, accorder une place à la tradition noire dans toute son étendue, dans toute sa magnificence. En cela, oui, il est allé plus loin que tout le monde, et le premier.

Il fallait un fou raisonnable, un « momo » équilibré pour que les tournées des Big Bands fussent possibles. Dizzy fut le mentor des boppers. Contrairement à pas mal d'entre eux, il n'avait jamais touché aux drogues dures. L'idée selon laquelle « on doit être camé pour être hip » lui apparaissait comme « la mensonge du siècle ». Il a mis plus de temps à découvrir l'inconvenient des carburants buvables.

## Le goût du saké

Ce n'est tout de même pas un saint. Il se souvient surtout de Tokyo et des petites bouteilles de saké, le vin de riz local, qui circulaient à la répétition dans des gobelets remplis à ras bord. Tout l'orchestre était « out », et lui avec. Son visage s'allongea, il faisait sa tête de basset. Le pianiste Mike Longo s'est échappé, par une échelle vers le centre. Quand on l'a redescendu, c'est Dizzy qui avait disparu. On l'a débarrassé dans un des placards des coulisses. Revenu sur scène, il a présenté James Moody comme soliste principal, lui a confié l'énoncé d'un thème, et, avant la fin de l'exposé, a enchaîné sur le second morceau. Dizzy et Moody sont alors entrés en dispute, devant une salle stupéfaite, qui se vida peu à peu, sous le regard mi-amusé mi-étonné de l'empereur Hiro-Hito lui-même. Dizzy, modeste, avoua que « cette fois ça avait passé les bornes » et qu'il s'était « arrêté aussitôt, et définitivement, de boire », en concédant néanmoins qu'il lui fallait « une certaine dose de réflexion pour parvenir à semblable décision ».

Il faut se reporter en pensée au New-York de la fin des années 30 pour saisir ce que furent l'ambition et la combativité — non démentie depuis — du jeune homme

Gillespie. En ce temps-là, dès qu'il a une brève d'idée, il la fixe sur son calepin. Il se rend tous les soirs au Savoy, où Chick Webb, qui l'aime bien, lui accorde l'insigne faveur de jouer avec la troupe. Il est engagé par Al Cooper, dont les Sultans font l'orchestre régulier de l'endroit. Au Savoy, toujours, il est initié à la rumba, à la samba, par Alberto Socarras, un Cubain très populaire à Harlem.

La virtuosité de Gillespie, alors, n'a pas d'égale. Il en tire parti. Qui lui reprocherait, sinon ses victimes ? Quand on a cette vélocité et cette puissance d'aigu, il serait artificiel de ne pas s'en servir. Une part du jazz moderne est venue de là, d'une conversion en style — plutôt — de cette éblouissante technique que l'on admire aussi chez Parker, et qui fit d'eux des frères jumeaux. Une solide complicité a tout de suite uni Bird et Diz, dès 1942. La quête de la jam s'est maintenue, elle a même repris de plus belle. Avec leurs binômes dissimulés sous leur pardessus, ils visitaient les clubs de la 52<sup>e</sup> rue, ils grimpaient sur les estrades, et les confrères, déconfits, se sentaient tomber dans un guet-apens. « Diz aimait Bird autant que Bird l'aimait », raconte Max Roach, mais ils n'avaient pas le même mode de vie ». Parker n'arrivait jamais à

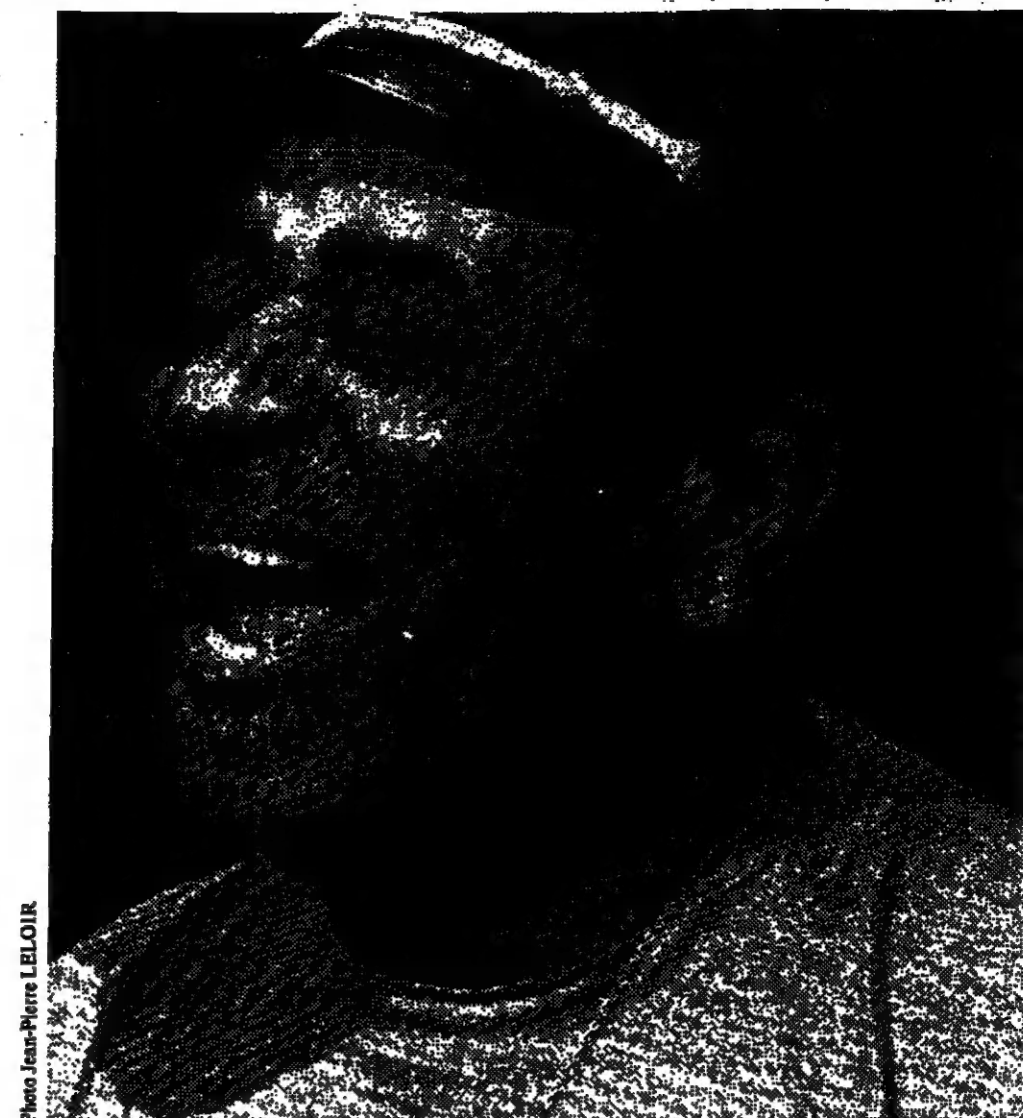


Photo Jean-Pierre LÉOIR

l'heure et « planait comme un cerf-volant ». Cela mettait Dizzy hors de lui. D'où ses reproches fulminants, tristement célèbres — parfois micros ouverts. « Un soir, nous sommes allés autour de Parker, dans sa loge, ajoute Max Roach, pour tenter de lui expliquer ce qu'il représentait pour nous, pour notre temple, notre musique, et que c'était stupide de fouetter sa vie en l'air comme ça. Chacun de nous n'a qu'une vie, et il faut la

ménager. On se le doit, et on le doit aux siens. C'est ça, la famille. Et c'est le genre de liens qui existaient entre Diz et Bird ».

Malgré les éclats, Dizzy restait l'ami fidèle et dévoué. Parker le savait, qui vint vers lui un soir de 1953 au Bassin Street East et lui dit simplement : « Sauve-moi ». Mais il est des circonstances où personne ne peut plus sauver personne. Ainsi, ce cas-là. Ce que Diz

avait fait pour Max Roach, lui était impossible de le refaire pour Bird. Quelques jours plus tard, tout était fini. « La seule fois où j'ai vu Diz très triste, dit sa femme Lorraine, c'est à la mort de sa mère, et à celle de Bird. Il est descendu au sous-sol de notre maison de Long Island pour pleurer. » Il tint honneur, tout de suite après, de réunir quelque argent pour que le corps de Charlie retourne dignement à Kansas-City. L'argent a été

volé par deux membres d'un « comité » dont Mary-Lou Williams ne cite pas expressément les noms très connus, mais qu'elle nous donne à découvrir aisément dans son témoignage.

Gillespie essaya d'être généreux pour ses proches et solidaire de tous les Noirs. Et il n'oublia rien. Surtout pas les humiliations du racisme : la course effrénée dans l'ombre de New-York alors que des fiers-à-bras le pourchassaient pour lui régler son compte, l'attente à l'écart, dans le salon secondaire d'un médecin qui isolait le Noir avant de lui soigner les lèvres, les cabarets de Chérew et même de Harlem où il avait le droit de jouer mais non de fréquenter la salle pour prendre un verre.

Il ne s'est pas battu seulement avec les Blancs. La dureté du monde, il l'a rencontrée partout. La carrière du « monstre », en effet, n'a pas été aussi facile qu'on le croit. Une bande de requins — dont Shad Collins et Dicky Wells — l'ont pris en grippe lorsqu'il vint en Europe, en 1937, avec la tournée du Cotton Club. Une cabale l'a empêché d'enregistrer à Paris à ce moment-là. Il n'a pas digéré cette mésaventure. « Les Français auraient eu l'occasion de me découvrir au berceau », a-t-il écrit. « Peu après, les Cab Jivers de Calloway l'ont sauté, tout comme des buissons d'Ellington, dont Rex, grand musicien au demeurant ».

Quand il a rencontré Lorraine, une danseuse de l'Apollo, il a cru de fait à New-York. Elle l'a aidé à s'en sortir.

Vers 1945, ça a commencé d'aller mieux que bien, et Dizzy, aujourd'hui, dans la musique de jazz, a repris le rôle d'Armstrong, de l'ambassadeur Satch. A l'école, il chantait : « Allons au paradis, à dix-huit mille ». Le mulet, selon lui, c'est la culture noire, ce sur quoi il s'est appuyé toujours, et bien avant que Dexter Jones ne sculpte son buste et que le monde entier ne connaisse son nom.

LUCIEN MALSON.

\* Al Frazier et John Gillespie, *To be or not to Bop*, traduction française de Mimi Perrin, Paris, Presses de la Renaissance, 516 pages.

## GALERIE LOUISE LERIS

47, rue de Valenciennes, 75005 PARIS

Tél. : 553-28-88 et 57-14

## G. BRAQUE

et la Mythologie

16 JUIN - 17 JUILLET

(du mardi au dimanche et lundi)

## CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

47 bis, avenue Daumesnil (M) - 75013 PARIS

Tél. : 277-11-12

## Exposition de photographies

Victor Flores Olea

Tél. : (d'été) 10 h - 18 h, (hiver) 12 h - 18 h

du 22 JUIN - 30 JUILLET

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

HOMMAGE A GEORGES BRAQUE. — Jusqu'au 27 septembre.

CLAUDE VALLAT. Galeries contemporaines et form. — Jusqu'au 20 septembre.

YVES TANGUY. Retrospective 1925-1965. — Jusqu'au 27 septembre.

CHOIX DES ACQUISITIONS RECENTES. Parcours des collections permanentes. — Jusqu'au 11 octobre.

CONTRASTES. Acquisitions de cabinet d'art graphique. — Jusqu'au 6 septembre.

WYNDHAM LEWIS. — Salle animation. Entrée libre. Jusqu'au 6 septembre.

JEAN RENOU. Carrefour des régions. Jusqu'au 13 septembre.

UN VOYAGE EN ALPHABET. Atelier des enfants. Sauf mardi et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

DAVID HOCKNEY. Photographie. — Jusqu'au 12 septembre.

PHOTOGRAPHIE. Acquisitions récentes. — Jusqu'au 26 septembre.

NANTES ET LYON. Au fil des fleuves en France. — Carrefour des régions. Jusqu'au 12 septembre.

C.C.I. PECHES MARITIMES : traditions et innovations. — Jusqu'au 19 septembre.

ENVIRONNEMENT QUOTIDIEN EN CHINE. — Jusqu'au 20 septembre.

GÉNÉRATIONS INFOGRAPHIQUES. Images du futur. — Jusqu'au 6 septembre.

R.P.I. VACANCES EN FRANCE 1860-1962. — Jusqu'au 4 octobre.

IMAGES DE VINOCHIO. — Salle d'actualité. Jusqu'au 30 août.

Musées

LE PORTRAIT EN ITALIE au siège de l'Unesco. — Petit Palais, 1, avenue Winston-Churchill (265-12-73). Sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Entrée : 14 F. Jusqu'au 5 septembre.

AU PAYS DE LA TOISON D'OR. Art ancien de Grèce antique. — Grand Palais. Entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mer-

credi, jusqu'à 22 h. Entrée : 14 F. samedi : 11 F. Jusqu'au 26 juillet.

NAISSANCE DE L'ÉCRITURE. Céphalopodes et hiéroglyphes. — Grand Palais, entrée avenue de Général-Eisenhower (voir ci-dessus). Jusqu'au 9 août.

J.-H. LARTIGUE : Paysages. — Grand Palais, entrée avenue W.-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 19 septembre.

L'INVENTAIRE GÉNÉRAL EN PROVENCE. Grand Palais (Porte D). — Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

LA PLOCHÉ ET L'AIGUILLE. Grand Palais (espace 404). — Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

LE XV<sup>e</sup> SIÈCLE FLORENTIN AU LOUVRE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Juillard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 11 F (gratuite le mercredi et le dimanche). Jusqu'au 6 septembre.

REVOIR DELACROIX. — Musée du Louvre, entrée porte Juillard (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre. — Musée national E. Delacroix, 6, place Furttemberg. Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 23 septembre.

POL BURY. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 10 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 17 octobre.

JOAN MITCHELL. Choix de peintures 1970-1982. UNE EXPÉRIENCE MUSÉOGRAPHIQUE : Échange entre artistes 1931-1962. Palais de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 septembre.

DELICES SÈDES ILES, du groupe Juste. — Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York. Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 29 août (Animations pour les groupes, sur rendez-vous au 723-61-27).

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Nouvelles acquisitions du musée d'Orsay ; Vases de l'époque ; Exposition de monnaies et sculptures à l'intention des enseignants. — Palais de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

SURA DIL. Vases et racines du Zébu. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-33-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Sauf dim., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

PARIS POSTERS. — Musée de l'affiche, 18, rue de Paradis (266-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

LE DESSIN D'ANIMATION FRANÇAIS : ses siècles de création. — Musée

de la Ville de Paris, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.

BACCHANALES ET CHEVREPIEDS. Musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (548-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

LEONARD DE VINCI : LE CODEX HAMMER, manuscrit sur ses yeux, la terre, l'univers. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (362-39-94). Sauf mardi, de 13 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 29 juillet.

MUSICIENNES DU SILENCE. — Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 4 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

LA GRAVURE AVANT DUREL. Écoles du Nord (1440-1509). — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 28 juillet.

GRAVURES ET PHOTOGRAPHIES. Les débuts des procédés photographiques 1827-1857. — Bibliothèque nationale. Galerie de photographie, 4, rue Louvois (261-82-83). Sauf le dimanche, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 13 août.

LES PEINTRES INDÉPENDANTS DE MONTMARTRE (1920-1940). — Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 octobre.

CHYPRE. Les travaux et les jours. — Musée de l'homme, Palais de Chaillot, (553-70-80). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'au 31 août.

LES PREMIERS HABITANTS DE L'EUROPE. — Musée de l'homme (voir ci-dessus). Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 avril 1983.

PATRIMOINE ET PROTECTION. — Musée des monuments français, palais de Chaillot, (727-35-74). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

LA MODE DU CHÂLE CACHE-MIRE EN FRANCE. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sicile (720-45-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 10 octobre.

PIAUBERT A LA MONNAIE DE PARIS. — Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dimanches et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

DE LA PLACE LOUIS XV A LA PLACE DE LA CONCORDE. Jusqu'au 14 août : CHAÏNE, Paris, gravures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> août. — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi et jours fériés, de 10 h à 17 h 40.

LE MUSÉE IMAGINAIRE DE TINTIN. — Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne (747-47-46), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 août.

Centres culturels

LA LITHOGRAPHIE DES ORIGINES A NOS JOURS. Cent trente lithographies 1816-1982. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bermy (755-90-53). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 30 août.

PARIS-ROME-ATHÈNES. Le voyage en Grèce des architectes français aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. — École des beaux-arts, 17, quai Malaquais (260-34-57). Sauf mardi, de 12 h à 20 h. Jusqu'au 18 juillet.

LA VILLA LAURENTINE ET L'INVENTION DE LA VILLA ROMAINE. Jusqu'au 11 septembre. — KISHO KUROKAWA. Une architecture de synthèse. Jusqu'au 18 septembre. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournay (633-90-16). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h.

AUX CONFINS DE GASCOGNE. « Salles » et châteaux en Lomagne. — C.N.M.H., 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). Jusqu'au 19 septembre.

OPÉRA/PROMENADE. — Opéra, 8, rue Scribe (266-50-22). De 11 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 septembre.

PICASSO. — Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-57-28). Jusqu'au 25 octobre.

PIERRE-JOSEPH REDOUTÉ. Le Rapin des fleurs, 1759-1840. — Centre culturel de la communauté française de Belgique, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 octobre.

L'ART ET L'ORDONNATEUR. Peintures et sculptures. — Auditorium FNAC, forum des Halles (niveau 3). Jusqu'au 31 juillet.

ART HONGROIS CONTEMPORAIN. — Espace Pierre Cardin, 1-3, avenue Gabriel (266-17-30). Jusqu'au 23 juillet.

L'ART ET L'OISEAU. — Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (397-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

SARIC : La ville du diable. — Centre culturel de Yongogorie, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). À partir du 16 juillet.

ARTISTES BOURSIERS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS (CROUS). FIAP, 30, rue Canabiz (589-89-15). Jusqu'à fin septembre.

183 ŒUVRES INTIMES  
**PICASSO**  
CENTRE CULTUREL DU MARAIS  
28, rue des Francs-Bourgeois Paris 3<sup>e</sup>. Tél. 272-57-28  
12h30 - 19h30. Tous les jours sauf mardi.

Collectionneur désire acheter  
des toiles peintes suisses de  
HODLER, GIACOMETTI, AMIET  
(Valenton, Girmil, Barraud  
Buchen, Calme, etc.)  
E.F.S., poste restante  
CH-8027 Zurich

L'ÉTAT  
DE BONHEUR PERMANENT  
Le film de Maria Koleva  
est  
au cinéma  
Jean-Cocateau, 5<sup>e</sup>

**CHÊNE NOIR**  
FESTIVAL  
D'AVIGNON  
**LES**  
**YEUX DU LION**  
CREATION  
Du 8 juillet au 7 août  
réservation (90) 86.24.43.  
8 bis rue S<sup>te</sup> CATHERINE 84000 AVIGNON

مكتبة الفن



ZZ

# « Money » à New-York, un opéra de George Gruntz et LeRoi Jones

EN 1979, Rolf Liebermann, alors administrateur de l'Opéra de Paris, propose au compositeur et pianiste suisse George Gruntz de réaliser un vieux projet commun : un opéra pour musiciens et chanteurs de jazz. Gruntz avait demandé, après bien des recherches, à Amiri Baraka (LeRoi Jones) d'écrire le livret.

Quand tout est prêt, l'écriture de Baraka apparaît trop nerveuse aux coproducteurs : Liebermann, toujours attaché au projet, quitte l'Opéra. Et la première mouture de *Money*, avec ses trente et un arias, onze scènes, quatre heures de représentation, quatre-vingts chanteurs, danseurs et musiciens, passe à la trappe.

Grâce à une bourse de la Rockefeller Playwriting Fellowship, Baraka reprend en 1981 une version de travail écourtée, que La Mama décide de monter. Nouvelle chance pour relancer la version intégrale ?

A une chanteuse et à un saxophone, Sheila Jordan et Chico Freeman — sont donnés deux des principaux rôles. L'orchestre,

conduit par Gruntz, comprend dans ses sections des musiciens (et des musiciennes) de forte réputation : Howard Johnson, Baikida Carroll, Cecil McBee, Billy Hart, etc.

L'histoire ? « Une histoire d'amour et de société », dit Baraka de leurs inextricables liens, de Blanca et de Noir, de *Sixties* et de *Seventies*, de révolutions et d'explosions musicales. L'orchestre se tient là, à gauche de la scène surélevée, nouvel acteur sorti de sa fosse, en train de s'accorder comme n'importe quel Big Band. Les musiciens quittent leur place parfois, envahissent le plateau. Dans les pupitres, trois femmes : Sharon Freeman, Erica Lindsay (saxophone ténor) et Janice Robinson (trombone).

C'est à partir de la place immédiatement assignée à la musique, que les craintes qu'un projet trop explicite peut faire naître sont levées. Les rôles sont tenus par d'authentiques chanteurs et musiciens : premier parti pris de réalisme esthétique. Et quand Chico Freeman, qui a l'âge et le talent du rôle, prend son ténor, ce n'est pas du cinéma. Aucune naïveté dans une telle exigence : elle est essentielle au propos politique de Baraka. N'oublions pas trop que pour le *Chanteur de jazz* (premier film parlant, 1972), Al Jolson était barbouillé en nègre. Chico Freeman, lui, n'a eu qu'à travailler sa voix, qui est belle. Et ses voix-voient du pupitre à la scène, de la scène à la place de soliste détaché (avec Carroll) en disent plus long sur les choix de Gruntz et Baraka que de longs discours.

C'est que, pour Baraka, « la musique reste une forme d'existence. Elle m'environne, dit-il, m'investit, et détermine ma propre expérience du monde ». Il l'a voulue « primordiale » : il aurait dit, naguère, « aux postes de commandement ». A partir du livret, Gruntz a su, ce qui n'était pas comme, composer une musique quasi historique, dont les formes et les changements retracent l'histoire de ces vingt dernières années.

Dans sa langue violente, sardonique et mélangée, Baraka reconstitue des tableaux et des images où se condensent les contradictions et les tensions d'une époque : ce qu'il appelle « sa dynamique politique ». Un couple noir, formé par une

chanteuse (Eva Williams) et un musicien (Freeman) croise et retrouve celui de Sheila Jordan (héritière américaine) et Kenneth Bell (observateur soviétique). Terrain d'exercice : les États-Unis, Cuba.

Formes significatives : les mélodies, les rythmes, mais aussi bien les coiffures, les gestes. Dans la poésie de Baraka, candide et agressive, la volonté de réalisme irréaliste renvoie pêle-mêle à *Wozzeck*, *Lulu*, mais aussi à Brecht, à l'opéra chinois, et à la comédie musicale.

Fragments de réel, de conversation, de débats, avec les mots d'usage, *Money* intègre des images — films d'éclats et de manifestations — des documents, des documents effectivement prononcés par Malcolm X en Alabama, au même titre qu'il intègre et fait sienne une im-

provisation de Baikida Carroll et Freeman.

Au début, dans les échanges et les réactifs (mais pas dans la musique, roulement mené), cela paraît manquer de timing. Et puis tout s'enlève dans les scènes fortes, ingrates pour Sheila Jordan, émouvantes pour les deux Williams-Freeman. Au long d'une aventure musicale assez déce, apparaissent alors l'irrationnel des formes historiques, le désir, la mort. Drôle d'opéra.

Pour la Mama de New-York, l'ensemble a été monté par George Frenzen en huit jours de répétitions. Question de « money ». Rien à dire : il fallait ce climat de détente pressée qui précède aux besoins artistiques et, dans tous les domaines, de très grands professionnels.

FRANCIS MARMADE.

## RYTHMIQUE ET SIX TUBAS

### Howard Johnson au centre de « Gravity »

Il n'est que de voir les gestes souples et rageurs de Howard Johnson quand il change de tube, s'en saisit ou le repousse, d'insolite de métal vibrant dans l'espace exige sans rien toucher, sans maladresse, pour comprendre instantanément son esprit d'aisance dans le monde de la musique.

Derrière lui, en un impressionnant bouquet de cuivres symétriquement répartis, cinq autres tubas, parmi les tout meilleurs spécialistes de l'instrument : Bob Stewart (que l'on connaît avec Carla Bley) aux interventions profondes, Joe Daley (vu avec Sam Rivers), étonnamment agile, Tony Underwood, Tony Price et Dave Bergeron, lyrique et volubile avec constance. Six tubas : à cette inhabituelle formation que Howard Johnson dirige depuis une dizaine d'années (*Gravity*), vient se joindre pour quelques solos Ray Draper : un passeur, en somme. Au centre de la rythmique alerte, la jeune pianiste Sharon Freeman.

Howard Johnson qui a connu toutes les expériences, de Duke El-

lington à John Lennon, de Mingus à Paul Simon et de Gil Evans à Shepp, écrit pour *Gravity* une musique dépeuplée et lourde de sa tradition (échos du blues, du gospel, de toutes les formes du jazz). Mais à partir de là, ou de l'interprétation d'un *McClean*, tout est dans le son, la vélocité, les timbres et surtout le rythme de ces spectaculaires instruments qu'on n'aurait plus comparés aux autres cuivres : ils vivent leur vie, en toute simplicité.

Danses d'arrangement aériens, les tubas de *Gravity* rappellent le rôle fondamental (et fondateur) des « basses à vent » dans les origines du jazz. Ne les imaginez plus pesant leur poids de marches militaires : ils se font légers, si proches de la voix qu'incidemment ils peuvent faire sourire, troublants envers du corps. Ils sont sans gravité la voix grise du jazz, et nous rappellent, à chaque intention de Howard Johnson, la règle décisive de cette voix dans la musique noire.

F.M.

## SELECTION

### CINÉMA

#### Festival de Prades

Elia Kazan est cette année l'hôte des 23<sup>e</sup> Rencontres internationales de Prades, organisées par la Fédération française des ciné-clubs. Il ne sera pas là, mais l'intégralité de son œuvre sera projetée, présentée par Michel Ciment. Dix-neuf films vus à Cannes sont parallèlement en compétition (du 16 au 24 juillet).

ET AUSSI : *Dressé pour tuer*, de Samuel Fuller (racisme du chien blanc), *Le Secret de Veronique*, de Rainer Werner Fassbinder (clair mélodrame), *Interdit aux moins de treize ans*, de Jean-Louis Bertuccelli (histoire d'amour des hautes écoles), *Passion*, de Jean-Luc Godard (archéologie de l'art, de la lumière et du langage).

### THÉÂTRE

#### Festival d'Avignon

Richard II recrée la violence du drame épique, la *Nuit des rois* voyage du côté des Indes : Shakespeare et le Théâtre du Soleil, qui ont inauguré le Festival, sont toujours là. Signalons aussi *Romance of Mexico*, la Condition des soies (jusqu'au 16 juillet), *Don Carlos* au Tinel de la Chartreuse (le 15 juillet).

### MUSIQUE

#### « Le Roi pasteur » en tournée

Une quinzaine de compositeurs se sont illustrés sur le livret de Méastase *Il Re pastore*, mais un seul lui a fait traverser les siècles, Mozart, alors âgé de dix-neuf ans. Il honorerait une commande de l'archevêque de Salzbourg, mais, prenant sa tâche au sérieux, il confère à cette pastorale passablement artificielle les accents de la vérité dramatique. *Le Roi pasteur* sera d'abord présenté à Paris, au Théâtre de la Chapelle-Élysées, les 16 et 17 juillet, puis à Vaison-la-Romaine les 26 et 27 juillet avant de partir pour l'Italie.

#### Orient-Occident

Fidèles à la musique ancienne et aux traditions orientales, qui ont ensemble plus d'un point commun, la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon et l'abbaye de Sénanque ont invité la Schola grégorienne de Bruges (le 16 juillet), la troupe tunisienne Soukayna de Béja (le 18) et l'ensemble algérien turc (les 19, 21 et 29 juillet). Ces dates sont celles de Villeneuve, où sont organisés, en outre, des concerts de musique islamique (les 15, 17, 20 et 23 juillet). Renseignements : tél. (90) 72-05-05 (Villeneuve) et 25-05-46 (Sénanque).

ET AUSSI : Récital de Jorg Demus à Saint-Guilhem-le-Desert (le 15 juillet); *Didon et Enée* de Purcell à Vaison-la-Romaine (les 16 et 18 juillet); *la Création*, de Haydn, à l'église Saint-Merri, à Paris (le 16); *Xerxès*, de Haendel, à Boulogne-sur-Mer (les 17 et 18); *les Vêpres de la Vierge*, de Monteverdi, à Saint-Maximin (le 18); *Orlando paladino*, de Haydn, à Carpentras (les 21, 23 et 25).

### PEINTURE

#### Le nouveau réalisme à Nice

Les « nouveaux réalistes » de Pierre Restany : Arman, César, Christo, Klein, Haïm, Tinguely... Certains d'entre eux sont nés ou se sont rencontrés à Nice. Vingt ans après, c'est presque normal de les retrouver sur les lieux de leurs premières pensées criminelles contre l'objet. Pour un bilan, la Galerie des Fontaines (œuvres des années 50 jusqu'en 1963), à la Galerie d'art contemporain (œuvres récentes), à l'Esplanade nicoise d'art et de culture — l'ENAC — nouvellement créé, pour une rétrospective César. On peut finir à Antibes, au musée Picasso, où est présentée une rétrospective Martial Rayssac, toujours aussi fou depuis ces années folles.

#### « Sans titre » à Toulon

Où comment un conservateur de choc réussit en quatre ans à bouleverser les habitudes d'un musée solitaire en organisant des expositions d'art très contemporaines, en formant une des collections d'art d'aujourd'hui les plus « in » que l'on puisse trouver en France. (A partir du 16 juillet).

ET AUSSI dans les régions : Andy Farry (un conservateur novateur, du début du siècle celui-là) au musée de Grenoble. *Mythe, Drame, Tragédie* (les figures lourdes de passé et de présent telles qu'aujourd'hui on les invente) au musée de Saint-Étienne. *Manolo Millares* (un Espagnol de la grande veine abstraite) au musée des Augustins de Toulouse.

A Paris : *Braque, Tanguy, Viollet*, au Centre Georges-Pompidou. *Pol Bury, Jean Mouchet*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. *Revoir Delacroix*, au musée du Louvre. *Le Dessin d'animation en France*, à la galerie de Seita.

## Expositions de l'été en Amérique

### États-Unis

NEW-YORK : La peinture française du dix-neuvième siècle dans les collections américaines. Metropolitan Museum, jusqu'au 22 août. L'architecture de Richard Neutra. Rétrospective : réalisations, projets, dessins d'études (du 16 juillet au 12 octobre). *New York sur papier* : Borofsky, Clemente, Merz, Penck, Penone (du 29 juillet au 21 septembre). Museum of Modern Art. L'école de New-York : quatre décades, collections du Guggenheim et prêts majeurs. Guggenheim museum, jusqu'au 29 août.

WASHINGTON : Maîtres du vingtième siècle : la collection Thyssen-Bornemisza (cinquante-huit peintures de Picasso, Kandinsky, Liro, Gris, O'Keeffe, De-muth, Hopper, etc., jusqu'au 6 septembre). Le Greco de Toledo (les peintures présentées à Madrid au printemps). Jusqu'au 6 septembre. *Maîtres du siècle* : l'âge d'or de la peinture hollandaise à La Haye. Jusqu'au 31 octobre. Dessins du dix-huitième siècle de la collection G. Laughlin Ch. Chanier (jusqu'au 6 septembre). National Gallery of Art.

LOS ANGELES : Une perspective américaine, art du dix-neuvième siècle de la collection J.A. et J. Ganz (jusqu'au 26 septembre). Adolf Gottlieb 1903-1974. Rétrospective (jusqu'au 22 août). Art carlin des musées nationaux de Cordé (jusqu'au 31 octobre). County Museum.

SAN FRANCISCO : Cézanne, œuvres de la collection Henry Pearlman (jusqu'au 29 août). Deux siècles de sculpture américaine (du

31 juillet au 12 septembre) palais de la Légion d'Honneur. Vingt artistes américains : sculpture 1982. Museum of Modern Art, du 22 juillet au 19 septembre.

CHICAGO : Yves Klein (1928-1962). Rétrospective. Musée d'art contemporain, jusqu'au 1<sup>er</sup> août. L'œuvre d'Arget. Art Institute, jusqu'au 15 août.

CLEVELAND : Marcel Brauer (jusqu'au 25 juillet). Le monde de la céramique : chefs-d'œuvre du musée de Cleveland (jusqu'au 22 août). Dessins des Pays-Bas au dix-septième siècle (jusqu'au 1<sup>er</sup> août). Museum of Art.

DETROIT : la peinture en Espagne 1650-1700 (du 18 juillet au 19 septembre). L'âge d'or de Naples, art et société sous les Bourbon (12 août au 7 novembre). Institute of Art.

HOUSTON : Farnand Léger et l'esprit moderne 1918-1931. Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 5 septembre.

### Canada

OTTAWA : L'avant-garde en Russie : choix d'œuvres de la collection George Kostakis (jusqu'au 6 septembre). Eugène Atger : cent photographes (du 23 juillet au 3<sup>e</sup> octobre).

HIROSHIMA : dessins par des survivants (jusqu'au 8 août). Galerie nationale du Canada.

MONTREAL : Sophie Taeuber-Arp (jusqu'au 25 juillet). Jean-François Riopelle (du 18 juillet au 22 août). Musée d'art contemporain.

TORONTO : Art contemporain aux Pays-Bas. Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 22 août.

### Galleries

JANE AYRELL, sculptures. — VICKI, tapisseries. — Galerie Orval, hôtel Sheraton (niveau A), 19, rue du Commandant-Mouchotte, jusqu'au 31 août.

BALMES, CHACON, GAMARRA, HERNANDEZ, E. PIGNON ERNEST, HOMMAGE A KRASNO. — Aux Anyes-ers du roy, 61, rue Saint-Louis-en-l'Île (354-70). Jusqu'au 20 septembre.

LE RELIÉF MURAL EN FRANCE DE 1955 A NOS JOURS. — Galerie Zebra, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 31 juillet.

POUR MON PLAISIR, XIX-XX<sup>e</sup> siècle. — Galerie Schmit, 396, rue Saint-Honoré, jusqu'au 22 juillet.

CHAT PLUS QU'CHAT. — Galerie Nouvel Observateur/Déplis, 13, rue de l'Abbaye (326-51-10). Jusqu'au 30 juillet.

ARTISTES DE LA DOCUMENTA VII : Roethlis, Crapp, Dier, etc. — Galerie C. Coenel, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 31 juillet.

LES JOLIES VACANCES. Affiches suédoises. — L'imagier, 9, rue Dante (325-18-66). Jusqu'au 18 septembre.

L'AUTRE FACE DE L'ART EN SARDAIGNE : Brando, Casula, Contini, Pandolfi, Pizzuto, Rossi. — Espace Du et Du, 81, rue Saint-Maur (700-19-34). Jusqu'au 15 septembre.

BERNARD BOUTET DE MONVEL 1881-1949. — Galerie Y. Flaminio, 33, rue de Seine (633-82-41). Jusqu'au 25 juillet.

GÉRARD CYNÈS. — Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (508-58-63). Jusqu'au 31 juillet.

LES ÉCRITURES DE CLAUDE MAILLARD. — Galerie Trus/For, 22, avenue de la Bourdonnais (550-40-32). Jusqu'au 27 juillet.

ETIENNE MARTIN, sculptures récentes. — Artcurial, 9, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 31 juillet.

STAZEWSKI. — Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain (222-71-57). Juillet.

En province

Le Monde daté 1<sup>er</sup> juillet a publié une liste d'expositions en province. En voici quelques autres :

AIX-EN-PROVENCE. Vassurey, peint et fait. — Fondation Vassurey, avenue Marcel-Pagnol (20-01-09). Jusqu'au 15 septembre. Traduire Saint-John Perse. — Fondation Saint-John Perse, Hôtel de ville. Ete.

ANGERS. Raymond Cornillon, 1887-1974. — Jusqu'au 19 septembre. — Fil, papier, espace : œuvres récentes d'E. Baran. Jusqu'au 31 août. — Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée (88-64-65). En Egypte au temps de Fléopert : les premiers photographes 1839-1868. — Musée Picoté, 32 bis, rue Lempereur. Jusqu'au 27 août.

ANTIBES. A travers Picasso. Rétrospective Martial Rayssac. — Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 30 septembre.

AUXERRE. Gaston Chéraud : dessins, peintures, sculptures. — Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 30 octobre.

LES HERMES D'OR : dessins de Georges Bataille. — CEDAAC, 2, place Saint-Germain, jusqu'au 10 septembre.

BEAUREGARD (Loir-et-Cher). Denis Vincent : dessins, gravures. Rémy Aron : dessins, peintures. — Château (44-20-05). Jusqu'au 29 juillet.

CAHORS. Regard sur les saints populaires. — Cathédrale et grenier de chapiteaux (35-12-30). Jusqu'au 19 septembre.

CANNES. Picasso : œuvre gravé 1947-1968. — Galerie Herbage, 17, rue des États-Unis (39-19-15). Ete.

CLERMONT-FERRAND. Expositions archéologiques. — Musée Bargoin, 45, rue Balainvilliers (91-37-31). Jusqu'au 12 octobre.

DIJON. Charles Combe, 1828-1877. — Villa Morin, les proménades, jusqu'au 8 août.

FONTAINE DE VAUCLUSE. Espaces Kramm. — En permanence.

FONTENAY-EN-FRANCAIS (Vosges). Créations marginales. — Fernand Rolland — Pierre Merlier. — Château du Tremblay (44-0218). Jusqu'au 19 septembre.

GORDES. Moines-paysans : l'économie cistercienne de 1112 à 1258. — Jusqu'au 30 septembre. — Jan Diderot : Sauterelles. — Jusqu'au 30 août. Abbaye de Sénanque (72-02-05).

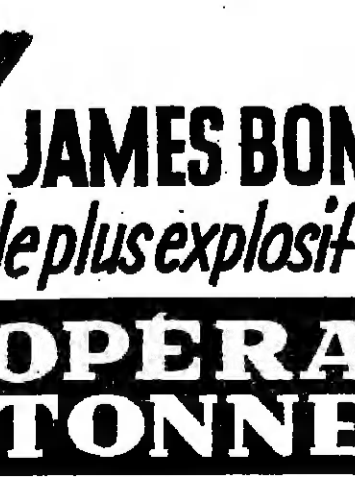
MARIGNAN PATHÉ v.o. — V.F. : HOLLYWOOD BOULEVARD — BERLITZ — GAUMONT CONVENTION MONTMARNASSE 63 — GAMBETTA — CUCHY PATHÉ — FAUVETTE

Champigny PATHÉ — Belle-Epine PATHÉ — GAUMONT Ouse — ARTEL Villeneuve-Saint-Georges U.G.C. Poissy — CYRANO Versailles — 4. TEMPS La Défense — PARINOR Aulnay — ULIS Orsay

JAMES BOND 007

le plus explosif de ses films :

OPERATION TONNERRE



JAMES BOND 007  
le plus explosif de ses films :  
OPERATION TONNERRE























Le Monde

société

JUSTICE

A MARSEILLE

M. Jean Montaldo a été entendu à la demande par les policiers chargés de l'enquête sur les fausses factures

Le journaliste Jean Montaldo, auteur de l'ouvrage intitulé « Huit Cent Cinquante Jours pour abattre René Lucet », a été entendu, mardi 13 juillet, pendant deux heures, par les inspecteurs de la brigade des S.R.P.J. de Marseille chargés d'enquêter sur l'affaire des fausses factures. Pour M. Montaldo, « il ne pourra plus s'agir désormais d'une simple affaire de fausses factures... J'ai apporté la preuve, a-t-il déclaré, que depuis trente ans une authentique entreprise de détournement de fonds publics existe à Marseille ».

Le magistrat chargé de l'instruction, M. Jean-Louis Coux, qui a partie en congé mardi 13 juillet au soir, sera remplacé jusqu'au 14 août par M. François Ardlet. Ce dernier devra

notamment se prononcer sur la demande de mise en liberté déposée mardi 13 juillet par M. Henri Coupon et Marianne Domercq en faveur de M. Dominique Venturi. L'une des dix-huit personnes écrouées dans cette affaire de fausses factures. (« Le Monde » du 9 juillet.)

D'autre part, selon l'administrateur de la C.E.G.M. (Coopérative générale d'entreprises du Midi), société qui est au centre de cette affaire, le bilan de cette entreprise, créée en 1953 par M. Dominique Venturi, serait déposé dans quelques jours auprès du tribunal de commerce de Marseille. Ce dépôt de bilan pourrait entraîner le licenciement de soixante-dix-neuf personnes.

BIBLIOGRAPHIE

« Huit Cent Cinquante Jours pour abattre René Lucet »

C'est la première page, à la fois des présentations et de la cause elle-même : d'un René Lucet, « un jeune, brillant et dynamique », « un homme pressé », « un homme appelé plus loin ». René Lucet, « un homme de conviction Bayard de la Sécurité sociale. De l'autre, l'Hydre qui porte le nom générique d'« entreprise infirme ». On a tout de suite compris : la même œuvre, la fin a été atteinte par des attaques abstraites, ignobles (...) mais par les attaques et les réactions qui ont emporté ses derniers espoirs ».

On peut se demander, au long des 100 pages du livre de Jean Montaldo, « Huit Cent Cinquante Jours pour abattre René Lucet », l'art de la nuance n'est pas la part de l'auteur qui rend la plume manichéenne. Ce livre est une véritable enquête. On ne peut le juger comme un dossier même s'il est « sérieusement documenté » : une anticomunisme épidermique lui ôte toute lucidité. Pour celui qui se qualifie de « journaliste-décrivain d'investigation », Jean Lucet est « un authentique procès de Moscou à Marseille ». « Soldat de la liberté », le livre de la Sécurité sociale est « un livre qui a fait de la Sécurité sociale le régime social-communautaire (...) qui stalinise la société libérale ».

Face à l'incorruptible, il y a peut-être un ennemi méprisable, c'est la P.C., la C.G.T., la bureaucratie, le syndicat, les racketteurs de Marseille, les méthodes du K.G.B. et les truques de M. Questiaux ».

(De notre correspondant.)

(N.D.L.R. : Les inspecteurs de l'inspection générale des affaires sociales qui ont préparé ce livre ont une compétence politique.)

L'auteur du livre est l'homme même des personnages de M. Dominique Venturi, fondateur de la coopérative C.E.G.M. (Coopérative d'entreprises générales du Midi), l'origine de toutes les fausses factures, aujourd'hui inculpé et écroué, pour un banal homme d'affaires dans les affaires de gré à gré avec la Sécurité sociale, selon M. Montaldo, « parfaitement légal ».

Le journaliste, qui n'a pour rien de personne (il écrit lui-même sur la presse et les livres), a suivi les enquêtes du S.R.P.J. de Marseille et a décelé les vrais coupables : « les rois de la Canabière », le directeur de l'intérieur en tête. L'affaire des fausses factures de la mairie est venue dire à René Lucet : c'est mon livre qui a fait de toi, ce qui est pour le moins présomptueux.

L'auteur se montre en revanche beaucoup plus discret sur certains aspects de la personnalité de René Lucet, patron de combat, croisé de l'anticommunisme et qui ne s'en cache pas. On est fort à la direction de la caisse primaire des bons tours « joué aux camarades » à l'occasion de la remise en ordre qui lui avait été confiée pour « mettre fin au cirque cégétiste ». De même, le rôle du service des relations humaines de la caisse et de son animateur, M. Jean Douchet, n'apparaît pas dans le livre ni la responsabilité de son service dans le climat de tension qui régnait souvent à la caisse. Il est vrai que l'auteur a pu tenir l'image de marque de l'« Archange » dont une analyse graphologique reproduite dans le livre de Jean Montaldo le décrit « assez modeste et discret ». Pour tous ceux — amis ou adversaires — qui ont connu René Lucet c'est la même chose : c'est mon livre qui a fait de toi, ce qui est pour le moins présomptueux.

« Huit Cent Cinquante Jours pour abattre René Lucet. Les Secours d'une exécution politique, par Jean Montaldo. Albin-Michel, 236 pages, 65 F.

FAITS ET JUGEMENTS

Autodéfense

Un jeune homme de dix-sept ans a été tué et deux autres mineurs blessés, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 juillet, alors qu'ils tentaient de dévaliser un magasin de cycles à Oissel (Seine-Maritime). Alerté par un bruit de vitrine brisée, le propriétaire, M. Dominique Ber-

tin, vingt-deux ans, a son fusil de chasse et a fait feu sur l'un des adolescents qui avait pénétré dans la cour intérieure. Celui-ci a été tué sur le coup. Le commerçant, qui était descendu devant un magasin, a ensuite tiré sur une voiture qui défilait. Deux des occupants, deux chômeurs, ont été blessés à l'hôpital par le conducteur, qui a aussitôt pris la fuite. Opérés dans la nuit, leur vie n'est pas en danger.

M. Dominique Bertin, gardé à vue dans les locaux de la police, devait être présenté au parquet du tribunal de Rouen, dans la journée du mercredi 14 juillet.

Six morts dans l'incendie d'un centre pour handicapés aux Pays-Bas

Six handicapés âgés de quinze à vingt ans ont été tués dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 juillet dans l'incendie du « Vrijheid » dans laquelle ils vivaient aux Pays-Bas, à Den Dolder. Les six victimes ont été intoxiquées par le fumée dans leur dortoir. Les pompiers, qui ont intervenu dix minutes après le début de l'incendie. Tous les autres pensionnaires ont été évacués.

Les pavillons ont été totalement détruits. Le directeur de l'établissement a déclaré qu'il ignorait la cause de l'incendie et s'est montré étonné de la rapidité avec laquelle ont été détruits les bâtiments conformes, selon lui, aux règles de sécurité.

En France, le 25 mai, un incendie avait, de la même façon, détruit un établissement médico-scolaire à Aire-sur-Adour (Landes), vingt-trois morts. Il a été établi que son origine était criminelle. (« Le Monde » du 27 mai.)

Dossiers politiques volés chez un sénateur. Deux dossiers relatifs à la préparation des élections municipales de 1983 ont été volés dans la nuit du 8 au 9 juillet chez M. Jean Béranger, sénateur (M.R.G.) au Sénat de Marly-le-Roi (Yvelines), a-t-on appris mardi 13 juillet.

CEPES  
préparation, en septembre, au  
CFPA  
centre formation professionnelle avec  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly  
722.94.94 - 745.09.19

Raser les « grands ensembles » ?

(Suite de la première page)

Charge nouvelle pour la nation qui n'est en diminuant, comme on croit : la plupart de ceux qui appartiennent à la « deuxième génération » ne sont pas en Algérie par exemple, malgré la pression du gouvernement de M. Châli, mais dans les jeunes femmes. La différence de l'immigration d'un côté et de l'autre de la Méditerranée est un fait difficilement franchissable. « Qu'on le veuille ou non, nous dit M. Dubedout, nous sommes entrés dans une société multiraciale, et, avant, espérons-le, l'intégration de la troisième génération, période intermédiaire très difficile. Les réactions de rejet sont très fortes, on face le contre-racisme provocateur ».

Non seulement on n'a pas construit d'I.L.M. pour permettre de vivre « différemment » à l'intérieur des locaux, mais le chômage frappe plus que d'autres les jeunes immigrés, qui, en restant, désertent l'école qu'ils ne peuvent pas suivre.

Que faire ? M. Dubedout se formule : « Si on ne donne pas à ces jeunes — qu'ils soient d'origine étrangère ou française — des possi-

ibilités d'épanouissement, ils proclameront leur identité par l'appartenance à des « tribus » qui ont toujours la tentation de leur façon les institutions, complétement inadaptables à la question ».

C'est à l'aboutissement d'un grand projet éducatif et culturel que la commission de M. Dubedout devrait intéresser le gouvernement. Le but est d'abord de faire exister des « lieux locaux », où, grâce à des lieux locaux militants, les jeunes, multiples associations, on arrive à l'aide personnalisée au jeune qu'on accueille dans des permanences, qu'on cherche à orienter suivant ses aspirations, qu'on guide vers le monde des adultes à ses contraintes, vers des « lieux » à mi-temps, le reste étant utilisé pour la formation.

Projet culturel ? Ce qui réunit en ce moment les jeunes de ces lieux de peau, c'est la musique. Il leur permet de s'acheter des instruments, des amplis, qui les inciteront à former des petits groupes et leur fournir des locaux nécessaires.

Autre suggestion : redorer le blason de la « ville française ». Les habitants des quartiers périphériques cherchent beaucoup plus qu'on ne le

croit les occasions de se réunir, de danser pour célébrer avec amis ou voisins un événement de leur histoire personnelle. L'entreprise est difficile si l'on ne dispose pas d'une salle ad hoc, un peu isolée des logements pour ne pas troubler le sommeil des voisins.

L'essentiel est la « machine institutionnelle » (police, justice, école, aide sociale, etc.) s'adapte aux circonstances. Il convient de substituer à la gestion par fonctions, beaucoup trop centralisée dans la municipalité, la gestion par territoires afin de retrouver les hommes dans leur globalité au lieu des découpages en tranches de localités, de producteurs, de consommateurs, ou de délinquants.

Avant de faire les « grands ensembles », on voit trop vite l'explication de ces débordements de violence, ou, au moins, même de retarder l'immobilier, il serait sage de « retarder » les individus, modifier leurs comportements, parvenir à faire cohabiter des personnes qui ont des stratégies sociales différentes. Faut-il quoi, même avec des locaux mieux adaptés, se rembarquer vite dans les « grands ensembles » d'aujourd'hui.

PIERRE DROUIN.

MÉDECINE

Le nouveau Conseil supérieur du médicament examinera en octobre le problème des essais cliniques

La première réunion du Conseil supérieur du médicament (1) créé par le ministre de la Santé (Le Monde du 8 juillet) s'est tenue le mardi 12 juillet sous la présidence de M. M. Ralite, ministre de la Santé, qui a précisé le rôle qu'il entend lui attribuer : un examen de toutes les grandes orientations de la politique de médicament, de l'industrie pharmaceutique, de la recherche, de la promotion industrielle, de l'éthique, du développement des efforts de recherche, l'élargissement de la coopération internationale, la moralisation de la vie médicale, le développement d'une information publique et enfin, la distribution des médicaments.

Le conseil se réunira à défaut du mois de novembre sur le thème des essais cliniques et de la réforme du médicament pharmaco-vigilance. Elle se tiendra en novembre les problèmes de la distribution du médicament, à la lumière du rapport de M. Frank Sérusclat, sénateur de la Rhône, sur ce thème.

La réunion de décembre consacrée aux problèmes de l'industrie. M. Ralite a souligné qu'il s'agit d'un blocage actuel qui a été levé au 1<sup>er</sup> novembre 1981 et une loi modérée a été aug-

mentations au prix au juillet 1981 : le prix des médicaments a baissé respectivement de 2,5 % et de 3 % avec un effort particulier, c'est-à-dire une baisse de 10 % pour les médicaments les plus importants pour les entreprises.

Le ministre a annoncé également qu'un groupe restreint comprenant les représentants des pharmaciens, de la santé, de la recherche et de l'industrie a été constitué pour préparer des conventions « État-Industrie » dans le domaine du médicament. Un comité de suivi des conventions pourrait être mis en place avant la fin de l'année, lorsque seront définies les modalités de l'intervention publique. Une réforme de la formation et du statut des pharmaciens est également en préparation.

(1) Il comprend, outre les représentants des cinq ministères concernés (santé, agriculture, consommation, recherche et industrie, affaires sociales et solidarité nationale), trente-quatre membres, dont certains siègent de droit (les représentants des grandes associations syndicales, les caisses d'assurance maladie ou du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique) et d'autres sont élus par les professionnels concernés.

Un programme sanitaire pour les départements d'outre-mer sera préparé à la fin de l'année, annonce M. Ralite

C'est un « projet » pour les départements d'outre-mer, qu'attend établir le gouvernement, après la réunion à Paris, le 14 et 15 de l'année, d'une « conférence de santé » où se réuniront tous les responsables concernés, a annoncé M. Jack Ralite, ministre de la Santé, qui se rendait le mardi 12 juillet son séjour aux Antilles et en Guyane (Le Monde des 1<sup>er</sup>, 3, et 11-12 juillet). Il a annoncé qu'il se rendrait au mois de septembre à la Réunion, puis à la Guadeloupe, puis à la Martinique, afin d'établir un plan sanitaire, qui sera la progression de 34 % par rapport à 1981 des crédits affectés pour les hôpitaux de la Guadeloupe, en vue de la satisfaction à 100 % des besoins transmis par la préfecture pour la rénovation des hôpitaux ou des établissements de prévention. En outre, le blocage de 25 % des crédits d'équipement sanitaire instauré par le gouvernement dans la métropole sera le cadre de la politique d'austérité ne sera pas appliqué aux Antilles.

substituer à l'anarchie actuelle une harmonisation des divers moyens publics ou privés en matière de personnel dont disposent les Antilles.

SCIENCES

RÉFLEXION ET RIGUEUR POUR LES ACTIVITÉS SPATIALES FRANÇAISES

A l'occasion de la réception donnée, mardi 13 juillet, en l'honneur des deux représentants français, Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry, le ministre de la Recherche et de l'Industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré que la France disposait de dix-huit ans pour réfléchir à son avenir spatial. « La maîtrise de l'espace, a-t-il dit, devient une chose essentielle pour l'indépendance nationale ». Il a rappelé à cette occasion, que l'espace était un enjeu et qu'il serait particulièrement difficile d'engager des programmes nouveaux en 1983 et 1984.

Dans ces conditions, les projets comme ceux du satellite astronomique Sigma (le mardi 9 juin) ou du système de télécommunication Star pourraient connaître quelques difficultés liées aux rigueurs budgétaires. M. Chevènement a déclaré enfin que la France restait ouverte à toutes les propositions de coopération, qu'elles viennent du Japon, États-Unis et Union soviétique, « en espérant, a-t-il ajouté à l'intention des scientifiques, que nous pourrions participer à d'autres expériences qui pourraient être des vols de longue durée dans l'espace ».

LES SPÉCIALITÉS NON REMBOURSÉES REPRÉSENTENT 18 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES PHARMACIES

Quelle image des Français se font-ils des médicaments vendus en pharmacie sans prescription médicale, non remboursés par la Sécurité sociale ? Utilisés quotidiennement contre les maux jugés « graves » ? Telle est la question qu'a posée publiquement l'Association française des producteurs de spécialités grand public (A.F.S.G.P.). Ces produits, qui représentent quelque 18 % du chiffre d'affaires réalisé par les officines, sont constitués pour plus de la moitié par des médicaments contre les maux de tête, suivis par les maux de gorge, les rhumes, refroidissements, douleurs musculaires, troubles digestifs, légères, etc.

Selon un sondage réalisé par la SOFRES à la demande des producteurs sur un échantillon représentatif de deux mille adultes, un plus de la moitié des Français (51 %) ignorent la publicité diffusée sur cet ensemble de produits fait l'objet d'un contrôle du ministère de la Santé. 61 % des personnes interrogées disent avoir perçu, entendu ou lu, un message publicitaire à propos de ces produits, mais d'autre elles estiment que leur connaissance de ces médicaments n'est guère influencée par ces messages. 88 % jugent utile demander aux pharmaciens un complément d'information sur ces produits.

Au total, les remarques des producteurs, plus de trois Français sur quatre ont vu ce type de médicaments dans leur vie quotidienne. 60 % des personnes interrogées trouvaient « normale » la pratique d'une publicité dans ce domaine, une publicité qu'il faut défendre, soulignent les industriels, car elle favorise l'information et la maîtrise.

Le président du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.), M. Hubert Curien, a été reconduit pour trois ans dans ses fonctions par le conseil des ministres du mardi 13 juillet, sur proposition du ministre de la Recherche et de l'Industrie, M. Curien, qui est aussi président du conseil de l'Agence spatiale européenne, avait été nommé à la tête du C.N.E.S. en juillet 1976, puis reconduit à ce poste une première fois en juillet 1979.

RECTIFICATIF. - Dans l'entretien que nous ont accordé les deux représentants français, Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry (Le Monde du 14 juillet), il fallait lire dans la liste de la deuxième question : « Quels sont les conseils que vous donnez aux scientifiques ? », et non « aux Soviétiques », comme il avait été indiqué par erreur dans certaines de nos éditions.

Copies  
Couleurs  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL  
75012 PARIS - 347.21.32







# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### Cuisiner en vacances

Préparer les repas pour de grandes tablées n'est pas facile, lorsque l'équipement « cuisson » est limité, comme c'est souvent le cas dans une maison de vacances. Pour y remédier, on peut emporter avec soi des appareils portatifs, spécialisés dans un mode de cuisson.

Les grillades, de viande ou de poisson, figurent souvent aux menus de l'été : différents types de grilles électriques permettent de les réaliser. Des appareils faits de deux plaques à revêtement anti-adhésif grillent les aliments par contact, simultanément sur leurs deux faces. Ces plaques s'enlèvent pour se laver sous le robinet ou en machine. Sur le dessus du « Grille-médium » d'I.T.T., une échelle indique les temps de cuisson et la position du thermostat requise pour la cuisson et les différentes sortes de viande. Le « Grille-viande » Sunbeam a deux grandes plaques réversibles : face lisse pour les œufs ou saucisses, face rainurée pour les viandes. L'appareil est vendu avec un plat à gratin. Ces deux grilles, d'une puissance de 1 600 watts, valent 380 F environ.

Sur la grille verticale Moulinex, les poissons, viandes ou brochettes sont maintenus dans un porte-aliments grillé qui se pose plus ou moins près de la résistance électrique d'une puissance de 2 000 watts. Une échelle, inclinée vers l'avant, permet aux graisses de s'écouler hors de la zone de rayonnement, ce qui limite fumée et odeurs (420 F environ). Même cuisson « propre » avec un autre appareil, horizontal celui-là. Ce « brochette grill » Tefal sert à griller soit des brochettes, qui se placent entre les résistances et se recouvrent d'un capot transparent, soit une pièce de viande ou une « brochette » (fines lamelles de bœuf) sur une plaque anti-adhésive à profil en V pour canaliser la jus vers la lachefrite (450 F environ avec douze brochettes).

Il est parfois difficile de se passer d'un four, si le temps des vacances se prolonge plusieurs semaines. Le nouveau « mini-four » Moulinex peut être utile pour faire gratter un plat, cuire des tomates, réchauffer pizza ou

quiche. Peu encombrant — il mesure 34 centimètres de large, 28 centimètres de profondeur et 17 centimètres de haut — il a deux résistances (soit et volée) de 328 watts chacune (230 F environ). Moulinex propose un vrai four à chaleur tournante, d'une puissance de 1 500 watts, mais de forme très compacte. Portatif (il pèse 11 kilogrammes) on peut y faire cuire toutes les préparations, du rôti à la pâtisserie, 1 590 F environ.

Pratique dans une cuisine de résidence d'été, souvent sous-équipée en postes de cuisson, le « Cultour » Moulinex est un ustensile équipé d'une résistance de 1 800 watts, avec palpeur thermostatique. Dans son enceinte cylindrique se place une cuve en inox d'une capacité de 5,5 litres, dans laquelle on peut faire cuire à l'eau, mijoter, frire ou griller les aliments (650 F environ). Deux accessoires complètent, en option, cet appareil : une marmite de 10 litres à poser sur la résistance, à la place de la cuve d'origine, pour préparer pot-au-feu ou potée pour de nombreux convives, et un coussin, pour les cuissons à la vapeur, qui se place au sommet de la cuve de 5,5 litres.

Pour faire, en plein air, une cuisine aussi complète que chez soi, Llor a conçu un appareil portable à triple fonction : réchauffer, four et barbecue (800 F environ). Ce « Llor 300 », qui se raccorde sur toute bouteille de butane de 2 à 13 kilogrammes, a un brûleur en acier protégé des débordements. Ressemblant à une boîte à chaussures, il est à la fois réchauffeur-mijoteur, four couvercle fermé ou ouvert, à la vapeur, avec les roches volcaniques, fournie avec l'appareil, et qui servent de braise.

JANY AUJAME.

\* Tous les prix sont donnés à titre indicatif ; ils peuvent varier d'un point de vente à l'autre.

## MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable de temps en France entre le mercredi 14 juillet à 0 heure et le jeudi 15 juillet à 24 heures :

Un minimum dépressionnaire d'altitude, centré sur le golfe de Gascogne dirigé, depuis plusieurs jours, un flux d'air chaud et instable du sud sur la France. Ce minimum va se maintenir encore pour les deux jours malgré un lent décalage vers le nord-est. Les conditions atmosphériques ne vont évoluer que très lentement. Jeudi, le temps sera orageux sur la plus grande partie du territoire, mais la Corse, la Côte d'Azur et le sud des Alpes connaîtront la canicule dans un ciel peu nuageux ; les températures évolueront entre 20 et 25 degrés le matin, 30 à 35 degrés l'après-midi sur ces régions. Ailleurs, le ciel sera nuageux à très nuageux avec des pluies et des orages, surtout en fin d'après-midi et au cours de la nuit. Ces orages pourront être par places très violents avec de la grêle et de fortes quantités d'eau. Les vents, très irréguliers en direction, pourront atteindre des pointes de 60 à 90 km/h sous les orages. Les températures maximales évolueront entre 20 et 23 degrés dans l'Est, 23 à 26 degrés du nord au nord-est et au sud-ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13 juillet) : Ajaccio, 29 et 18 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 27 et 16 ; Bourges, 23 et 18 ; Brest, 23 et 16 ; Caen, 20 et 17 ; Clermont-Ferrand, 31 et 16 ; Dijon, 32 et 20 ; Grenoble, 31 et 15 ; Lille, 30 et 19 ; Lyon, 33 et 20 ; Marseille-Marianne, 31 et 24 ; Nancy, 28 et 16 ; Nantes, 26 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 19 ; Paris-Le Bourget, 33 et 18 ; Pau, 23 et 17 ; Rennes, 27 et 16 ; Strasbourg, 30 et 18 ; Tours, 28 et 16 ; Toulouse, 29 et 17 ; Poitiers-Pitre, 33 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 24 ; Amsterdam, 28 et 21 ; Athènes, 28 et 25 ; Berlin, 28 et 17 ; Bonn, 31 et 17 ; Bruxelles, 30 et 18 ; Le Caire, 31 et 19 ; Les Canaries, 23 et 20 ; Copenhague, 28 et 17 ; Dakar, 29 et 23 ; Djibouti, 35 et 25 ; Genève, 31 et 17 ; Hanoï, 32 et 24 ; Lisbonne, 20 et 14 ; Londres, 27 et 16 ; Luxembourg, 30 et 19 ; Madrid, 28 et 14 ; Moscou, 28 et 18 ; Nairobi, 29 et 24 ; New-York, 32 et 23 ; Palma-de-Majorque, 31 et 18 ; Rome, 29 et 21 ; Stockholm, 32 et 14 ; Téhéran, 41 et 34 ; Tunis, 37 et 28.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 14 juillet 1982 :

- DES LOIS**
- Relative aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage.
  - Relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles.
- DES DÉCRETS**
- Révisant les tableaux de maladies professionnelles agricoles annexés au décret du 17 juin 1955 modifié.
  - Portant création et organisation de l'Agence nationale pour l'information touristique.
- UN ARRÊTÉ**
- Modifiant un précédent arrêté relatif à l'éclairage et à la signalisation des véhicules.

## PARIS EN VISITES

- VENREDI 16 JUILLET**
- « L'art des jardins », 15 heures, 1 rue des Abondances, Boulogne-Billancourt, Mme Bucher.
  - « Les Buttes-Chaumont », 15 heures, métro Buttes, Mlle Garnier-Ahlberg.
  - « Atelier de Delacroix », 15 heures, 6, place de Furstemberg, Mlle Leclercq (Caisse nationale des monuments historiques).
  - « Égypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée du parking (Approche de l'art).
  - « Salons de l'hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Art et aspects de Paris).
  - « Services secrets 1939-1945 », 15 heures, métro Châtelet, Mlle Coudray.
  - « Hôtels particuliers du dix-neuvième siècle », 15 heures, 14, rue de La Rochefoucauld, Mme Montard (Caisse nationale des monuments historiques).
  - « Église Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h 45, façade de l'église, M. de La Roche.
  - « Petites chapelles et oratoires à Montmartre », 15 heures, métro Blanche.
  - « Trente ans de Picasso », 15 heures, 26, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).
  - « Hôtels du faubourg Poissonnière », 14 h 30, métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).
  - « Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
  - « Vieilles rues et maisons, abbaye Saint-Martin-des-Champs », 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Le vieux Paris).

(Publié par)  
**L'ITALIEN EN ITALIE**  
Cours intensifs de langue italienne, 10 à 15 heures, durée : quatre semaines (30 heures). En juillet, août, septembre, etc., à Paris.  
Cours mensuel + hébergement : 1 250 FF.  
Institut BERTHIAUX RUSSEL  
Via Cavour 1, 50100 PADOVA  
Italie - Tél. 049/5454531

## ENVIRONNEMENT

### VINGT ET UN PAYS RÉUNIS À STOCKHOLM

#### Comment lutter contre la pollution atmosphérique des autres ?

La pollution atmosphérique se joue des frontières. Les pluies acides lâchées par les nuages chargés d'oxydes de soufre vont retomber fort loin des grandes concentrations industrielles et causent comme en Scandinavie, au Canada et dans le nord des États-Unis, des dégâts considérables. C'est ce qu'ont reconnu les représentants (ministres de l'environnement et hauts fonctionnaires) des vingt et un pays qui viennent de se réunir à Stockholm. La pollution « transfrontière » à grande distance est devenue aujourd'hui un problème majeur.

Le problème ne peut être résolu qu'au niveau international. L'acidification est en effet le résultat d'une pollution « transfrontière ». Vingt pour cent seulement des retombées de soufre et d'azote sur la Scandinavie sont dues aux émissions des industries norvégiennes et suédoises. Le reste provient d'autres pays d'Europe, principalement de Grande-Bretagne, de Pologne, des deux Allemagnes et d'Union soviétique.

#### De notre correspondant

— et particulièrement de SO<sub>2</sub> — sont rejetés dans l'atmosphère chaque jour dans le monde dont 20 000 tonnes en Europe.

#### Ménaces sur la cathédrale de Cologne

Les retombées acides entraînent la diminution de la croissance des forêts et notamment des peuplements de sapins en Allemagne fédérale — due au lessivage des sols et à la disparition des éléments nutritifs — l'augmentation du taux de mercure dans le poisson et de cadmium dans le foie et les reins de certaines espèces animales, la lente altération des monuments historiques comme la cathédrale de Cologne. Les spécialistes suédois n'excluent pas non plus des effets à long terme sur les nappes phréatiques. L'industrie résiste à tirer le signal d'alarme : « Il est grand temps d'agir, nous a déclaré l'un de ses représentants, si nous voulons éviter la destruction des surfaces boisées en Europe en l'espace de quelques années ».

Le problème ne peut être résolu qu'au niveau international. L'acidification est en effet le résultat d'une pollution « transfrontière ». Vingt pour cent seulement des retombées de soufre et d'azote sur la Scandinavie sont dues aux émissions des industries norvégiennes et suédoises. Le reste provient d'autres pays d'Europe, principalement de Grande-Bretagne, de Pologne, des deux Allemagnes et d'Union soviétique.

que. Au Québec, 60 F de pollutions proviennent des États-Unis.

La seule méthode de lutte contre l'acidification, actuellement employée en Scandinavie, est l'épandage de chaux dans les lacs et les cours d'eau. Mille cinq cents lacs suédois ont été traités et partiellement restaurés de cette façon depuis 1976, mais il ne s'agit que d'un palliatif, qui doit être appliqué régulièrement une fois tous les trois ou quatre ans au moins.

La solution « idéale » consisterait à réduire les émissions de soufre et d'azote dans l'atmosphère, soit en brûlant du charbon et du fuel à faible teneur en soufre, soit en désulfurant les fumées industrielles. Mais selon un « scénario » de l'O.C.D.E., une diminution de 50 % de la pollution, en dix ans, entraînerait une augmentation de 3 % par an des coûts de l'énergie dans les pays d'Europe.

Une convention sur la pollution atmosphérique « transfrontière » a été signée par trente-trois pays en 1979, à Genève ; ratifiée par vingt-deux États, elle devrait entrer en application au cours de cette année. Cette convention souligne la nécessité d'échanger des informations et de pousser les recherches.

Commentaire du ministre canadien de l'environnement, M. Marcel Lévesque : Deux attitudes sont possibles : refuser d'agir en niant le problème et en demandant des études plus poussées ; accepter d'agir en corrigeant tout de suite ce qui peut être corrigé.

ALAIN DEBOVE.

## SPORTS

### LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE Pour une course plus homogène

Pierre-Raymond Villemiane a mis un terme à la série des succès étrangers en gagnant, mardi 13 juillet, la dixième étape du tour de France Saintes-Bordeaux, tandis que, au classement général, Phil Anderson, grâce aux sprints intermédiaires, a porté son avance sur Bernard Hinault à 44 secondes.

Bordeaux. — Depuis le départ de Bâle, nous avons parcouru plus de 3 500 kilomètres pour suivre 1 800 kilomètres de course, les rallyes automobiles alternant avec les randonnées à 40 kilomètres-heure dans le sillage du peloton. Et ce n'est pas fini puisque l'épreuve sera neutralisée de Valence-d'Agen à Fleurance, puis de Saint-Lary-Soulan à Martignes — 500 kilomètres à vol d'oiseau — de Martignes à Manosque, enfin de Saint-Priest à Senez, les coureurs prenant tantôt l'avion, tantôt le T.G.V.

Ce tracé en pointillés préfigure-t-il le Tour de France du futur ? Un tour transformé en une tournée de critères avant la lettre, mais qui ne serait pas incompatible en fin de compte avec la formule open préconisée par M. Félix Lévin.

A l'origine, en 1903, Henry Desgranges et Géo Lefèvre avaient imaginé une compétition cycliste permettant d'effectuer le tour de la France, c'est-à-dire qui longeait scrupuleusement les frontières et les côtes. Elle resta longtemps prisonnière de sa dénomination. En 1926, par exemple, le départ avait été fixé pour la première fois en province à Evian, la caravane revint dans cette ville avant de rejoindre Paris, afin que la boucle, longue de 5 700 kilomètres, fut complète.

de notre envoyé spécial.

Dans les années 30, l'itinéraire se rapprochait encore des limites de l'hexagone, mais à partir de 1947, il prit des orientations moins orthodoxes, pénétra à l'intérieur du pays et fit étape à l'étranger, en Belgique d'abord, en Suisse et en Italie par la suite. Le tour devint alors un produit d'exportation.

#### Ne pas aller trop loin

Une épreuve de cette dimension doit effectivement sortir des sentiers battus, rechercher des difficultés originales, on ne saurait éliminer des obstacles comme le Puy-de-Dôme sous prétexte qu'il est situé au cœur de l'Auvergne. Mais il ne faut pas aller trop loin dans l'extravagance.

Le Tour de France n'est plus ce qu'il était et le public ne le reconnaît pas à travers cette course découpée en tranches qui se transporte d'un coup d'aile de Lille à Cancale, qui arrive un soir au sommet des Pyrénées pour repartir le lendemain de Martignes, qui se déplace en Boeing et en wagon-pullman.

On ne lui demande pas de faire étape systématiquement à Brest, à Biarritz, à Menton et à Strasbourg, ni de revenir aux contours de 1926. On ne réclame pas un retour aux grands mûrs pyrénéens d'autrefois Bayonne-Luchon ou Nice-Grenoble — 400 kilomètres, départ avant l'aube, cinq cols dans la journée. On aimerait simplement qu'il nous restitue le spectacle familier d'une merveilleuse course cycliste à travers la France, d'une course claire et non tarabiscotée comme elle l'est aujourd'hui.

Quand un concurrent doit se trouver à 9 heures à Valence-d'Agen pour prendre le départ d'une épreuve contre la montre difficile, alors qu'il a passé la nuit à Bordeaux, distant de 150 kilomètres, cela veut dire qu'il s'est levé à 5 heures. Cela signifie aussi qu'on accentue les inégalités entre les coureurs, puisque les derniers partants — Hinault, Anderson, Knetemann — disposent d'une matinée supplémentaire de détente.

C'est précisément à Valence-d'Agen que le peloton avait fait grève en 1978 pour protester contre les excès d'une organisation essentiellement tributaire des impératifs commerciaux.

JACQUES AUGENDRE.

**ABONNEMENTS VACANCES**  
POUR CEUX QUI DÉSIENT RECEVOIR RÉGULIÈREMENT À LEUR ADRESSE DE VACANCES NOTRE QUOTIDIEN

**Le Monde**  
PROPOSER DES ABONNEMENTS AUX CONDITIONS SUIVANTES :

FRANCE :	
Cinq jours	83 F
Trois semaines	209 F
Un mois	147 F
Un mois et demi	189 F
Deux mois	231 F
Trois mois	273 F
ÉTRANGER (voies normales) :	
Cinq jours	107 F
Trois semaines	148 F
Un mois	199 F
Un mois et demi	277 F
Deux mois	353 F
Trois mois	448 F
Trois mois	533 F
EUROPE (avion) :	
Cinq jours	130 F
Trois semaines	180 F
Un mois	247 F
Un mois et demi	347 F
Deux mois	455 F
Trois mois	585 F
Trois mois	675 F

Dans ces tarifs sont compris le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnés, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous transmettre accompagnés du règlement correspondant des jours ou mois avant leur départ, en indiquant les noms et adresses en lettres majuscules.

**Le Monde**  
SERVICE DES ABONNEMENTS  
5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09.

## BREF

### VACANCES

**LA SÉCURITÉ DES ESTIVANTS SUR LES PLAGES ET SUR LES ROUTES.** — Trois mille gardes supplémentaires sont « mobilisés » cet été sur les routes et les plages de France pour assurer la sécurité de millions d'estivants.

Ces 3 000 hommes — parmi lesquels 500 du contingent affectés en tant qu'auxiliaires à la gendarmerie — viendront renforcer, durant deux mois, les brigades territoriales des régions les plus fréquentées par les touristes.

Mille neuf cent trente-quatre personnes sont mortes durant les mois de juillet et d'août 1981 sur les routes françaises. Durant cette même période, 95 personnes se sont noyées (chiffre de la gendarmerie, qui ne tient pas compte des noyades enregistrées par les maîtres-nageurs C.R.S. et les sauveteurs civils). Pour tenter de réduire cette « hécatombe », la gendarmerie déploiera cette année encore dans les régions de vacances et sur les grandes voies qui conduisent d'importants moyens d'assistance : 6 avions légers, 42 hélicoptères (dont plusieurs auront à bord un médecin du contingent), 261 embarcations de toutes tailles et 253 plongeurs autonomes.

EN CAS D'URGENCE. — Pour ne pas s'affoler si un accident survient à un enfant, ou reconnaître les symptômes d'une maladie, un nouveau guide pratique va permettre aux mères de famille de faire les gestes qu'il faut en attendant le médecin. Révisés sous le titre « Premiers secours », une cinquantaine de fiches très explicites ont été rédigées par des médecins et des spécialistes de l'urgence et du secourisme de la Croix-rouge française. Une liste des numéros de téléphone de tous les SAMU — SMUR de France termine ce petit livre à ranger dans une pharmacie familiale et à emporter en vacances.

\* « Premiers secours », éd. Gênerique, 29 F. Le livre.

## EDUCATION

**CINQUIÈME ÉCOLE OCCITANE D'ÉTÉ.** — Du 25 au 31 juillet sera organisée, en Ariège, la cinquième école occitane d'été, sous la responsabilité de l'Institut d'études occitanes avec la participation de la ville d'Ariège, la collaboration d'associations, de comités d'entreprise et syndicats du pays d'Ariège. 850 F pour les internes, 480 F pour les externes.

\* Ecole occitane en Provence, 33 rue des Arènes, 13200 Arles.

## TEMPS LIBRE

**MAQUETTISTES ET COLLECTIONNEURS DE JOUETS.** — Le Cercle ariégeois des maquettistes et collectionneurs de jouets organise les 15, 16, 17, 18 juillet 1982, les premiers championnats du monde de modèles réduits de matériels d'incendie (engins, bâteaux-pompes, canalisations, canotiers, hélicoptères, etc.), avec un programme d'animation.

\* EXPOFEU 82, « Les Feux », 16, bd. Carnot, 06130 Grasse.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE-D.O.M.-T.O.M.**  
273 F 442 F 611 F 780 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE**  
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

**ÉTRANGER (par voie aérienne)**  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F

**IL - SUISSE, TUNISIE**  
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## AFFAIRES

SODEXHO VEUT PRENDRE LE  
CONTROLE DE J. BOREL

La bataille boursière pour le contrôle de J. Borel International vient officiellement de commencer. Pour barrer le chemin à Novotel, décidé à prendre une majorité confortable dans l'affaire (le Monde du 16 juin), le groupe Sodekho (Société de développement et d'exploitation hôtelière), un des deux gros actionnaires de J. Borel opposés au rapprochement, a, comme la COB l'y avait invité, présenté « une offre publique concurrente ».

Dans une O.P.A., lancée pour son compte par la Banque Neufville, Schlumberger, Mallet, il propose à tous les actionnaires de J. Borel de leur racheter leurs titres à 178,50 F, soit au dernier cours coté avant la suspension des cotations décidée le 14 juin dernier à la suite des rumeurs causées par les différents protagonistes, mais aussi de payer 200 F chacune des 151 870 obligations convertibles restant en circulation.

L'objectif poursuivi par Sodekho est naturellement de prendre le contrôle de J. Borel. Pour ce faire, la première entreprise de restauration collective de France n'aura besoin d'acquiescer que 34,60 % du capital de J. Borel, détenue déjà, à la suite de diverses opérations boursières, 15,41 % des actions convoitées. Reste à savoir maintenant si Sodekho a l'intention de mener son offensive à terme et si celle-ci a des chances de réussir. Affaire de famille, Sodekho n'a pas les moyens de ses ambitions. M.-P. Bellon, son président, n'avait-il pas récemment déclaré que la société n'était pas en mesure de se lancer dans une bataille boursière ? Sa montée en ligne pourrait bien signifier qu'elle a reçu l'appui financier nécessaire pour engager la bataille à fond. Le prix payé pourrait être déterminant, à moins que les actionnaires n'en décident autrement, Novotel ayant de son côté toute faculté de surenchère.

## Faits et projets

DES AIDES PUBLIQUES  
POUR LA CRÉATION DE  
5 250 EMPLOIS

Le comité interministériel des aides à la localisation des activités, dont la création a été rendue officielle par un arrêté du 12 juillet, a tenu sa première réunion le 13 juillet à la DATAR. Composée de hauts fonctionnaires, et notamment de M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire, ce comité examine les dossiers de création d'emplois dans les secteurs de l'industrie, du tertiaire et de la recherche et attribue des aides aux projets les plus intéressants du point de vue de la politique de rééquilibrage régional.

Le comité a examiné une soixantaine de dossiers qui correspondent à la création ou au maintien (en cas de reprise de firme en difficulté) à 5 250 emplois, notamment en Bretagne (610), en Midi-Pyrénées (660), en Lorraine (340), en Poitou-Charentes (300), dans le Nord-Pas-de-Calais (230), en Corse (105).

L'AMÉLIORATION  
DE LA SÉCURITÉ  
ROUTIÈRE

Un comité interministériel de sécurité routière, réuni le mardi 13 juillet, sous la présidence de M. Charles Fiterman, ministre des transports, vient de prendre une série de mesures visant à l'amélioration de la sécurité sur les routes (1).

Un premier ensemble de décisions a été pris en vue d'assurer une forte mobilisation sociale et une réelle prise en charge locale - pour la sécurité routière. Il comprend notamment un programme, appelé « Réagir » qui doit conduire en 1983 à l'obligation de réaliser, sur le plan départemental, des enquêtes administratives et techniques sur tous les accidents mortels, pour en connaître les causes et proposer des mesures de prévention.

Un deuxième ensemble de décisions concerne la formation des conducteurs et le service national des examens du permis de conduire. D'ici la fin de l'année, une réforme d'ensemble sur ce point sera proposée après une concertation conduite par M. Fiterman. D'autre part, les voitures neuves qui seront mises en vente à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1983 devront être équipées d'un pare-brise en verre feuilleté. Enfin, les cycles et cyclomoteurs devront être équipés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1983 de dispositifs réfléchissants catadioptriques, sur les côtés de couleur orange et à l'arrière de couleur rouge.

(1) Nous avons publié dans nos éditions du dimanche 4-11 juillet une interview de M. Pierre Mayet, le nouveau délégué interministériel à la sécurité routière.

Un cartel de crise pourrait être constitué  
afin de sauver la pétrochimie européenne

Des négociations se sont ouvertes mercredi 14 juillet à Bruxelles entre les représentants de plusieurs grands groupes chimiques européens, notamment Rhône-Poulenc, I.C.I., Hoechst, Solvay et Shell, et des membres de la Commission de Bruxelles en vue de constituer un cartel de crise, qui aurait pour mission d'étudier les moyens de mettre fin à la situation anarchique et désastreuse régnant dans la pétrochimie et l'industrie des matières plastiques. Si ces négociations aboutissaient, une nouvelle réunion pourrait avoir lieu, à laquelle participeraient cette fois les vingt-quatre plus grandes sociétés chimiques européennes.

Il ne s'agit encore que de discussion de type exploratoire. Mais c'est la première fois qu'officiellement des majors de la chimie européenne décident de prendre le problème à bras le corps et d'en débattre officiellement avec les autorités communautaires, sous la haute présidence du vicomte Etienne Davignon, commissaire chargé des questions industrielles.

A vrai dire, les chimistes européens n'avaient guère le choix des moyens. Rien que dans les plastiques, la chimie européenne a perdu 23,5 milliards de F en l'espace de deux ans et continue de perdre quotidiennement 10 millions de dollars (69 millions de F). Les surcapacités en outre sont considérables (entre 30 % et 40 % selon les évaluations). Des réductions de production ont déjà été opérées chez Hoechst, B.A.S.F. et I.C.I. mais sans grand succès.

I.C.I. et BP Chemicals ont même isolément cherché à s'entendre en se répartissant les tâches : le PVC (polychlorure de vinyle) à l'un, le Pbd (polyéthylène basse densité) à l'autre (le Monde daté 20-21 juin).

Mais trois semaines à peine après l'accord signé, le torchon brûle déjà entre les deux groupes. Le projet de dégrèvement fiscal que le gouvernement britannique s'apprête à faire voter aux Communes pour abaisser

le prix du gaz utilisé dans la chimie, place notamment BP Chemicals en position de force. La filiale de BP disposerait ainsi pour sa production d'éthylène d'une matière première deux fois moins chère (13 pence la thermie de gaz contre 33 pence pour l'équivalent de F de thermie naphtha). En revanche, il désavantagerait I.C.I., qui ne se sent pas exclusivement que de la chimie à immédiatement réagir et menacé, si le projet était adopté, de former complètement le complexe pétrochimique de Wilton-Tesside qui emploie 9 000 personnes et où est installé le superpétrocarburateur de 600 000 t/an dont il doit prendre le contrôle à 80 % aux termes des accords signés avec BP Chemicals.

Le groupe a d'autre part assigné le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher devant la Haute Cour britannique faisant notamment valoir que le projet de loi était contraire au traité de Rome.

De leur côté les groupes allemands, en raison de leur trop forte intégration, ne voient pas très bien comment ils pourraient se tirer d'affaire seuls et entraînent les pieds au nom du sacro-saint libéralisme.

En France, la situation est bloquée avec le refus d'Elf-Aquitaine de prendre en charge la restructuration de la chimie lourde, que Total est fermement résolu à abandonner.

Dans ces conditions, les négociations de Bruxelles sont un peu la rencontre de la dernière chance. Leur réussite est toutefois subordonnée à la bonne volonté commune mais aussi à l'agrément des dix pays membres de la C.E.E., pour éviter que toute action concertée ne se heurte à la barrière du fameux article 85 du traité de Rome réprimant les ententes.

Le cartel, si cartel il y a, pourrait dans une première étape se pencher sur les réductions urgentes de capacités qu'il conviendrait d'opérer dans l'industrie des matières plastiques, à savoir dans les cinq catégories les plus touchées : polyéthylène haute et basse densité, PVC, polystyrène et polypropylène. Mais verra-t-il jamais le jour ?

ANDRÉ DESSOT.

LES CABLES DE LYON  
PRENNENT LE CONTROLE  
D'UNE SOCIÉTÉ ALLEMANDE

Les Câbles de Lyon, filiale à 100 % de la C.G.E., ont conclu avec la société Kable Metall, un des quatre grands fabricants allemands de câbles, un accord aux termes duquel la société française prend le contrôle de la firme allemande, devenant ainsi le second producteur mondial de câbles derrière Pirelli et à égalité avec Philips, avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs (le Monde du 28 novembre 1981).

Les actionnaires de Kable Metall seront rémunérés pour partie en espèces (61 millions de deutschemarks, soit 164,7 millions de francs) et pour partie en actions des Câbles de Lyon, ce qui leur donnera environ 25 % du capital. Kable Metall, qui reste une société allemande, emploie cinq mille salariés et possède des usines en Argentine, au Brésil, au Ghana, au Nigeria, en Indonésie et aux États-Unis. Les Câbles de Lyon, six mille salariés, ont des unités en Grèce, au Liban et aux États-Unis.

CONJONCTURE  
LES INDUSTRIELS FRANÇAIS  
PRÉVOIENT UNE BAISSÉ DE  
5 % DU VOLUME DES INVESTISSEMENTS EN 1982

Les trois mille chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE au cours du mois de juin continuent de prévoir une baisse du volume de l'investissement en 1982, baisse qu'ils chiffrent à 5 % contre 7 % au mois de mars.

Ils envisagent, en effet, un accroissement de leurs dépenses d'investissements de 8 % en valeur entre 1981 et 1982 (contre 5 % prévus en mars) mais anticipent une hausse des prix des biens d'équipement acquis en 1982 de 14 % (contre 13 % prévus en mars). La baisse serait surtout sensible dans les petites entreprises. Dans les secteurs produisant des biens d'équipement, les chefs d'entreprise maintiennent leurs prévisions de mars : plus 10 % en valeur, ce qui correspond à une stagnation en volume dans la construction électrique et le matériel de transport (hors automobile) et à une nouvelle baisse dans la construction mécanique.

Dans les autres secteurs (biens de consommation et biens intermédiaires) la baisse serait plus forte, l'augmentation attendue de l'investissement n'étant que de 6 % en valeur.

La proportion d'entreprises pouvant réaliser tous les investissements jugés nécessaires a diminué au cours du premier semestre 1982, indique par ailleurs l'INSEE. Elle passe à 46 % contre 52 % en novembre 1981.

Ce taux, le plus bas enregistré depuis juin 1975 (42 %) est dû essentiellement à l'insuffisance des marges d'autofinancement.

## Faits et chiffres

## Automobile

● M. Shoichiro Toyota, président du groupe nippon Toyota, espère conclure le plus tôt possible les négociations engagées l'an dernier avec General Motors pour produire des voitures en commun.

M. Toyota, qui s'adressait, mardi 13 juillet, à la presse étrangère, a déclaré : « Nous voulons fournir aux clients américains des petites voitures de qualité et économiques ». Par ailleurs, M. Toyota a prédit que la demande mondiale d'automobiles augmentera d'environ 30 % au cours des années 90. Cette expansion sera particulièrement forte, selon lui, au Proche-Orient, en Afrique et en Amérique latine. Dans cette perspective, Toyota a l'intention d'étendre ses installations dans ces régions, a-t-il indiqué. — (A.F.P.)

● Les dirigeants de Nissan et de Volkswagen se rencontreront le 20 juillet à Tokyo. Ils devraient discuter d'un nouveau projet de coopération dans la production d'automobiles au Mexique, où chacun des deux groupes fabrique environ 100 000 voitures par an, a affirmé mardi 13 juillet le quotidien nippon Nihon Keizai Shimbun. Démentant cette information, un porte-parole du groupe japonais a déclaré que les discussions porteraient sur le projet, en cours, d'assemblage de voitures Volkswagen au Japon, lequel doit débiter à la fin de 1983. (A.F.P.)

● Les tarifs des modèles 1983 des marques allemandes Volkswagen et Audi, commercialisés en France à partir de fin juillet, augmenteront en moyenne de 2,8 %. Cette hausse ne concerne que les types de véhicules déjà existants. Les prix des nouvelles versions (Santana, gamme turbo diesel, nouvelle G.T.I.) seront fixés ultérieurement lors de leur commercialisation.

L'augmentation de 2,8 % respecte, selon VAG-France, le blocage des marges en valeur absolue imposé aux importateurs dans le cadre du plan de stabilisation des prix.

● Le chiffre d'affaires de Porsche devrait augmenter de 25 % au cours de l'exercice 1981-1982, qui se termine le 31 juillet, annonce le constructeur allemand d'automobiles de sport, atteignant le chiffre record de 1,45 milliard de Deutschmarks (3,91 milliards de francs environ). Porsche a également annoncé l'embauche de quatre-cent cinquante salariés, dont près de la moitié seront des ingénieurs et techniciens, ce qui portera à cinq mille trois cents cinquante ses effectifs.

## Affaires

● La société sidérurgique belge Cockerill Sambre a signé un accord de coopération technique avec le groupe japonais Nippon Steel pour la construction d'une ligne de production en continu de tôles à froid. Cet investissement de 3 milliards de francs belges (438 millions de francs français environ), accepté par le gouvernement et par la Commission de Bruxelles, fait partie du nouveau schéma industriel de Cockerill Sambre, société née de la fusion des entreprises sidérurgiques des deux grands bassins wallons : Liège et Charleroi.

## Conjoncture

● Forte augmentation du prix des matières premières importées par la France en juin. — Le prix en franc des matières premières industrielles importées par la France a augmenté de 5,5 % en juin dernier, à la suite de la dévaluation de 5,75 %

du franc le 12 juin, indique l'INSEE. Exprimé en devises, le prix des matières industrielles a en revanche diminué en moyenne de 2,5 %. — (A.F.P.)

## Energie

● Nouvelle baisse de la consommation de pétrole dans la C.E.E. La consommation de pétrole dans la C.E.E. a baissé de près de 6 % au premier trimestre de 1982. Les importations ont fléchi dans le même temps de 6,7 %. La dépendance de la Communauté vis-à-vis de son approvisionnement extérieur en énergie n'est plus que de 42,6 %, niveau le plus bas depuis 1963. Les dix ministres de la C.E.E. chargés de l'énergie ont donc constaté le 13 juillet à Bruxelles que la situation énergétique était plus favorable. L'effort ne doit toutefois pas se relâcher. Selon la Commission, en effet, les importations de pétrole de la C.E.E. en 1990 seront dans le meilleur des cas de 368 millions de tonnes, ce qui représentera encore 75 % de sa consommation et 32 % de la demande d'énergie.

## Etranger

JAPON  
● Excédent commercial en juin. — Le Japon a enregistré un excédent commercial de 1,66 milliard de dollars en juin 1982 contre 1,46 milliard en juin 1981, a annoncé lundi 12 juillet le ministre des finances japonais. Les exportations (11,72 milliards de dollars en juin 1982) ont baissé de 8,1 % en un an et les importations (10,05 milliards de dollars en juin 1982) de 11 % durant la même période. — (A.F.P.)

## DANS UN ENTRETIEN ACCORDÉ À L'A.F.P.

Il n'y a pas de secteurs condamnés  
mais seulement des technologies dépassées  
affirme M. Chevènement

« Je me tourne vers les entreprises pour leur dire : comptez d'abord sur vous-mêmes. Investissez dans l'intelligence. Pour être compétitif, il faut être inventif : le tiers des produits qui seront sur le marché dans cinq ans n'existent pas aujourd'hui. Branchez-vous sur la recherche dans les laboratoires publics, dans les centres techniques, dans les centres de recherche des entreprises nationales. Mettez-vous à l'effort de l'innovation et, au-delà, soignez la qualité industrielle. »

Dans un entretien qu'il a accordé le 13 juillet à l'Agence France-Presse, M. Chevènement, désormais ministre de la recherche et de l'industrie, souligne la complémentarité de ses deux ministères. Le « décloisonnement » de la recherche et de l'industrie passe notamment horizontalement par « une meilleure

liaison entre les pôles universitaires et les pôles industriels », pas « des grands programmes mobilisateurs », voire par des structures juridiques nouvelles.

Si M. Chevènement insiste sur l'innovation, comme son prédécesseur M. Dreyfus, il affirme « qu'il n'y a pas de secteur condamné, mais seulement des technologies dépassées ». Déjà plusieurs plans sectoriels ont été lancés (sidérurgie, textile, chimie, meuble, jouet). « Je dois recevoir dans les prochains jours, ajoute M. Chevènement, les rapports de missions que j'avais lancées en tant que ministre de la recherche sur la mécanique, la chimie et l'agro-alimentaire.

« Je n'oppose donc pas les secteurs « traditionnels » et les industries « de pointe ». C'est toute l'industrie qui doit être revitalisée. C'est elle qui a subi le choc le plus dur de la crise depuis 1974. C'est elle qui doit désormais se retrouver au cœur de nos priorités. C'est vers elle qu'il faut d'abord canaliser l'épargne nationale. Un emploi industriel crée trois emplois dans les services. Il faut donc restaurer dans les mentalités et dans les comportements la valeur du travail productif et de l'initiative industrielle. »

La France, dit encore M. Chevènement, peut rester ou redevenir, à l'exemple du Japon, un généraliste de la production industrielle.

Le ministre revient sur cette nécessité de mobiliser l'épargne. « La tradition française, c'est de mettre son argent dans la pierre ou dans le foncier plutôt que dans l'industrie. On ne dira jamais assez combien cette tradition est néfaste. De nouveaux instruments financiers — convertibles, obligations convertibles — doivent être créés, contre la location de fonds propres pour favoriser l'investissement de capital à risque dans les P.M.I. — pourraient permettre de renverser les comportements d'épargne. Cela dit, l'état d'esprit des banques aussi — sans parler des assurances — doit évoluer profondément en faveur de la prise de risque industrielle. »

Interrogé enfin sur la gestion des entreprises nationalisées, M. Chevènement estime que celles-ci « doivent jouer d'une grande autonomie de gestion. Plus que d'autres sans doute, les entreprises nationales doivent intégrer à leurs stratégies les exigences de la solidarité nationale, qui sont aussi celles de l'avenir. (...) L'économie française doit marcher sur deux jambes : l'impulsion publique et l'initiative privée ».

## ÉNERGIE

Pour financer  
le gazoduc eurosibérienDES BANQUES  
OUEST-ALÉMANDES PRÊTENT  
2,8 MILLIARDS DE DM  
À L'U.R.S.S.

Un accord de crédit portant sur 2,8 milliards de DM (7,5 milliards de francs) a été signé mardi 13 juillet à Leningrad entre le gouvernement soviétique et un consortium de banques ouest-allemandes pour financer des équipements nécessaires à la construction du gazoduc euro-sibérien.

Le communiqué de la Deutsche Bank, qui préside le consortium, précise que le financement pourra être porté à 4 milliards de DM (11 milliards de francs) d'ici fin 1982 en « fonction des commandes supplémentaires qui pourront être passées à des entreprises de la R.F.A. ». En effet, jusqu'à présent les compagnies ouest-allemandes n'ont obtenu que 1,5 milliard de DM de commandes contre les 10 espérés. Le taux pratiqué et les termes de l'emprunt seraient, bien qu'ils n'aient pas été précisés, respectivement de 7,8 % et de huit ans, apprend-on de source allemande.

Cette convention, qui concrétise un accord de principe intervenu en juillet 1981, s'oppose aux décisions d'embargo prises par le président Reagan et récemment approuvées devant la commission des affaires étrangères du Sénat par M. George Shultz, secrétaire d'Etat désigné. L'embargo, qui risque de paralyser les livraisons de turbines et de compresseurs de la firme A.E.G. notamment, ne devrait pas empêcher les livraisons de gaz dans les délais prévus. Selon M. Otto Wolf, président de la chambre allemande du commerce et de l'industrie.

## NEW-YORK

## Consolidation

Après cinq séances de hausse ininterrompue, dont deux marquées par une très forte progression des cours, Wall Street a, mardi, marqué le pas. D'abondantes ventes bénéficiaires se sont produites, contrainignant le marché à se replier après une nouvelle avance initiale. Mais, dans l'ensemble, elles ont été bien absorbées et, en clôture, l'indice des industriels s'établissait à 824,19 soit à 0,67 point seulement en dessous de son niveau précédent. Par solide, toutefois, les baisses (749) ont été un peu plus nombreuses que les hausses (651).

Autour du « Big Board », les avis étaient assez partagés sur la conduite à tenir. L'annonce d'une forte baisse (1,5 %) des ventes au détail en juin, témoignait, pour certains, de la faiblesse persistante de l'économie américaine, les engageant ainsi à redoubler de prudence. D'autres, pour lesquels le facteur n'était pas déterminant, se montraient assez optimistes mais regrettaient que la réserve fédérale n'ait pas encore pris de mesures pour assouplir sa politique de crédit après trois semaines de désescalade inflationniste.

VALEURS	Cours du 13 juillet	Cours du 14 juillet
Alcoa	24 1/4	24 1/4
A.T.T.	83	83
Boeing	17 1/2	17 1/2
Chrysler	38 1/4	38 1/4
General Electric	75 1/4	75 1/4
IBM	21 1/4	21 1/4
Intel	22 1/2	22 1/2
Johnson & Johnson	27 3/8	27 3/8
Kodak	25 3/4	25 3/4
McDonald	24 1/2	24 1/2
Merck	23 1/2	23 1/2
Motorola	21 1/4	21 1/4
Philips	56 1/2	56 1/2
Schlumberger	38 3/4	38 3/4
Texas Instruments	27 1/2	27 1/2
U.S. Steel	18 5/8	18 5/8
Union Carbide	43 1/2	43 1/2
Westinghouse	18 3/8	18 3/8
Xerox Corp.	31 7/8	31 7/8

## PAYS-BAS

● Hausse du chômage aux Pays-Bas. — Le nombre de chômeurs aux Pays-Bas a dépassé le demi million pour s'établir au 30 juin à 521 600 soit 11,6 % de la population active, selon les chiffres provisoires publiés le 13 juillet par le ministère néerlandais des affaires sociales. — (A.F.P.)

## R.F.A.

● Hausse des prix de 1 % en juin. La hausse des prix en Allemagne fédérale a atteint 1 % au mois de juin, contre 0,6 % en mai, a annoncé lundi 12 juillet l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Sur un an, la hausse de prix est de 5,8 % en juin, contre 5,3 % en mai et 5 % en avril.

Selon le ministre fédéral de l'économie, le taux de juin, inhabituel pour la R.F.A., est accidentel. Il est dû essentiellement à une série de hausses appliquées le mois dernier, notamment sur les carburants, le tabac et certains produits alimentaires. — (A.F.P.)

## Social

● Fin de la grève de la faim du secrétaire du Syndicat de lutte des travailleurs (S.L.T.) à Unions-Dunkerque. L'inspection du travail a refusé, mardi 13 juillet, d'autoriser la direction d'Unions-Dunkerque à licencier M. Flatschler pour « interruption de travail sans motif valable » et « obstruction du travail ». M. Flatschler observait depuis le 29 juin une grève de la faim pour protester contre son licenciement, après qu'il eut dénoncé, à la suite d'un accident du travail, les responsabilités de la direction.

REVUE sous les syndicats  
pour un accord d'entreprise

Le syndicat des enseignants de la région de Paris a obtenu un accord d'entreprise avec la direction de l'enseignement public. L'accord prévoit une augmentation de 3 % des salaires et la mise en place d'un système de primes liées aux résultats de l'enseignement.

Les syndicats de la région de Lyon ont obtenu un accord d'entreprise avec la direction de l'enseignement public. L'accord prévoit une augmentation de 2 % des salaires et la mise en place d'un système de primes liées aux résultats de l'enseignement.

Le syndicat des enseignants de la région de Marseille a obtenu un accord d'entreprise avec la direction de l'enseignement public. L'accord prévoit une augmentation de 2,5 % des salaires et la mise en place d'un système de primes liées aux résultats de l'enseignement.

Les syndicats de la région de Toulouse ont obtenu un accord d'entreprise avec la direction de l'enseignement public. L'accord prévoit une augmentation de 2 % des salaires et la mise en place d'un système de primes liées aux résultats de l'enseignement.

Le syndicat des enseignants de la région de Bordeaux a obtenu un accord d'entreprise avec la direction de l'enseignement public. L'accord prévoit une augmentation de 2 % des salaires et la mise en place d'un système de primes liées aux résultats de l'enseignement.

Les syndicats de la région de Nantes ont obtenu un accord d'entreprise avec la direction de l'enseignement public. L'accord prévoit une augmentation de 2 % des salaires et la mise en place d'un système de primes liées aux résultats de l'enseignement.

Le syndicat des enseignants de la région de Lille a obtenu un accord d'entreprise avec la direction de l'enseignement public. L'accord prévoit une augmentation de 2 % des salaires et la mise en place d'un système de primes liées aux résultats de l'enseignement.



## SOCIAL

### RENAULT : tous les syndicats signent un nouvel accord d'entreprise

Tous les syndicats ont décidé de signer le nouvel accord d'entreprise Renault. L'approbation de la C.G.T. est particulièrement significative. Dans l'ensemble, a déclaré M. Gilbert Lebescon, secrétaire de la coordination des syndicats C.G.T. de la Région, cette organisation considère que le nouveau texte « enrichi de nombreuses modifications relatives aux congés, aux conditions de travail, au « suivi » des carrières, à la formation, etc. » constitue « une avancée positive ». Il comporte, en effet, une quarantaine d'améliorations, qui résultent le plus souvent des acquis obtenus à la suite des grèves des O.S. à Billancourt et à Flins.

C'est surtout pour l'affichage obligatoire des cadences de travail au nombre de pièces : lors des récents conflits, les grévistes avaient obtenu cette modification, qui est maintenant étendue à tous les établissements de la Région, comme aussi la faculté d'accueillir la cinquième semaine au congé principal pour les travailleurs immigrés et celle de capitaliser sur plusieurs années la cinquième semaine et les congés d'ancienneté. Une possibilité d'accord plus favorable existe en outre au niveau des établissements.

Concernant la famille, plusieurs améliorations sont apportées : le congé de maternité est porté de seize semaines à dix-huit semaines (voire à vingt semaines dans le cas d'une grossesse difficile) ; le congé d'adoption de dix semaines à douze semaines ; la prime de naissance passe de 1 000 F à 1 500 F, etc. Sur le plan de l'emploi, la direction s'engage à établir un plan de carrière des agents de production et des P.I. avec publication des postes disponibles. De même, un plan de formation professionnelle sera établi au plus près des besoins collectifs dans chaque secteur, en liaison avec la hiérarchie et le personnel concerné. Les éléments nécessaires à la préparation de ce plan de formation seront décentralisés au maximum pour intégrer les besoins de formation individuelle, notamment

ceux liés au système de carrière des O.S.

Pour le personnel âgé, les jours de congé de préretraite pourront être utilisés à un stage de préparation à la retraite d'une durée de deux jours maximum, dont les frais seront pris en charge par l'entreprise. Les modalités du départ en retraite seront discutées lorsque les textes légaux seront votés. Il en va de même pour la politique salariale. Quant aux négociations sur la durée du travail pour 1983, elles seront examinées dès le quatrième trimestre 1982, dans le cadre de groupes de travail direction-syndicats. C'est également au sein de tels groupes de travail que sera discuté le problème du droit d'expression des travailleurs dans l'entreprise : une première réunion aura lieu le 20 juillet.

#### C.G.T. :

##### « Pas de chèque en blanc »

Tout en se félicitant de ces acquis, qui sont « une bonne voie pour préparer des négociations saines et efficaces », M. Lebescon a émis quelques réserves : « Nous revendiquons, a-t-il dit, le respect des engagements pris en matière salariale. Certes, 6,5 % d'augmentation ont été obtenus pour le premier semestre de 1982, ce qui n'est pas négatif. » Faisant allusion à un précédent accord prévoyant 2,5 % d'augmentation au 1<sup>er</sup> août et 2,5 % au 1<sup>er</sup> octobre avec mise à niveau, le dirigeant cégétiste a déclaré : « Nous veillerons à ce que la direction applique rigoureusement ces dispositions, ainsi que la prime de 380 F en septembre. Notre signature ne peut donc être interprétée comme une sorte de chèque en blanc accordé à la direction sur le blocage des salaires, et pas davantage sur les insuffisances des grands dossiers sociaux, que la direction n'a pas véritablement inscrits dans le rôle nouveau de la nationalisation. »

J. B.

### SYNDICATS ET PARTIS DE LA MAJORITÉ DÉSAVOUENT L'INCENDIE DU CHATEAU DE LA BUCHÈRE

Les fédérations de la métallurgie F.O. et C.G.C. ont condamné, mardi 13 juillet, les actes de violence perpétrés par des sidérurgistes de la Chiers, et notamment l'incendie du château de la Buchère (et non de Buchères, comme nous l'avons écrit hier par erreur), près de Vireux-Molhain (Ardennes), appartenant à une filiale d'Usinor.

La fédération F.O. refuse de « cautionner ces actes de violence. Toutes les exactions, quelles qu'elles soient les formes, ne peuvent et ne devraient pas se référer à F.O. ». Elle souhaite par ailleurs que des négociations s'engagent sans tarder afin de dégager des solutions humaines aux problèmes des travailleurs. De son côté, la fédération de la métallurgie C.G.C. tient à « dénoncer l'exploitation d'une action condamnable qui est celle de l'incendie volontaire du château de la Buchère » en précisant que la fédération « ne peut en aucun cas être impliquée dans cette action qui s'oppose à l'indépendance du gouvernement, la C.G.C. demande « de prendre en considération la juste revendication de la population ardennaise » et affirme qu'elle le rendra « directement responsable d'une dégradation du climat social dans cette région ».

Enfin, la fédération des Ardennes du P.S. condamne « sans restriction aucune » l'incendie « criminel », estimant dans un communiqué que

« les inquiétudes légitimes d'une population menacée dans sa vie quotidienne ne sauraient trouver satisfaction dans des actions désespérées de violence ou de terreur qui portent atteinte à la démocratie et nourrissent le germe de la dictature ». La fédération réclame aux pouvoirs publics des mesures d'urgence de solidarité.

De son côté, l'Humanité qui attribue la responsabilité des actes de violence à l'intersyndicale (C.F.D.T., C.G.C., F.O.) indique que l'intersyndicale C.G.T. et le syndicat C.G.T. de Vireux-Molhain démarquent « avec force des événements intervenus lundi », le journal signale également la désapprobation formulée par la fédération du parti communiste des Ardennes.

● Libération du directeur de la briquetterie Lafarge de Monsempren-Libos (Lot-et-Garonne). Retenu depuis le lundi 12 juillet, le directeur a été libéré mardi 13 vers 16 heures, après-on de source syndicale. Les deux cent trente salariés continuent l'occupation de l'usine, tandis qu'un délégué syndical tente de négocier pour obtenir la suspension du plan de restructuration, « qui prévoit quatre-vingts licenciements ».

## AGRICULTURE

### M. MOULIAS, NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ONIC

Directeur adjoint du cabinet de Mme Edith Cresson, M. Jean Moulias a été nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC). Il succède à ce poste à M. Henri Corson, qui vient d'être nommé P.-D. G. de la Banque régionale de l'Ain, et qui occupait cette fonction depuis 1975.

[Entré au ministère de l'Agriculture à la sortie de l'ENA en 1964, M. Moulias est affecté en 1966 au secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Conseiller technique au cabinet de Jacques Duhamel, ministre de l'Agriculture, (juillet 1969-novembre 1970) adjoint, puis délégué pour les affaires agricoles européennes à la représentation permanente de la France auprès des Communautés (février 1972 à 1976), M. Moulias sera nommé sous-directeur des productions végétales au ministère de l'Agriculture, puis, en 1977, chef du service de la production et des marchés. Il était entré au cabinet de Mme Cresson en mars dernier.]

### DOUBLEMENT DE L'EFFORT DES EMPLOYEURS EN FAVEUR DE LA FORMATION INDIVIDUELLE

Les partenaires sociaux ont fait état, mardi 13 juillet, de progrès dans la discussion sur l'actualisation de l'accord de 1970 sur la formation professionnelle, notamment en ce qui concerne le droit au congé individuel de formation.

Ainsi, les employeurs doubleront leur effort en y consacrant 0,10 % (au lieu de 0,05 % prévu au début des discussions) de leur contribution globale à la formation, qui est de 0,9 % de la masse salariale, compte tenu du 0,2 % prélevé par l'Etat pour l'insertion professionnelle des jeunes. Ceci représenterait environ 600 millions de francs, qui seraient recueillis par un nouvel organisme national de coordination et d'agrément restant à créer, et permettraient, selon les calculs des syndicats, de doubler le nombre des bénéficiaires, qui passerait de cinquante mille à cent mille.

## PLAN

### Du bon usage de la rigueur

#### II. — Vivre désormais à l'heure contractuelle

par MICHEL ROCARD (\*)

Il nous faut une politique qui réponde à ces deux priorités : l'emploi et l'investissement productif (Le Monde du 14 juillet). Est-il possible d'y satisfaire en même temps ? Il est raisonnable de le penser.

Aurons-nous les ressources financières suffisantes pour une telle politique ? Oui, si nous ne nous enfermons pas dans une fausse alternative : rigueur ou laxisme. Les latitudes que nous nous donnerons doivent correspondre à la satisfaction des priorités. Mais il n'est possible ni de se battre sur tous les fronts à la fois, celui du franc et celui des équilibres internes, ni de choisir simultanément une politique monétaire souple et une politique budgétaire flexible. Les risques inflationnistes et les risques de dépréciation cumulative de la monnaie deviennent alors trop lourds.

Nous devons choisir, et choisir en fonction d'options à long terme qu'éclaireront les travaux de planification, et non en fonction de réactions conjoncturelles. Un développement général de l'activité, avec une forte composante de demande interne, se traduit inévitablement par un déséquilibre temporaire de la balance commerciale. Dans ces circonstances, la rigueur budgétaire doit être notre ligne, sous la seule réserve — unique mais décisive — qu'elle ne sacrifie pas la priorité donnée au développement des capacités de notre appareil de production. Il faudra, dans cette perspective, devenir capables de distinguer, dans le prélèvement sur la production intérieure brute, ce qui revient à l'Etat ou au budget social de façon obligatoire et ce qui correspond à une réaffectation dans le secteur productif. L'on pourrait alors imaginer que le gouvernement s'engage à ce que la première part (budget et finances sociales) s'augmente pas pour les trois années à venir. Dès lors, un déficit budgétaire de 3 à 4 % de la production intérieure brute deviendrait acceptable et pourrait dégager une marge de manœuvre importante affectée exclusivement au secteur productif.

La stratégie pour l'emploi passe donc par le renforcement et l'adaptation de l'appareil productif. Appareil productif au sens large, c'est-à-dire les secteurs où va se forger l'avenir industriel du pays et le tertiaire de pointe, notamment lié aux techniques de communication et de loisir.

Or l'appareil productif français a vieillit. Son équipement précédent, il s'est dangereusement fissuré, faute d'une stratégie industrielle, faute d'une volonté. Une politique industrielle est aujourd'hui, pour la France, une nécessité vitale. Les nationalisations vont devoir intervenir sélectivement dans la relance de l'investissement. Mais pour qu'elles le puissent, des sacrifices budgétaires sur les fonctions classiques de l'Etat seront nécessaires, car elles ont dramatiquement besoin de fonds propres. De la même manière, cela implique une politique de tarification au coût réel, pour que les entreprises publiques dégagent les moyens de leur autofinancement. Là aussi, il s'agit pour gouverner mieux d'administrer moins. La technique du contrat de Plan doit permettre, à ces mesures, en confrontant la stratégie à long terme de l'entreprise et les priorités du Plan, de servir l'intérêt national.

#### Des choix difficiles

Mais la procédure du contrat ne peut pas se résumer à l'octroi d'aides, fussent-elles mieux adaptées et plus efficaces, et une politique industrielle ne se réduit pas à l'utilisation de grandes entreprises industrielles, fussent-elles nationalisées et plus performantes. Le cœur du problème est dans la construction d'un environnement favorable à l'industrie et au secteur productif : moins d'aides, plus de souplesse, et la restauration des marges nécessaires à l'autofinancement. A quoi, en effet, servirait d'assécher les fonds budgétaires et bancaires au service d'une industrie devenue une assistée permanente, si ce n'est à déplacer le problème sur le financement global de l'économie, où nous savons que les marges sont quasiment nulles ?

Le centre de la difficulté est là : si l'on veut créer de la richesse pour développer l'emploi, il faut que la société française soit capable à la fois de restaurer davantage de profits dégagés par les activités productives et de trouver un accord en son sein sur la manière de l'affecter entre la consommation, la protection sociale et l'investissement industriel et tertiaire. C'est la responsabilité du pouvoir politique que de proposer au pays des choix, dans ce domaine comme dans les autres.

S'agit-il d'une austérité imposée ? Toute rigueur aurait-elle nécessairement les mêmes effets ?

Une telle myopie est étonnante, car, sur trois points décisifs, les options qu'il me semble nécessaire de prendre sont antagoniques avec ce que fut, par exemple, la politique de Raymond Barre :

— De tels choix ne peuvent relever que d'un accord global entre les catégories sociales et les forces politiques à l'œuvre dans la société (rapport et non du seul libre arbitre des chefs d'entreprise ;

— La rigueur de ces choix n'est acceptable qu'au prix d'avantages effectifs dans d'autres champs de la vie sociale : le Plan doit être le lieu de leur détermination ;

— Enfin, il ne s'agit pas de défendre la monnaie à tout prix par des moyens qui affaiblissent notre appareil de production, ce dont le franc ne se remettrait pas, mais de défendre la productivité de notre appareil de production pour limiter tout à la fois l'inflation et le déficit extérieur et, par là, défendre la monnaie nationale.

L'esprit de sérieux et de continuité baptisé rigueur est nécessaire à l'application de toute politique. Il ne suffit pas, pour autant, d'en définir le contenu.

Une telle démarche refuse notamment de s'accommoder du chômage comme d'un mal nécessaire et inévitable, durant tout le temps requis pour remettre sur pied l'appareil industriel. Elle n'accepte pas de le considérer comme le soldo incompressible des grands équilibres économiques, seulement anesthésié — mais à quel coût économique et social ! — par les allocations de l'Etat bienfaiteur.

Or il est illusoire de croire que la résorption du chômage peut résulter rapidement d'un effort industriel, fût-il colossal et volontaire. Ce que cet effort garantit, ce sont des emplois de l'avenir, et la probabilité raisonnable que les mutations rendues inévitables par les évolutions technologiques et économiques à l'échelle de la planète pourraient non seulement se faire sans drame, mais peut-être même être anticipées.

Dans l'immédiat, il n'y a pas d'autre moyen efficace et rapide d'obtenir des résultats probants dans la lutte pour l'emploi qu'une avancée audacieuse dans le partage du travail. Mais ces créations d'emploi n'apparaîtront possibles qu'à la condition expresse de ne pas sacrifier productivité et marges des entreprises : s'il s'agit bien de créer des emplois pour ceux qui en ont actuellement privés et en même temps de disposer pour soi-même de davantage de temps libre, alors cela implique que les heures ainsi dégagées soient compensées de manière dégressive, dans un processus négocié collectivement, voire individuellement, comme le temps choisi.

Ces choix difficiles, qui conduisent à modérer le développement de la consommation des ménages et des équipements collectifs, ne peuvent être que le fait d'une société pleinement adulte et responsable de son avenir. Ils doivent donc s'accompagner d'une profonde modification des rapports sociaux dans les entreprises.

Il ne s'agit pas seulement de raisonner en termes de contrepartie. La production moderne appelle pour elle-même, pour son efficacité, souplesse et initiative, et demande toujours plus d'intelligence. Il faudra que les entreprises acceptent de vivre désormais à l'heure contractuelle. L'indépendance des parties n'est pas en cause. Mais il n'y aura de société négociée que si les partenaires sociaux savent se reconnaître dans leur légitimité réciproque. Les entrepreneurs doivent comprendre que la solidarité dans l'entreprise ne peut se décréter, mais doit naître de la reconnaissance réciproque. Les syndicats doivent comprendre que la création de nouveaux emplois exige des entrepreneurs performances.

La société française doit assumer le fait qu'il n'y aura de mobilisation industrielle et d'effort collectif que derrière des organisations syndicales et patronales fortes et respectées.

Notre pays n'est pas une terre d'exportation pour le rêve japonais. Seule la négociation contractuelle peut permettre de fixer les règles du jeu pour tous les acteurs. Il faut qu'il y ait respect du système des valeurs de l'autre pour que chacun des partenaires préserve son identité tout en dégageant un domaine com-

mun : celui du progrès de la collectivité. Les droits nouveaux des travailleurs s'inscrivent dans cette perspective. Non moins importantes sont pour la population les transformations que sera appelé à connaître l'ensemble du système éducatif et de formation et les perspectives qu'ouvrira un temps libéré et mieux maîtrisé.

#### Maîtriser les transferts sociaux

L'organisation des rapports sociaux contractuels, une meilleure participation des travailleurs aux choix économiques, sont les conditions d'une meilleure maîtrise des transferts sociaux, pierre d'achoppement sur laquelle pourrait buter la politique économique du gouvernement si elle échouait à prendre en compte cette donnée de fond. Aujourd'hui, notre système de transferts sociaux est marqué par deux évolutions majeures. D'une part, une croissance de la dépense plus rapide que celle de la production intérieure brute, qui pose à relativement court terme le problème du financement. D'autre part, et paradoxalement, un effet « contre-redistributif », en raison de l'insuffisante sélectivité des prestations.

Le premier phénomène, s'il devait se perpétuer, rendrait inopérante toute politique de relance, notamment par l'investissement, en raison de l'accroissement des charges qui en résulteraient pour les entreprises. Il faut donc parvenir, autant qu'il est possible, à un rythme de progression de la dépense sociale proche de celui du PIB (produit intérieur brut). En raison de leur poids, c'est dans le domaine des dépenses de santé qu'un tel objectif doit être recherché en priorité. Il n'y a pas d'autre voie pour y parvenir qu'une réforme de la gestion hospitalière, qui passe sans doute par la décentralisation des décisions pour ces dépenses, avec l'implication des décideurs locaux, et notamment des collectivités territoriales. De même faut-il sans doute envisager une remutualisation partielle du risque, à l'exclusion des cas graves, pour lesquels la gratuité doit rester totale.

En un mot, les Français doivent devenir plus conscients du coût de leur protection sociale : il ne s'agit pas de soigner moins pour dépenser moins, mais de dépenser moins en soignant autrement, par un effort prioritaire de prévention et l'accentuation des soins à domicile, en refusant la tendance à la médicalisation ou à l'« hospitalocentrisme ».

Le second phénomène — la redistribution à rebours — ne peut se perpétuer sans risque d'explosion sociale et financière. Il est temps que se mettent en place des politiques plus discriminantes, par exemple en matière familiale ou en ce qui concerne l'enchevêtrement des régimes complémentaires et surcomplémentaires.

Il n'y aura de politiques plus sélectives que si elles sont négociées et concertées, afin de maîtriser la dépense sociale et de la rendre plus efficace. Par exemple, des contrats d'objectifs avec les hôpitaux publics et les associations prenant en charge une médecine différente permettront d'économiser le coût de soins lourds.

Encore faut-il que le pays y soit prêt. Car reconnaître la priorité de l'objectif que représente la création d'emplois par le développement industriel doit conduire à accepter un ralentissement de la croissance des dépenses sociales et à choisir les moyens nécessaires pour leur donner plus d'efficacité. Ce n'est assurément pas un choix facile, car il peut remettre en cause certains acquis. Mais y a-t-il aujourd'hui des choix faciles ? Et qui peut raisonnablement croire qu'il soit possible de sortir d'une situation de crise en douceur et sans sacrifices ? L'essentiel — et ce n'est pas mince — est que le cap soit gardé.

#### Relancer l'Europe

Une France capable de répondre aux défis technologiques et d'anticiper les emplois de demain, une société plus négociée et plus solidaire, tels seront en particulier les enjeux fondamentaux du IX<sup>e</sup> Plan.

Un enjeu de cette taille ne concerne pas que la France. L'investissement des responsabilités planétaires avec la multiplication des conflits locaux et, par là-même, des risques de guerre, dans un

contexte où le rapport des forces Est-Ouest n'est plus aussi équilibré qu'auparavant, confère à l'Europe une responsabilité particulière au plan international.

L'Union soviétique, patiemment, renforce sa puissance. Elle tente l'encerclement par la périphérie, car les démocraties occidentales se révèlent incapables de prendre en charge le défi de l'extrême pauvreté du tiers-monde et son lent enfoncement dans la misère.

Aujourd'hui, beaucoup de nations jeunes se tournent vers l'Est comme vers une carte forcée. L'indifférence, voire le mépris, manifestés par la plupart des nations riches pour le monde pauvre contribuent à discréditer toute solution démocratique et progressiste de développement.

C'est de l'Europe, une Europe ouverte aux préoccupations propres du développement de chaque pays, une Europe qui s'engagerait résolument dans la voie du codéveloppement que peut venir une redistribution des cartes. Plutôt que de négocier, interminablement et médiocrement, ses intérêts nationaux agricoles, sidérurgiques ou budgétaires autour du tapis vert, au cours de marchandages où se perd l'identité commune, l'Europe devrait relancer ce qui a fait son honneur et sa force : un ensemble de valeurs, un mode de vie, une manière d'appréhender l'avenir et de valoriser son passé.

En un mot, on a certainement eu tort de ne vouloir construire l'Europe qu'à partir des politiques économiques, qui, presque naturellement, sont l'occasion de l'apparition d'intérêts divergents alors que l'identité culturelle des Européens demande à se traduire en termes politiques, diplomatiques, et de défense. Cela suppose une orientation commune vers l'indépendance industrielle, technologique et militaire, au sein de l'alliance atlantique.

L'histoire enseigne que les grands ensembles politiques se sont construits autour de l'unité monétaire : là sont sans doute les voies d'une meilleure appréhension de notre destin commun, à condition d'avoir suscité autour de l'Europe une adhésion et une attente, dans la ligne de la relance de l'Europe sociale qu'avait définie, dès le 10 mai 1981, le président Mitterrand.

Mais pour assumer la construction de l'Europe, il faut pour la France être forte, se situer à la pointe du progrès technique, affirmer son indépendance sur le plan économique. Notre projet industriel est, à cet égard, plus que jamais la condition de la relance : de même, notre maintien au sein du S.M.E. constitue un signe clair de notre volonté européenne. Mais il a pour condition une politique de rigueur économique allée à la volonté industrielle et à l'imagination sociale.

#### Un redoutable défi

Il y a, dans tout cela, pour la gauche et pour la France un redoutable défi. Le choc créé par la victoire de François Mitterrand, il y a quatorze mois, a libéré d'immenses forces de revendications, d'aspirations catégorielles, dont chacune est parfaitement légitime en elle-même, mais qui, toutes ensemble, sont impossibles à satisfaire simultanément. Car l'élection d'un socialiste à la présidence de la République n'a pas effacé, comme par magie, la réalité de la crise.

Il faut donc faire avec. Il faut donc à la fois montrer que la gauche reste fidèle à ses espérances et convaincre que, pour autant, elle ne peut pas répondre immédiatement à l'addition des besoins qui s'expriment.

La rigueur est moins une volonté qu'une donnée. Subie, elle ne peut conduire qu'à l'insatisfaction et à l'amertume.

Au contraire, la rigueur assumée peut être l'occasion d'une nouvelle dynamique sociale, du renforcement des solidarités entre les différentes catégories de la population, condition indispensable de l'effort collectif qui peut seul créer les conditions de l'expansion retrouvée. Il revient au gouvernement de montrer la voie de cet effort, d'indiquer clairement les règles du jeu, de s'y tenir fermement et de le faire respecter par tous avec toute l'autorité dont il dispose. Nos chances de succès dépendent de notre capacité de convaincre. Pour choisir ensemble la rigueur et l'imagination. Pour choisir ensemble l'espoir et la raison.

(\*) Ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire.

FIN



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2-3. LA GUERRE AU LIBAN — M. Schultz souhaite qu'un règlement « satisfasse les ambitions politiques des Palestiniens ».

— M. Sartori, conseiller de M. Aron, lance un appel aux « Israéliens de bonne volonté ».

### 3. AMÉRIQUES

— ARGENTINE : la junte militaire est réévaluée.

— NICARAGUA.

### POLITIQUE

4. Les travaux de l'Assemblée nationale.

5. La décentralisation outre-mer.

6. La célébration du 14 juillet.

### ARTS ET SPECTACLES

7. L'art de Paris : les visions débattues.

7-8-9. JAZZ : comment Gillespie est devenu Dizzy ; Money, un opéra de Georges Grunz et Lefki Jones.

12. RADIO-TÉLÉVISION. A voir : « Espèce de Vieux », sur TF1.

### SOCIÉTÉ

15. JUSTICE. A Marseille, M. Montaldo a été entendu, à sa demande, par les policiers chargés de l'enquête sur les faux factures.

— MÉDECINE.

16. LÉGION D'HONNEUR.

17. ENVIRONNEMENT. Comment lutter contre la pollution atmosphérique des autres.

17. SPORTS. Tour de France : course plus homogène.

### ÉCONOMIE

18. AFFAIRES. — Il n'y a pas de secteurs condamnés, mais seulement des technologies dépassées, affirme M. Chevènement.

19. SOCIAL.

— Renault : tous les syndicats signent le nouvel accord d'entreprise.

RADIO-TÉLÉVISION (12) INFORMATIONS - SERVICES - (17) :

Mode : Journal officiel ; Météorologie ; Jeux ; Mots croisés.

Carnet (6) ; Programmes spectacles (13-14).

## LES SUITES DE L'« AFFAIRE CALVI »

Trois experts laïcs vont examiner les liens entre la banque Ambrosiano et l'Institut dirigé par Mgr Marcinkus

De notre correspondant

Rome. — Première décision officielle du Vatican depuis le début de l'affaire Calvi : la secrétaire d'État a décidé de nommer trois experts pour examiner les rapports entre la banque Ambrosiano, dont M. Calvi était président, et l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), dirigé par Mgr Marcinkus. La décision a été annoncée dans un communiqué publié mardi 13 juillet et repris sans commentaire par Radio-Vatican. Le texte en est le suivant : « À la suite de l'affaire relative aux rapports entre l'IOR et la banque Ambrosiano et des doutes éveillés, le cardinal secrétaire d'État, après avoir pris contact avec Mgr Marcinkus, président de l'IOR, et soulevé, à la demande de celui-ci, la possibilité de requérir la collaboration de certains experts du monde financier international, désignés par lui et responsables devant lui, pour recevoir des suggestions et des conseils ».

Les trois experts désignés par Mgr Casaroli, secrétaire d'État, la plus haute autorité de l'Église après le pape, sont M. José

Brennan, ancien président de l'Emigrant Savings Bank de New York ; Carlo Corbelli, financier romain, et Philippe de Wech, ancien président de l'Union des banques suisses.

C'est là une décision qui n'a aucun précédent dans l'histoire des finances vaticanes : ce monde très secret n'a jamais été soumis aux investigations d'experts étrangers à l'Église. Jusqu'à présent, l'IOR jouissait d'une autonomie au sein de l'Église, n'étant pas placé sous le contrôle de la préfecture économique du Saint-Siège, qui doit coordonner et surveiller les organismes financiers du Vatican, il n'avait de comptes à rendre qu'au pape.

Avec la nomination de ces trois experts s'opère une sorte de glissement de pouvoir. Mgr Casaroli, qui les a désignés, opère en fait une reprise en main de l'IOR, qui n'est peut-être qu'une préface à d'autres évolutions. Même si, officiellement, c'est aussi à la demande de Mgr Marcinkus que le Saint-Siège a fait appel aux experts.

Ph. P.

## EN ESPAGNE

M. Lavilla succède à M. Calvo Sotelo à la tête du parti gouvernemental

De notre correspondant

Madrid. — Le parti gouvernemental U.C.D. (Union de centre démocratique) a, depuis le mardi 13 juillet, un nouveau président, M. Landelino Lavilla, qui doit tenter d'empêcher le parti d'éclater à quelques mois des élections générales.

M. Lavilla, quarante-sept ans, démocrate-chrétien, avait jusqu'à présent été ministre de Justice et actuel président du Congrès des députés, a posé ses conditions avant de succéder à M. Calvo Sotelo, qui, incapable de résister fin aux querelles de l'U.C.D., a demandé sa démission la semaine dernière. M. Lavilla a obtenu les pleins pouvoirs pour nommer le secrétaire général du parti et proposer les membres du comité chargé de dresser les listes des candidats aux prochaines élections qui seront sans doute avancées à l'automne.

On s'attend, d'autre part, à un renouveau ministériel, à la suite de cette ultime tentative de l'U.C.D. pour éviter une débâcle électorale

sera peut-être insuffisante. Le ministère de Justice, les ministères à la discrétion du parti au pouvoir. L'ancien premier ministre, M. Adolfo Suarez, qui a vainement tenté de reprendre le contrôle de l'U.C.D., pourrait envisager de former son propre parti.

De son côté, M. Fraga, leader de l'Alliance populaire (droite), a accueilli avec satisfaction la désignation de M. Lavilla. Coïncidence : pendant que l'U.C.D. analysait ses querelles, le roi Juan Carlos a nommé M. Felipe Gonzalez, le dirigeant du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.).

(Interim.)

## EN POLOGNE

Radio Solidarnosc a pu diffuser une nouvelle émission

Alors que les autorités polonaises avaient annoncé officiellement qu'elle était démantelée, Radio Solidarnosc a diffusé, dans la soirée du mardi 13 juillet, à Varsovie, une nouvelle émission en modulation de fréquence.

Quelques heures après les tracas dans l'après-midi, l'émission a commencé à 20 heures. Après quelques minutes de transmission, elle a été interrompue brutalement. Le speaker a eu cependant le temps de diffuser un message annonçant que plusieurs membres de l'équipe de la radio clandestine avaient été arrêtés au cours d'une opération de police le 5 juillet. Dernier, il a annoncé que Radio Solidarnosc allait interrompre ses activités pendant deux mois.

## En Belgique

SEPT MORTS ET CINQUANTE BLESSÉS DANS UN ACCIDENT FERROVIAIRE

Bruxelles. (A.F.P.) — Le bilan de la collision qui a eu lieu mardi 13 juillet entre deux trains en Belgique s'est alourdi dans l'après-midi. Sept personnes ont été tuées, dont deux blessés, ce qui porte à sept le nombre des tués, a annoncé le ministère belge de l'Intérieur. (Voir nos dernières éditions du 14 juillet).

Le ministère précise qu'une cinquantaine d'autres voyageurs ont été blessés, dont huit grièvement. Quatre personnes avaient été tuées sur le coup et les trois autres sont décédées à l'hôpital. L'accident s'est produit à la suite d'une erreur du conducteur de l'express Namur-Knokke, qui a brûlé trois signaux lumineux en gare de Aalter, entre Bruges et Gand. Son convoi s'est écrasé contre les derniers wagons du train Bruxelles-Ostende qui ont été complètement détruits sous le choc.

Cinq camps de vacances occupés par des nationalistes coréens. Près de cent cinquante personnes appartenant aux comités nationalistes coréens ont été tués, une occupation symbolique de cinq camps de vacances situés à Cervione, Cargèse, Marthe Viva, près d'Ajaccio, San-Ambrogio et Portu-Vecchio. « Le tourisme, tel qu'il est conçu actuellement entraîne pour la Corse l'érosion et le nivellement culturel, la pollution et la spoliation foncière », affirment les comités nationalistes coréens, qui ajoutent que « l'hôtellerie corse ne recueille presque rien des retombées économiques du tourisme ».

qu'enqu. Annoncée par des tracas dans l'après-midi, l'émission a commencé à 20 heures. Après quelques minutes de transmission, elle a été interrompue brutalement. Le speaker a eu cependant le temps de diffuser un message annonçant que plusieurs membres de l'équipe de la radio clandestine avaient été arrêtés au cours d'une opération de police le 5 juillet. Dernier, il a annoncé que Radio Solidarnosc allait interrompre ses activités pendant deux mois.

Cette interruption de deux mois semble répondre la volonté des dirigeants du syndicat Solidarnosc. La commission provisoire de coordination du syndicat a en effet décidé d'interdire à l'invitant la population à ne déclencher aucune grève, ni à organiser aucune manifestation de quelque nature que ce soit. L'appel, distribué clandestinement à Varsovie, est signé par quatre dirigeants syndicaux représentant quatre régions-états du pays : MM. Bogdan Lise (Gdansk), Zdzisław Bujak (Varsovie), Władysław Bardecki (Cracovie), et Władysław Frasyniuk (Wrocław).

« Nous attendons que les autorités adoptent des mesures concrètes pour prouver leur volonté de renouer le dialogue », déclarent les quatre syndicalistes, qui, dans le cas contraire, indiquent qu'ils n'hésiteront pas à recourir à « la grève générale ». D'autre part, selon des rumeurs circulant à Varsovie, le gouvernement aurait l'intention d'annoncer, à l'occasion de la fête nationale de la Pologne, le 23 juillet, sa décision de lever l'état de siège avant la fin de l'année et la venue du pape le 10 octobre prochain.

● L'acteur britannique Kenneth More est décédé le 12 juillet à Londres, à l'âge de soixante-sept ans. Il avait notamment joué dans l'Autre Homme, la Blonde et le Shérif, la Bataille d'Angleterre et les 39 Marches.

● Alma Reville Hitchcock, la femme d'Alfred Hitchcock, est morte le 6 juillet à Los Angeles. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans. Elle avait travaillé avec son mari à l'écriture de nombreux scénarios.

## APRÈS AVOIR FRANCHI LA FRONTIÈRE

Les troupes iraniennes se trouvent à quelques kilomètres de Bassorah

Bagdad. — Reconnu mercredi matin 14 juillet que l'armée irannienne avait pénétré de 10 kilomètres en territoire irakien et se trouvait dans les parages du port pétrolier de Bassorah, sur le Chant-el-Arab.

La nouvelle offensive irannienne avait été annoncée auparavant par un communiqué irakien qui affirmait que les combattants du Fatah ont enfoncé les premières lignes de défense ennemies et poursuivraient leur avance. Ce communiqué ne précisait pas explicitement si les forces iraniennes avaient, ou non, franchi la frontière internationale. Il annonçait cependant que des « centaines de combattants iraniens » ont été faits prisonniers dans les premières heures de l'offensive.

Ces opérations, précise le communiqué, visent à compléter la défense de la patrie islamique et empêcher de nouvelles agressions des sabbatistes (du nom de M. Saddam Hussein, le chef de l'État irakien) et autres fanatiques de l'Amérique. Elles ont également pour objectif « d'éloigner de nos villes les pièces d'artillerie que les bombardent ».

En ces nuits de Ramadan consacrées à la prière, les combattants de l'islam, indique le communiqué, ont, en passant par Karbala (ville sainte chiite, en Irak), parvenu à libérer Karbala de la main des sabbatistes et demandent au peuple de prier Dieu pour la victoire de l'armée de l'islam et pour que descende sur elle les foudres et les aides miraculeuses.

Le déclenchement d'une offensive de grande envergure était attendu depuis plusieurs jours et la presse irakienne quotidiennement à la une des photos de troupes en marche avec comme légende « en marche vers Karbala » (ville située à une centaine de kilomètres de Bagdad).

Mardi, l'iran avait rejeté l'appel à un cessez-le-feu dans le conflit irano-irakien. Vingt-huit heures après, le Conseil de sécurité des Nations unies (nos dernières éditions du 14 juillet). Le premier ministre irakien, M. Hossain Moussavi, a estimé que « même si le Conseil de sécurité adopte d'autres résolutions, l'iran continuera à réclamer ses justes droits ». « Le vote du Conseil est une sorte de confirmation de l'avis de l'Union soviétique à Saddam (Saddam Hussein) », a affirmé M. Moussavi qui s'est félicité de la politique « en Irak, ni Oues » menée par son pays.

La résolution du Conseil de sécurité, réuni à la demande de la Jordanie, préconise un cessez-le-feu, le retrait des troupes sur la frontière internationale et le retrait d'observateurs de l'ONU et la relance des efforts de médiation. Pour Téhéran, aucune paix ne saurait être envisagée sans le retrait immédiat des troupes iraniennes d'Irak, le paiement des

dommages de guerre, la condamnation de l'agresseur et le libre retour dans leur pays des réfugiés irakiens en Iran.

● A Paris, M. Cheysson avait exprimé le même jour sa vive préoccupation sur l'éventualité d'un rebondissement de la guerre irano-irakienne. « Notre obsession depuis des mois, avait-il dit, est que faute d'un règlement entre les parties intéressées, les super-grands ne s'en mêlent et ne fassent un nouveau Yalta. Ceci serait catastrophique ».

● A Londres, un porte-parole du parti démocratique du Kurdistan irakien (P.D.K.I.) a annoncé mardi que les forces iraniennes venaient de lancer une opération militaire pour écraser la résistance kurde et que la bataille fait rage dans les provinces de l'Azerbaïdjan occidental et du Kurdistan. (A.F.P., Reuters.)

## Le Sénat repousse une seconde fois le projet de loi sur les prix et les revenus et en juge certaines dispositions non constitutionnelles

Par cent quatre-vingt-sept voix contre cent onze, le Sénat a rejeté une seconde fois, mardi 13 juillet, le projet de loi sur les prix et les revenus.

Dans une « question préalable », M. Chauby (R.P.R., Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des affaires économiques demandait aux sénateurs de s'opposer à l'adoption du texte. Le débat a moins porté sur les aspects économiques du projet (tout ayant été dit et redit sur ce point), que sur plusieurs dispositions de caractère juridique, considérées comme inconstitutionnelles par les orateurs de la majorité sénatoriale.

Le gouvernement en tiendra-t-il compte comme il a tenu compte des observations présentées lors de la première lecture ? Cela semble impossible étant donnée la procédure choisie par le gouvernement, qui a engagé sa responsabilité sur ce projet devant l'Assemblée nationale.

Une motion de censure a été déposée le 13 juillet par M. Gaudin, président du groupe U.D.F. sur laquelle l'Assemblée s'est prononcée mardi prochain. M. Dailly, rapporteur de la commission des lois du Sénat, a toutefois fait observer que si de nouveaux amendements étaient présentés par le gouvernement (seconde délibération ?) les sénateurs seraient tenus à une « nouvelle lecture ». Dans le cas contraire, le scrutin du 19 juillet à l'Assemblée nationale, sur la motion de censure, mettra un point final à l'examen de ce projet, à moins qu'un recours devant le Conseil constitutionnel, préparé, dit-on, par M. Jean Veyrier, n'en vienne perturber l'application.

« Vos observations, déclare d'entrée de jeu M. Auroux, ministre du travail, ont été largement prises en compte par le gouvernement (...). L'objectif de ce blocage temporaire n'a pas été tenu pour un retour au dirigisme, est triple : d'abord stopper la croissance des tous les coûts, puis mettre chaque agent économique devant ses responsabilités, car le blocage répété des groupes de pression occultes, enfin créer un climat propice à la négociation contractuelle (...). »

M. Chauby, à la fois président et rapporteur de la commission des affaires économiques, reconnaît que le projet est assorti de onze amendements qui, dit-il, « font droit, pour l'essentiel, aux observations présentées en première lecture par M. Dailly, rapporteur de la commission des lois (...) ». Malheureusement, conclut-il, ce texte reste incompatible avec les lois de l'économie. C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter une question préalable.

M. Dailly (gauche-dém., Seine-et-Marne) s'exprime cette fois en son nom personnel. « La bonne volonté du gouvernement, déclare-t-il, est évidente. La nouvelle rédaction de l'article premier tient compte du fait que les règles relatives au blocage des prix relèvent de la compétence du Parlement. Mais pourquoi, dans le même temps, proposer-vous de renvoyer à un simple décret le soin de mettre fin au blocage ? Si le blocage des prix est bien du domaine de la loi, seule la loi peut déterminer quand ce blocage s'achève. Faire dépendre d'un décret la durée d'application de la loi est manifestement contraire à la Constitution (...). L'article 3, limitant les dividendes ne prévoyait aucune sanction en cas d'infraction. Désormais, il en prévoit. Mais pourquoi retomber dans l'inconstitutionnalité en instituant une amende contractuelle d'une genre nouveau. C'est la première fois que je vois un texte édictant des sanctions contractuelles à l'encontre d'une personne morale (...). D'autre part, le paragraphe V de votre article 3, comporte un effet rétroactif que vous n'avez sans doute pas décelé. »

En réponse, M. Auroux souligne qu'il s'agit d'une loi de caractère temporaire à laquelle on oppose un « perfectionnisme excessif ».

Avant l'ouverture du scrutin, M. Minic (Haute-Garonne), président du groupe socialiste, dénonce, à son tour, le « juridisme » dont le Sénat se sert pour faire obstacle au progrès social. « En invoquant des questions de droit, déclare-t-il, vous restez fidèles à une tradition d'obstruction (...). La politique préconisée par la majorité sénatoriale, comme celle du Premier ministre britannique, ou celle de M. Barre, aurait conduit à une

## NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR REMONTÉE EN FLÈCHE DE L'OR

Amorçé vingt-quatre heures plus tôt après un très vif recul, le redressement du dollar s'est poursuivi mercredi 14 juillet sur la plupart des grandes places internationales.

À Francfort, la devise américaine s'est échangée à 2,490 DM (contre 2,485 DM la veille). Elle a valu 2,125 FS à Zurich (contre 2,12 FS) et retrouvé ses plus hauts niveaux à Tokyo, où, à la clôture du marché, un cours de 227,15 yens pour 1 dollar était inscrit.

Parallèlement, l'or, qui mardi soir déjà avait retrouvé à Londres ses plus hauts niveaux depuis trois mois (355,50 dollars l'once contre 339 dollars à midi), a continué de monter rapidement, dépassant 356 dollars à l'ouverture et arrivant au voisinage de 357 dollars dans la City. La perspective d'une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis mais aussi, peut-être, l'aggravation du conflit entre l'Irak et l'Iran ont bien été à l'origine de cette remontée en flèche du métal jaune.

(A.F.P., Reuters.)

montée perturbatrice du chômage.

M. Méric estime que les déséquilibres actuels tiennent au fait que « la croissance des investissements n'a pas suivi celle du pouvoir d'achat ». Les investissements publics auront des effets incitatifs sur ceux du secteur privé. Mais il faut d'abord « casser la spéculation boursière » et le blocage doit, pour cela, servir « d'électrochoc ». Toutefois, conclut le président du groupe socialiste, « on ne jugulera pas l'inflation et le chômage si l'on ne consent pas au partage des sacrifices ».

A. G.

« LA BOURGEOISIE EST LE VÉRITABLE MAÎTRE DE LA VIE EN FRANCE »

affirment les « Izvestia »

(De notre correspondant.)

Moscou. — La presse soviétique a, à l'occasion du 14 juillet, un jugement relativement positif sur quarante mois de gouvernement socialiste et communiste. Si, jusqu'à présent, Moscou estimait que le nouveau pouvoir, la France, n'allait pas assez loin, la Pranda et les Izvestia, les deux organes principaux du parti communiste et du gouvernement soviétique, lui trouvent aujourd'hui des circonstances atténuantes.

« La réaction du gros capital et de la réaction intérieure, écrit mercredi matin, la Pranda, complique la tâche de ceux qui aspirent sincèrement à réaliser les réformes nécessaires. » Pour les Izvestia, le nouveau pouvoir qui s'est donné pour tâche de « faciliter la situation des travailleurs et des couches les plus défavorisées » a réussi dans certains domaines et n'a pas encore eu le temps de « justifier les espoirs » des autres.

« Le pouvoir du capital a de profondes racines. La bourgeoisie est le maître de la vie en France. Elle y agit avec les leviers importants dans les activités économiques et politiques. » Tout en critiquant implicitement les mesures extrêmes que constitue le gel des prix et des revenus, les Izvestia affirment que « les malheurs financiers de la France n'ont pas commencé aujourd'hui ». Les deux quotidiens soviétiques attribuent une bonne part de responsabilité aux États-Unis. « La guerre commerciale déclenchée par Washington contre ses partenaires, écrit la Pranda, a beaucoup affecté l'économie française. L'attaque du dollar a contraint Paris à dévaluer d'urgence le franc. Aucun des deux journaux ne fait mention de la politique étrangère de la France, dont les principales orientations continuent manifestement de déconcerter Moscou.

INTERIM.

**Rémy**

l'autre manière de se meubler !



C'est fou ce que vous serez surpris en arrivant chez Rémy. Guidé, conseillé dans un univers de mille et un trésors, vous imaginez-vous-même votre décoration parmi une diversité que seul un artiste aillant création et tradition peut vous proposer : secrétaires, chaises, tables, lampes, salons, miroirs, etc. Rémy réalise toute votre décoration : tentures, volants, rideaux de fil, et peut aussi vous présenter les grandes marques de visions et transformations.

80, 82, 84 et 73, boulevard St Antoine Paris XII<sup>e</sup> - Tél. 343.65.54

**BULICK**

Skyline 9 cv.



Jean Charles s.a.

28, rue Claude-Tessier, Paris-10. 524.43.33

Le numéro du « Monde » daté 14 juillet 1982 a été tiré à 466 897 exemplaires.

A B C D E F G H